

Mémorial de Sainte-Hélène

par le comte de Las Cases



herodote.net

herodote.net vous propose ses ouvrages numériques sous deux versions différentes, lisibles à tout instant sur tous vos appareils (ordinateur, tablette, liseuse et smartphone). Ces versions vous offrent une navigation interactive, des liens vers des contenus externes (nécessite une connexion internet) et un système d'annotation et de signets.

Le format **pdf**, format standard Adobe©, est similaire à un livre imprimé. Sa mise en page étant fixe, nous vous recommandons sa lecture sur ordinateur et/ou tablette. Téléchargez au préalable le logiciel Adobe Reader (gratuit) pour plus de confort.

Le format **epub**, format ouvert, s'adapte à la taille de l'écran, même petit. Il vous permet de modifier – selon les options de votre appareil –, la police d'écriture, la taille de caractères, la couleur du fond ou encore de régler les marges ou l'interlignage.



Les **Amis d'herodote.net** peuvent découvrir en grand format les illustrations marquées d'une loupe sur simple clic après s'être identifiés (connexion requise).


[Pour plus d'informations](#)

Mémorial de Sainte-Hélène

Par le comte de Las Cases

Tome VIII

Du manuscrit au Mémorial

Nous avons encadré d' « accolades » et marqué de l'idéogramme  tous les passages du Mémorial qui ont été repris du manuscrit initial.

Ce manuscrit a été rédigé à Sainte-Hélène par le comte de Las Cases, annoté par Napoléon, confisqué par les Anglais et restitué enfin au comte à la mort de l'Empereur.

Sa copie a été retrouvée dans des conditions romanesques par la Fondation Napoléon et éditée le 5 octobre 2017 chez Perrin.

La comparaison du manuscrit et du Mémorial permet de distinguer les informations engrangées à Sainte-Hélène de celles qui sont tirées des enquêtes ultérieures du comte de Las Cases... et de son imagination.

Jean-Marc Simonet,

herodote.net

Sommaire

Jeudi 13 juin 1816. Le *Moniteur*, etc. – *Liberté de la presse*.

Vendredi 14 juin 1816. Guerre et Maison d'Espagne. – Ferdinand à Valençay. – Fautes dans l'affaire d'Espagne. – Historique de ces événements, etc. – Belle lettre de Napoléon à Murat.

Samedi 15 juin 1816.

Dimanche 16 juin 1816. Effets envoyés d'Angleterre. – L'Empereur avait voulu proscrire le coton en France. – Conférences de Tilsit. – Reine de Prusse, le roi. – Empereur Alexandre. – Anecdotes, etc.

Lundi 17 juin 1816. Arrivée des commissaires étrangers. – Étiquette forcée de Napoléon, anecdotes. – Conseil d'État ; détails du local ; habitudes, etc. – Citations de quelques séances ; digression. – Gassendi. – Les régiments Croates. – Ambassadeurs. – Bans de la garde nationale. – L'Université, etc., etc.

Mardi 18 juin 1816. Souvenirs de Waterloo.

Mercredi 19 juin 1816. Départ du *Northumberland*. – *Introduction et forme des Campagnes d'Italie*. – *Campagne de Russie, par un aide de camp du Vice-Roi*.

Vendredi 21 juin 1816. Paroles prophétiques, etc. – Lord Holland, etc., Princesse Charlotte de Galles. – Conversation particulière et personnelle inappréciable pour moi.

Samedi 22 juin 1816. Arrivée de la bibliothèque. – Témoignage d'Hornemann en faveur du général Bonaparte.

Dimanche 23 juin 1816. Sur la mémoire. – Commerce. – Idées et système de Napoléon sur divers points d'économie politique.

Lundi 24 juin 1816. Artillerie. – Son Usage. – Ses vices. – Anciennes Écoles.

Mardi 25 juin 1816.

Mercredi 26 juin 1816. Mes instructions et mes dernières volontés sur l'impression des Campagnes d'Italie. – Idées de l'Empereur sur le général Drouot. – Sur la bataille d'Hohenlinden.

Jeudi 27 juin 1816. Les rats, vrai fléau pour nous, etc. – Impostures de lord Castlereagh. – Héritières françaises.

Vendredi 28 juin 1816. Détails du gouverneur sur les dépenses à Longwood, etc.

Samedi 29 juin 1816.

Dimanche 30 juin 1816. Historique politique de la cour de Londres, durant notre émigration ; Georges III ; M. Pitt ; le prince de Galles. – Anecdotes, etc., etc. – Les Nassau. – Retour remarquable de Napoléon sur lui-même, etc.

Résumé des trois mois, avril, mai et juin 1816.

Lundi 1^{er} au jeudi 4 juillet 1816 . Mon fils tombe de cheval. – Pillage par les armées. – Caractère du soldat français. – Détails de Waterloo par le nouvel Amiral.

Vendredi 5 juillet 1816. Anecdotes sur le 18 brumaire. – Sieyès. – Grand-Électeur. – Cambacérès. – Lebrun, etc.

Samedi 6 au lundi 8 juillet 1816. Nouveaux torts du gouverneur. – Ses absurdités.

Mardi 9 au jeudi 11 juillet 1816. Nouvelles vexations. – L'Empereur sort à peine. – Tristan. – Fables de La Fontaine, etc. – Le ventre gouverne le monde. – Difficulté de juger les hommes.

Vendredi 12 Juillet 1816. Sur le Masque de fer, etc. – Fable ingénieuse.

Samedi 13 juillet 1816. Sur Junot ; sa femme, etc.

Dimanche 14 juillet 1816. Sur le maréchal Lannes. – Murat, sa femme, etc.

Jeudi 13 juin 1816.

Le Moniteur, etc. – Liberté de la presse.

¶ L'Empereur venait de parcourir beaucoup de *Moniteurs*¹. « Ces *Moniteurs*, disait-il, si terribles, si à charge à tant de réputations, ne sont constamment utiles et favorables qu'à moi seul. C'est avec les pièces officielles que les gens sages, les vrais talents écriront l'histoire ; or, ces pièces sont pleines de moi, et ce sont celles que je sollicite et que j'invoque. » Il ajoutait qu'il avait fait du *Moniteur* l'âme et la force de son gouvernement ; son intermédiaire et ses communications avec l'opinion publique du dedans et du dehors. Tous les gouvernements depuis l'ont imité plus ou moins.

Arrivait-il au-dedans, parmi les hauts fonctionnaires, une faute grave quelconque, aussitôt, disait l'Empereur, trois conseillers d'État établissaient une enquête ; ils me faisaient un rapport, affirmaient les faits, discutaient les principes ; moi, je n'avais plus qu'à écrire au bas : « *Envoyé pour faire exécuter les lois de la République ou de l'Empire*, et mon ministère était fini, le résultat public obtenu ; l'opinion faisait justice. C'était là le plus redoutable et le plus terrible de mes tribunaux. ¶ S'agissait-il, au-dehors, de quelques grandes combinaisons politiques ou de quelques points délicats de diplomatie, les objets étaient indirectement jetés dans le *Moniteur* ; ils attiraient aussitôt l'attention universelle, occupaient toutes les discussions ; c'était le

1. *Gazette nationale* ou *Moniteur universel*, journal fondé par Panckouke en 1789. C'est en fait un journal de propagande, organe officiel du gouvernement français. Il deviendra en 1848 le *Journal officiel de la République française*. (JMS)

mot d'ordre pour les partisans du gouvernement, en même temps qu'un appel à l'opinion pour tous. On a accusé le *Moniteur* pour ses notes tranchantes, trop virulentes contre l'ennemi ; mais, avant de les condamner, il faudrait mettre en ligne de compte le bien quelles peuvent avoir produit, l'inquiétude parfois dont elles étaient à l'ennemi, la terreur dont elles frappaient un cabinet incertain, le coup de fouet qu'elles donnaient à ceux qui marchaient avec nous, la confiance et l'audace qu'elles inspiraient à nos soldats, etc., etc. »



La liberté de la presse. Gravure de l'époque.

¶ La conversation est tombée de là sur la liberté de la presse. L'Empereur nous demandait notre avis. Nous avons bavardé longuement et débité force lieux communs. Les uns étaient contre : Rien ne résiste à la liberté de la presse, disaient-ils ; elle est capable de renverser tout gouvernement, de troubler toute société, de détruire toute réputation. Ce n'est que son interdiction qui est dangereuse, disaient les autres ; si on la comprime, c'est une mine qui fera explosion ; si on la laisse à elle-même, ce n'est plus qu'un arc débandé qui ne saurait blesser personne. À ceci, l'Empereur disait qu'il était loin d'être convaincu ; mais que ce n'était plus là au demeurant la question ; qu'il était des institutions aujourd'hui, et la liberté de la presse était de ce nombre, sur lesquelles on n'était plus appelé à décider si elles étaient bonnes, mais seulement s'il était possible de les refuser au torrent de l'opinion. Or, il prononçait que l'interdiction, dans un gouvernement représentatif, était un anachronisme choquant, une véritable folie. Aussi, à son retour de l'île d'Elbe, avait-il abandonné la presse à tous ses excès, et il pensait bien qu'ils n'avaient été pour rien dans sa chute nouvelle. Quand on voulut discuter au Conseil, devant lui, les moyens d'en mettre l'autorité à l'abri : « Messieurs, avait-il dit plaisamment, c'est apparemment pour vous autres que vous voulez défendre ou gêner cette liberté ; car, pour moi, désormais je demeure étranger à tout cela. La presse s'est épuisée sur moi durant mon absence ; je la défie bien à présent de rien produire de neuf ou de piquant contre moi. »

GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

N° 50.

Dimanche, 20 brumaire an 8 de la république française, une et indivisible.

POLITIQUE.

RÉPUBLIQUE LIGURIENNE.

Gènes, le 5 brumaire.

Les français ne sont plus à Rome; le drapeau républicain ne flotte plus sur les murs du capitole; l'arbre de la liberté a été renversé; Rome sans doute est rendue à son ancien gouvernement. Point du tout. C'est le roi de Naples qui règne dans Rome; c'est en son nom que la justice est rendue; c'est don Diégo Naselli, ponce d'Assagon, qui est nommé commandant général pour le civil et le militaire. Il est vrai que son titre a été déclaré dans une proclamation, que sa majesté sicilienne était toujours dans les meilleures intentions; qu'elle ne voulait que le bonheur du peuple romain, son bien, son repos; on va même jusqu'à promettre le rétablissement de l'ancien gouvernement. On profite de cette occasion pour publier la mort de Pie VI, et annoncer la nomination prochaine de son successeur. Ainsi voilà les romains parfaitement tranquilles. Ce bien-être doit leur paraître d'autant plus doux, qu'il leur vient d'une nation voisine; et sur-tout très-ami; car tout le monde sait comme les romains et les napolitains vivent ensemble.

Les français ont occupé le golfe de la Spezia, Sarzane, et Massa-Carrara. Les patriotes réfugiés se disposent à retourner dans leurs foyers. L'alarme est plus que jamais à Livourne. Il est probable que les français seront maîtres de cette place, avant que les renforts envoyés au général autrichien, Klenau, soient arrivés.

Livourne paraît destinée à voir successivement donner et recevoir les patriotes de l'Angleterre et ceux de la France; mais on croit pouvoir assurer que le champ de bataille restera aux amis de la liberté.

La diète est pour les républicains un ennemi plus redoutable que les autrichiens; elle est si grande dans la Ligurie, que le général Chambrionnet a été obligé d'interdire aux patriotes l'approche de son armée, jusqu'à ce qu'il ait pris de nouvelles dispositions.

On s'accorde à dire que le général Turreau a

Du 3 brumaire.

Le résultat de la bataille d'hier, est un millier de prisonniers et trois pièces de canon. L'action a été très-vive; le général Saint-Cyr a eu un cheval tué sous lui. Les généraux Varin et Donbrowski se sont particulièrement distingués. L'ennemi est actuellement derrière la Bormida.

L'ex-doge Brignole, qui s'était embarqué pour se rendre à Monégia, a été surpris par un corsaire, qui, après lui avoir pris environ 1000 liv. en or et dépillé de tout, l'a mis à terre; mais auparavant le corsaire lui avait fait signer une lettre de change de 6000 liv. sur un particulier. La lettre a été présentée et payée au ministre de la police. Le général Mollis, a écrit de ce fait à, sur le champ, ordonné la recherche du corsaire, qui s'est arrêté à Chiavari.

Le courrier, qui devait nous apporter les dernières lettres de France, a été, dit-on, assassiné en traversant la ci-devant Dauphiné.

RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE.

Berne, le 12 brumaire.

L'Appel adressé par le commissaire du gouvernement, Zschöcke, à la commémoration de ses concitoyens en faveur des habitants de Waldthauten, a produit dans le canon de Solerue un effet qui surpasse toute attente.

Cet écrivain qui réunit à l'éloquence de l'homme sensible, plaidant la cause de l'humanité souffrante, ce caractère de génie qu'on trouve dans les productions de son auteur, a ouvert tous les cœurs à la pitié. Riches et pauvres, nous ont porté à l'envi leur offrande sur l'autel de la bienfaisance.

C'est ainsi que la collecte de la commune de Soierue s'élève déjà à 4500 liv. de Suisse en argent et en effets, et que le nombre des orphelins demandés dans ce canon va au-delà de 500. On croit qu'il s'élèvera bientôt à 500.

Parmi ces offrandes, on remarque celle de la petite-fille du président Burry. Cet enfant, en offrant cinq médailles, dit: *Mon père me les a données; je les donne à la patrie; qu'elles servent au soulagement des malheureux orphelins.*

a requis tous les effets de campement nécessaires des autorités helvétiques; mais on ne pourra jamais fournir à ces réquisitions, par la raison que ces effets n'existent pas.

On parle aujourd'hui d'un échec que les français auraient éprouvé en essayant de passer le Rhin près de Seckingen. Il est probable que ce n'est qu'un faux bruit.

Un journal allemand, intitulé *von und für Helvetien*, vient de publier quelques faits sur la conduite de Rapinat en Helvétie. Il promet de dévoiler cette longue série de vexations dont nous avons été acablés pendant si long-temps. Nous ferons connaître les traits les plus saillants de cet écrit à mesure qu'il paraîtra.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 19 brumaire.

DANS le trouble inséparable des premiers instans d'un changement aussi grand qu'inattendu, on ne peut recueillir tout les faits ou constater l'authenticité de tous les bruits. C'est ce qui nous a retenus hier de publier plusieurs faits dont nous n'avions point assez de certitude. Mais chaque moment les confirme, et nous nous hâtons de les faire connaître à nos lecteurs. La moindre anecdote est précieuse quand il s'agit d'événemens qui peuvent contribuer si puissamment à consolider la république, par la sagesse et la paix.

Hier à neuf heures du matin le directeur ignorant encore ce qui se passait, Golhier, Monthès et Baras étaient réunis; Sycey se promenait dans le jardin du Luxembourg, et Roger-Ducos était chez lui. Sycey ayant été instruit du décret du conseil des anciens, se rendit aux Tuileries. Roger-Ducos demanda à ses trois autres collègues quelle loi on devait ajouter aux lois qui se répandaient de tous côtés, et n'ayant pu lui donner d'éclaircissemens, se rendit aussi au conseil des anciens.

Fac-similé de la première page du *Moniteur* daté du 19 brumaire, donnant la version officielle de coup d'État du 18 brumaire an VIII.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 14 juin 1816.

Guerre et Maison d'Espagne. – Ferdinand à Valençay. – Fautes dans l'affaire d'Espagne. – Historique de ces événements, etc. – Belle lettre de Napoléon à Murat.

L'Empereur a été malade toute la nuit, il était encore souffrant tout le jour, il a pris un bain de pied, et ne s'est pas trouvé en humeur de sortir ; il a dîné seul dans son intérieur, et m'a fait venir vers le soir.

L'Empereur s'est remis en causant ; le sujet a été constamment la guerre



Charles IV d'Espagne, par Goya.

d'Espagne : j'en ai déjà mentionné quelque chose plus haut, où l'on a vu que l'Empereur s'y condamne entièrement². Je cherche à répéter le moins possible, aussi je vais inscrire ici seulement ce qui m'a paru neuf.

« Le vieux roi³ et la reine, disait l'Empereur, étaient, au moment de l'événement, l'objet de la haine et du mépris des sujets. Le prince des Asturies⁴ conspira contre eux, les fit abdiquer, et devint aussitôt l'amour, l'espoir de la nation. Toutefois, cette nation était mûre pour de grands

changements et les sollicitait avec force ; j'y étais très populaire ; c'est

2. Voyez tome 6, au 6 mai 1816 : Bourbons d'Espagne. (LC)

3. Charles IV d'Espagne (1748-1819), il abdiqua en 1808 en faveur de son fils. (JMS)

4. Ferdinand de Bourbon (171784-1833), qui régnera sous le nom de Ferdinand VII. (JMS)

dans cette situation des esprits que tous ces personnages furent réunis à Bayonne ; le vieux roi me demandant vengeance contre son fils, le jeune prince sollicitant ma protection contre son père et me demandant une femme. Je résolus de profiter de cette occasion unique pour me délivrer de cette branche des Bourbons, continuer dans ma propre dynastie le système de famille de Louis XIV, et enchaîner l'Espagne aux destinées de la France. Ferdinand fut envoyé à Valençay⁵ ; le vieux roi, à Compiègne, à Marseille, où il voulut ; et mon frère Joseph fut régner dans Madrid avec une constitution libérale adoptée par une junte de la nation espagnole qui était venue la recevoir à Bayonne.



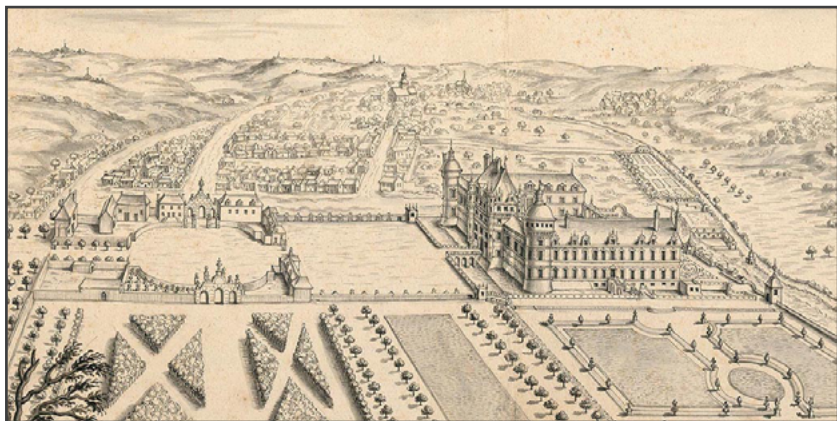
 Ferdinand de Bourbon, prince des Asturies, par Goya.

« Il me paraît, continuait-il, que l'Europe et même la France n'ont jamais eu une idée juste de la situation de Ferdinand à Valençay. On se méprend étrangement dans le monde sur le traitement qu'il a éprouvé, et plus encore peut-être sur ses dispositions et ses opinions personnelles relatives à sa situation.

Le fait est qu'il était à peine gardé à Valençay, et qu'il n'eût pas voulu s'en échapper. S'il se trama quelques intrigues pour favoriser son évasion, il fut le premier à les dénoncer. Un Irlandais (baron de Colli) pénétra jusqu'à sa personne

5. Le château de Valençay, dans le Berry, avait été acquis par Talleyrand en 1803. Ferdinand VII et sa nombreuse suite y fut assigné à résidence de 1808 à 1813. (JMS)

au nom de Georges III, lui offrant de l'enlever ; mais loin d'y accéder, Ferdinand tout aussitôt en donna connaissance à l'autorité.



Le château de Valençay au 18^e siècle.

« Il ne cessait de me demander une femme de ma main. Il m'écrivait spontanément pour me complimenter toutes les fois qu'il m'arrivait quelque chose d'heureux. Il avait donné des proclamations aux Espagnols, pour qu'ils se soumissent ; il avait reconnu Joseph ; choses qu'on eût pu regarder comme forcées peut-être ; mais il lui demandait son grand cordon : il m'offrait don Carlos, son frère, pour commander les régiments espagnols qui allaient en Russie, choses auxquelles il n'était nullement obligé. Enfin il me sollicitait vivement de le laisser venir à ma cour à Paris, et si je ne me suis pas prêté à un spectacle qui eût frappé l'Europe, et lui prouvant par là tout l'affermissement de ma puissance, c'est que la gravité des circonstances qui m'appelaient au-dehors, et mes fréquentes absences de la capitale, ne m'en ont pas laissé l'occasion. » }



Vers un commencement d'année, à un lever de l'Empereur, je me trouvais le voisin du chambellan comte d'Arberg, faisant le service à Valençay près des princes d'Espagne. Arrivé à lui, l'Empereur demanda comment se conduisaient ces princes, s'ils étaient sages ; et puis il ajouta : « Vous m'avez apporté une bien jolie lettre : entre nous, c'est vous qui la leur aurez faite ? » D'Arberg l'assura qu'il ignorait même l'objet de son contenu. « Eh bien ! dit l'Empereur, elle est charmante ; un fils n'écrit pas autrement à son père.




{ « Quand les circonstances devinrent difficiles pour nous en Espagne, disait l'Empereur, je proposai plus d'une fois à Ferdinand de s'en retourner, d'aller régner sur son peuple, lui disant que nous nous ferions franchement la guerre, que le sort des armes en déciderait. Non, répondait le prince, qui semble avoir été bien conseillé, et ne varia jamais de ce système ; des troubles politiques agitent mon pays, je ne manquerais pas de compliquer les affaires, je pourrais en devenir la victime et porter ma tête sur l'échafaud : je reste ; si vous voulez m'accorder votre protection et l'appui de vos armes, je pars, et je vous serai un allié fidèle.

« Plus tard, lors de nos désastres, et vers la fin de 1815, je me rendis à cette proposition et le mariage de Ferdinand fut arrêté avec la fille aînée de Joseph ; mais alors les circonstances n'étaient plus les mêmes, et Ferdinand demanda d'ajourner le mariage. – Vous ne pouvez plus m'accorder l'appui de vos armes, disait-il, je ne dois point me donner en ma femme un titre d'exclusion aux yeux de mes peuples. Et il partit dans des intentions de bonne foi, à ce qu'il semble, continuait l'Empereur, car il est demeuré fidèle aux principes de son départ jusqu'aux événements de Fontainebleau. »

Il est hors de doute que si les affaires eussent tourné différemment, il n'eût accompli, assurait l'Empereur, son mariage avec la fille de Joseph.

L'Empereur, en revenant sur ces événements, disait que les résultats lui donnaient irrévocablement tort ; mais qu'indépendamment de ce tort du destin, il se reprochait aussi des fautes graves dans l'exécution. Une des plus grandes était d'avoir mis de l'importance à détrôner la dynastie des Bourbons, et à maintenir comme base de ce système, pour souverain nouveau, précisément celui qui, par ses qualités et son caractère, devait nécessairement le faire manquer.

Lors de la réunion à Bayonne, l'ancien précepteur de Ferdinand, son principal conseil (Escoiquiz), apercevant tout aussitôt les grands projets de l'Empereur, et défendant la cause de son maître, lui disait ; « Tous voulez vous créer un travail d'Hercule, lorsque vous n'avez sous la main qu'un jeu d'enfant. Tous voulez vous délivrer des Bourbons d'Espagne : pourquoi les craindriez-vous ? Ils sont nuls, ils ne sont plus Français. Vous n'avez aucunement à les craindre : ils sont tout à fait étrangers à votre nation et à vos mœurs. Vous avez ici Mme de Montmorency et de vos dames nouvelles ; ils ne connaissent pas plus les unes que les autres, elles sont sans différence à leurs yeux, etc., etc. » Malheureusement l'Empereur en décida autrement. Je me suis permis de lui dire que des Espagnols m'avaient assuré que si l'orgueil national avait été épargné, que si la junte espagnole se fut tenue à Madrid au lieu de Bayonne, ou bien encore qu'on eût renvoyé Charles IV, et gardé Ferdinand, la révolution eût été populaire, et les affaires auraient pris une autre tournure. L'Empereur n'en doutait pas, et convenait que cette entreprise avait été mal embarquée, que beaucoup de circonstances eussent pu être mieux conduites. « Toutefois, disait-il, Charles IV était usé pour les Espagnols : il eût fallu user de

même Ferdinand ; le plan le plus digne de moi, le plus sûr pour mes projets eût été une espèce de médiation à la manière de celle de la Suisse. J'aurais dû donner une constitution libérale à la nation espagnole, et charger Ferdinand de la mettre en pratique. S'il l'exécutait de bonne foi, l'Espagne prospérait et se mettait en harmonie avec nos mœurs nouvelles ; le grand but était obtenu, la France acquérait une alliée intime, une addition de puissance vraiment redoutable. Si Ferdinand, au contraire, manquait à ses nouveaux engagements, les Espagnols eux-mêmes n'eussent pas manqué de le renvoyer, et seraient venus me solliciter de leur donner un maître. Quoi qu'il en soit, terminait l'Empereur, cette malheureuse guerre d'Espagne a été une véritable plaie, la cause première des malheurs de la France. Après mes conférences d'Erfurt avec Alexandre, disait-il, l'Angleterre devait être contrainte à la paix par la force des armes ou par celle de la raison. Elle se trouvait perdue, déconsidérée sur le continent ; son affaire de Copenhague avait révolté tous les esprits, et moi je brillais en ce moment de tous les avantages contraires, quand cette malheureuse affaire d'Espagne est venue tourner subitement l'opinion contre moi et réhabiliter l'Angleterre. Elle a pu dès lors continuer la guerre les débouchés de l'Amérique méridionale lui ont été ouverts ; elle s'est fait une armée dans la péninsule, et de là elle est devenue l'agent victorieux, le nœud redoutable de toutes les intrigues qui ont pu se former sur le continent, etc., etc. ; c'est ce qui m'a perdu ! } 

« Toutefois on m'assaillit alors de reproches que je ne méritais pas : l'histoire me lavera. On m'accusa, dans cette affaire, de perfidie, d'embûches et de mauvaise foi, et il n'y avait rien de tout cela. Jamais, quoi qu'on en ait dit, je ne manquai de foi, ni ne violai de paroles, pas plus contre l'Espagne que contre aucune autre puissance.

« On sera certain un jour que, dans les grandes affaires d'Espagne, je fus complètement étranger à toutes les intrigues intérieures de sa cour ; que je ne manquai de paroles ni à Charles IV, ni à Ferdinand VII ; que je ne rompis aucun engagement vis-à-vis du père ni du fils, que je n'employai point de mensonge pour les attirer tous deux à Bayonne ; mais qu'ils y accoururent à l'envi l'un de l'autre. Quand je les vis à mes pieds, que je pus juger par moi-même de toute leur incapacité, je pris en pitié le sort d'un grand peuple, je saisis aux cheveux l'occasion unique que me présentait la fortune, pour régénérer l'Espagne, l'enlever à l'Angleterre et l'unir intimement à notre système. Dans ma pensée, c'était poser une des bases fondamentales du repos et de la sécurité de l'Europe. Mais loin d'y employer d'ignobles, de faibles détours, comme on l'a répandu ; si j'ai péché c'est, au contraire, par une audacieuse franchise, par un excès d'énergie. Bayonne ne fut pas un guet-apens ; mais un immense, un éclatant coup d'État. Quelque peu d'hypocrisie m'eût sauvé, ou bien encore si j'avais voulu seulement abandonner le prince de la Paix à la fureur du peuple ; mais l'idée m'en parut horrible ; il m'eût semblé recueillir le prix du sang ; et puis il est vrai de dire encore que Murat m'a beaucoup gâté tout cela...

« Quoi qu'il en soit, je dédaignai les voies tortueuses et communes, je me trouvais si puissant !... J'osai frapper de trop haut. Je voulus agir comme la Providence qui remédie aux maux des mortels par des moyens à son gré, parfois violents, et sans s'inquiéter d'aucun jugement.

« Toutefois j'embarquai fort mal toute cette affaire, je le confesse ; l'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et le tout demeure fort vilain, puisque j'ai succombé ; car l'attentat ne se présente plus que dans sa hideuse nudité, privé de tout

le grandiose et des nombreux bienfaits qui remplissaient mon intention. La postérité l'eût préconisé pourtant si j'avais réussi, et avec raison, peut-être, à cause de ses grands et heureux résultats ; tel est le sort et le jugement dans les choses d'ici bas !!!... Mais, je le répète, il n'y eut ni manque de foi, ni perfidie, ni mensonge ; bien plus, il n'y avait nulle occasion pour cela. » Et ici l'Empereur a repris, dans son entier et dans son principe, tout l'historique de l'affaire d'Espagne, répétant beaucoup de choses déjà dites plus haut.



Manuel Godoy, (le prince de la Paix), par Goya.

« Deux partis, disait l'Empereur, divisaient la cour et la famille régnante : l'un était celui du monarque, aveuglément gouverné par son favori, le prince de la Paix⁶, lequel s'était fait le véritable roi.

6. Manuel Godoy, secrétaire d'État (en fait premier ministre), favori de Charles IV, et (peut-être) amant de la reine Marie-Louise. (JMS)

L'autre était celui de l'héritier présomptif, conduit par son précepteur, Escoiquiz, qui aspirait à gouverner. Ces deux partis recherchaient également mon appui, et me faisaient beau jeu ; nul doute que je ne fusse résolu d'en tirer tout l'avantage possible.

« Le favori, pour se maintenir dans son poste, aussi bien que pour se mettre à l'abri de la vengeance du fils (la mort du père arrivant), m'offrait au nom de Charles IV, de faire, de concert, la conquête du Portugal, se réservant pour lui la souveraineté des Algarves comme asile.

« D'un autre côté, le prince des Asturies⁷ m'écrivait clandestinement, à l'insu de son père, pour me demander une femme de ma main, et implorer ma protection.

« Je conclus avec le premier, et laissai le second sans réponse. Mes troupes étaient déjà admises dans la péninsule, quand le fils profita d'une émeute pour faire abdiquer son père et régner à sa place.

« On m'a imputé bêtement d'avoir pris part à toutes ces intrigues ; mais j'y étais d'autant plus étranger, que la dernière circonstance surtout dérangeait tous mes projets arrêtés avec le père, et par suite desquels mes troupes se trouvaient déjà au sein de l'Espagne. Les deux partis sentirent bien dès lors que je pouvais et devais être leur arbitre. Le roi détrôné s'adressa donc à moi pour obtenir vengeance ; et le fils y eut recours pour être reconnu. Tous deux s'empressèrent de venir plaider devant moi, également poussés par leurs conseillers respectifs, ceux-là mêmes qui les gouvernaient tout à fait, et qui ne voyaient plus d'autres moyens pour assurer leur propre tête, que de se jeter dans mes bras.

7. Titre utilisé par l'héritier du Royaume d'Espagne. (*JMS*)

« Le prince de la Paix, ayant failli être massacré, persuada facilement ce voyage à Charles IV et à la reine, qui s'étaient eux-mêmes vus en danger de périr par la multitude.

« De son côté, le précepteur Escoiquiz⁸, le véritable auteur de tous les maux de l'Espagne, alarmé de voir Charles IV protester contre son abdication, ne voyant que l'échafaud si son pupille ne triomphait pas, fut fort ardent à déterminer le jeune roi. Ce chanoine, d'ailleurs très confiant dans ses moyens, ne désespérait pas d'influencer de vive voix sur mes déterminations, et de m'amener ainsi à reconnaître Ferdinand, m'offrant, pour son propre compte, de gouverner, disait-il, tout à fait à ma dévotion, aussi bien que pourrait le faire le prince de la Paix, au nom de Charles IV. Et il faut convenir, disait l'Empereur, que si j'eusse écouté plusieurs de ses raisons, et suivi quelques-unes de ses idées, je m'en serais beaucoup mieux trouvé.

« Quand je les tins tous réunis à Bayonne⁹, ma politique se trouva posséder bien au-delà de ce qu'elle eût jamais osé prétendre ; il en a été ainsi de plus d'un autre événement de ma vie, dont on a fait honneur à ma politique, et qui n'appartenaient qu'au hasard : je n'avais pas combiné, mais je profitais. Ici j'avais le nœud gordien devant moi, je le coupai ; j'offris à Charles IV et à la reine de me céder la couronne d'Espagne, et de vivre paisiblement en France ; ils s'y prêtèrent, je pourrais dire presque volontiers, tant ils étaient ulcérés contre leur fils, et tant eux et leur favori ne recherchaient autre chose désormais que le repos et la sûreté. Le prince des Asturies n'y résista pas extraordinairement ; mais il ne fut employé contre lui ni violence,

8. Juan de Escoiquiz (1762-1820), ecclésiastique espagnol, précepteur de Ferdinand de Bourbon et ennemi de Manuel Godoy. (*JMS*)

9. Entrevue de Bayonne, en avril 1808. (*JMS*)

ni menace ; et si la peur le décida, ce que je crois bien, cela ne dut regarder que lui.

« Voilà, mon cher, en bien peu de mots tout l'historique de l'affaire d'Espagne : quoi qu'on en dise ou qu'on écrive, on en arrivera là ; et vous voyez qu'il ne saurait y avoir occasion pour moi à détour, mensonges, manque de paroles, ou violations d'engagements. Pour m'en rendre coupable, il eût donc fallu vouloir me salir gratuitement ; or, jamais je n'ai montré ce penchant.

« Du reste, dès que j'eus prononcé, la tourbe des intrigants qui fourmille dans toutes les cours, ceux-là mêmes qui avaient été les plus actifs à provoquer les malheurs, cherchèrent aussitôt à faire leur affaire auprès de Joseph, comme ils l'avaient faite auprès de Charles IV et de Ferdinand VII ; mais, soigneusement attentifs à la marche des événements, ils ont tourné plus tard à mesure que les circonstances devenaient difficiles, et que nos désastres approchaient ; si bien que ce sont encore eux qui se trouvent gouverner aujourd'hui Ferdinand ; et, chose effroyable ! pour mieux s'asseoir, ils n'ont pas hésité à rejeter l'odieux et le crime des malheurs éprouvés sur la masse des *niais*, qu'ils ont proscrits et qu'ils tiennent dans le bannissement, de ces gens naturellement honnêtes, qui, dans le principe, blâmèrent fort le voyage de Ferdinand, dont plusieurs même s'y opposèrent, puis prêtèrent serment à Joseph, qui leur sembla identifié pour lors au bonheur et au repos de leur patrie, et lui demeurèrent fidèles jusqu'à ce que la grande catastrophe vint le faire descendre du trône.

Il serait difficile d'accumuler plus d'effronterie et de turpitude, que n'en ont montré tous ces intrigants, principaux acteurs de cette grande scène, ce qui, pour le dire en passant, atténue la dégradation dont de pareilles vilenies ont chargé la France aux yeux de l'Europe. On voit

qu'elles ne lui sont pas exclusives ; les intrigants, les ambitieux, les avides se trouvent partout, sont les mêmes partout ; les individus seuls sont coupables ; les nations ne sauraient être responsables, leur seul tort est de se trouver pour un moment en évidence : malheur à celle qui occupe la scène. »

N. B. Aujourd'hui l'affaire d'Espagne demeure parfaitement connue, grâce aux écrits des principaux acteurs, le chanoine Escoiquiz, le ministre Cevallos et autres, et surtout l'honnête et respectable M. Lorente, qui, sous la signature anagrammatique de Nellerto, a publié les mémoires du temps, appuyés du recueil de toutes les pièces officielles. Les contradictions adverses des deux premiers, leurs disputes entre eux, les réclamations et les dénégations des contemporains, ont réduit leurs écrits à leur juste valeur, en les dépouillant de tout ce qu'il y avait d'erroné, de faux ou même de falsifié : il en résulte qu'aux yeux de tout homme impartial et froid, ils concourent tous, même involontairement, à confirmer les assertions justificatives émises plus haut par Napoléon ; non qu'ils ne reproduisent cette différence qu'on doit inévitablement attendre de la diversité du parti et d'intérêts ; mais seulement parce qu'il est vrai de dire qu'aucun n'établit avec fondement une occasion positive, qu'il ne présente aucune pièce officielle qui puisse la constater, tandis que toutes celles qui existent attestent et consacrent le contraire.

Ce qu'on peut observer encore dans l'histoire, aujourd'hui bien authentique, de ces affaires, c'est que l'Angleterre elle-même s'y est trouvée tout à fait étrangère, du moins dans le principe, ce qui était loin de la pensée de Napoléon, qui accusa, dans le temps, les Anglais d'être la première cause de toutes les intrigues, et qui les en accusait encore à Sainte-Hélène, tant il était habitué à les trouver au fond de tout ce qui se tramait contre lui.

Au surplus, voici sur cette affaire d'Espagne une lettre de l'Empereur qui y jette plus de jour que ne sauraient le faire des volumes. Elle est admirable ; les événements qui ont suivi la rendent un chef-d'œuvre. Elle fait voir la rapidité, le coup d'œil d'aigle avec lequel Napoléon jugeait immédiatement les choses et les personnes.

Malheureusement, elle montre aussi combien l'exécution des subalternes, la plupart du temps, détruisait ou gâtait les plus belles, les plus hautes conceptions, et, sous ce rapport encore, cette lettre demeure bien précieuse pour l'histoire. Sa date la rend prophétique.

29 mars 1808.

« Monsieur le grand-duc de Berg¹⁰, je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 a singulièrement compliqué les événements. Je reste dans une grande perplexité.



Le prince Joachim Murat,
Grand-Duc de Berg.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'avez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez à faire à un peuple neuf : il a tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usés les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne. S'ils craignent pour leurs privilèges et

10. C'est Joachim Murat, devenu grand-duc de Berg en 1806. (JMS)

pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse, qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans ; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

« Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France. Voilà le grief qui a servi l'usurpation de Ferdinand. Le parti populaire est le plus faible.

« Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation ; cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on en fasse un héros. Je ne veux pas que l'on use de violence envers les personnages de cette famille : il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes, c'est plus qu'il ne faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure. Divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de noyau au soulèvement total de la monarchie.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables ; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras. Elle expédie journellement des *avisos* aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée ; elle fait des enrôlements de *Siciliens* et de *Portugais*.

« La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays. C'est peut-être celui de l'Europe qui y est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre ; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

« Dans l'intérêt de mon Empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre ?

Irai-je à Madrid ? Exercerai-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner Charles IV : son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. *La reine Élisabeth et d'autres princesses françaises* ont péri misérablement lorsque l'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des événements qui vont suivre... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et attendre...

« Je n'approuve pas le parti qu'a pris Votre Altesse Impériale de s'emparer aussi précipitamment de Madrid. Il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans ; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi, qui pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du nouveau Roi voir ce qui se passe. Il se concertera avec Votre Altesse Impériale. J'aviserais ultérieurement au parti qui sera à prendre ; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire :

« Vous ne m'engagerez à une entrevue, *en Espagne*, avec Ferdinand, que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy. Vous exigerez pour eux, et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai. Cela ne vous sera pas difficile : je n'en sais rien moi-même.

« Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé, que si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs privilèges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité, des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est toujours engagée ; la splendeur de la religion, qui doit son établissement au concordat que j'ai signé avec le Pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils peuvent tirer d'une régénération politique : l'ordre et la paix dans l'intérieur, la considération et la puissance dans l'extérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche ; je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller conduire la guerre de ce côté.

« Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition... Qu'aucun projet personnel

ne vous occupe et ne dirige votre conduite, cela me nuirait et vous nuirait encore plus qu'à moi.

« Vous allez trop vite dans vos instructions du 14 ; la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide, à cause de l'événement du 19 mars. Il y a des changements à faire, vous donnerez de nouvelles dispositions, vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

« J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère : point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards. L'on respectera principalement les églises et les couvents.

« L'armée, évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachements : il ne faut pas que, d'aucun côté, il soit brûlé une amorce.

« Laissez *Solano* dépasser *Badajoz*, faites-le observer ; donnez vous-même l'indication des marches de mon armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. Si la guerre s'allumait, tout serait perdu.

« C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

« Vous m'enverrez deux estafettes par jour. En cas d'événements majeurs, vous m'expédiez des officiers d'ordonnance. Vous me

renverrez sur-le-champ le chambellan de T..., qui vous porte cette dépêche ; vous lui remettrez un rapport détaillé.

« Sur ce, je prie Dieu, M. le grand-duc de Berg, qu'il vous ait, etc.

« *Signé* Napoléon. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 15 juin 1816.

⌋ Le temps était magnifique ; nous avons fait notre tour en calèche, durant lequel nous avons aperçu, très près du rivage, un gros bâtiment, dont la manœuvre nous a paru singulière. Les marques distinctives nous l'ont fait prendre pour le *Newcastle*, annoncé depuis quelque temps pour venir relever le *Northumberland* ; mais ce n'était qu'un bâtiment de la compagnie. ⌋


Dans une partie de la journée, l'Empereur, au travers d'un grand nombre d'objets, en est arrivé à mentionner plusieurs personnes qui viendraient le joindre à Sainte-Hélène, disait-il, si on leur en laissait la liberté, et il s'est mis à analyser les motifs qui les détermineraient. De là il est passé aux motifs de ceux qui se trouvent autour de lui. « *Bertrand*, disait-il, est désormais identifié avec mon sort : c'est devenu historique. *Gourgaud* était mon premier officier d'ordonnance : il est mon ouvrage, c'est mon enfant. *Montlholon* est le fils de Semonville, un beau-frère de Joubert, un enfant de la révolution et des camps. Vous, mon cher, disait-il au quatrième, vous, » Et après avoir cherché un instant, il a repris : « Mais vous, mon cher, au fait, par quel diable

de hasard vous trouvez-vous ici ? – Sire, lui a-t-il répondu, par le bonheur de mon étoile, et pour l'honneur de l'émigration.


[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 16 juin 1816.

Effets envoyés d'Angleterre. – L'Empereur avait voulu proscrire le coton en France. – Conférences de Tilsit. – Reine de Prusse, le roi. – Empereur Alexandre. – Anecdotes, etc.

 { Le temps était tout à fait beau ; l'Empereur est entré vers les dix heures dans ma chambre : je m'habillais, je dictais à mon fils précisément mon Journal. L'Empereur y a jeté les yeux quelques instants, et n'a rien dit ; il l'a quitté pour saisir quelques dessins commencés : c'était la topographie, à la plume, de quelques-uns des champs de bataille d'Italie, un essai de mon fils et une surprise que nous nous plaignions à ménager à l'Empereur. Nous les avons travaillés jusque-là en secret.

J'ai suivi l'Empereur au jardin, il y a beaucoup causé sur des objets qu'on venait de nous envoyer d'Angleterre : c'était principalement des meubles ; il a fait ressortir le peu de grâce et la gaucherie de ceux qui étaient chargés de nous les remettre ; en nous offrant, observait-il, même ce qui nous eût été le plus agréable, ils trouvaient encore moyen de nous offenser ; aussi était-il bien déterminé à n'en pas faire usage, et il avait déjà fait remercier pour deux fusils de chasse qui étaient particulièrement destinés à lui être offerts. L'Empereur a voulu déjeuner en plein air, et nous y a tous fait appeler.

La conversation s'étant trouvée sur la mode et les parures, l'Empereur a dit qu'un moment il avait voulu proscrire l'usage du coton en France, pour mieux soutenir les batistes et les linons de nos villes de la Flandre. L'Impératrice Joséphine s'était révoltée, elle avait poussé les hauts cris : il avait fallu y renoncer. } 

L'Empereur était très causant, le temps fort doux et assez agréable : il s'est mis à marcher dans l'espèce d'allée perpendiculaire à la face de la maison. La conversation s'est fixée sur l'époque fameuse de Tilsit ; voici les détails précieux que j'en ai recueillis :



Napoléon accueille la reine Louise de Prusse à Tilsit, en présence de l'empereur Alexandre I^{er} de Russie.

¶ L'Empereur racontait que si la reine de Prusse¹¹ était venue au commencement des négociations, elle eût pu influencer beaucoup sur leur résultat ; heureusement elle arriva les choses assez avancées pour que l'Empereur pût se décider à conclure vingt-quatre heures après. On a pensé que le roi¹² l'en avait empêchée jusque-là par un commencement de jalousie contre un grand personnage ; et cette jalousie, disait l'Empereur, n'était pas, assurait-on, sans quelque léger fondement.

Dès le moment de son arrivée, l'Empereur se rendit chez elle pour lui faire visite. La reine de Prusse, disait-il, avait été très-belle, mais elle commençait à perdre de sa première jeunesse.

L'Empereur dit que cette reine le reçut comme Mlle Duchesnois dans *Chimène*, demandant, criant *justice* ; renversée en arrière, en un mot tout à fait en scène ; c'était de la véritable tragédie : il en fut un moment interloqué, et il n'imagina, dit-il, d'autre moyen de se débarrasser, qu'en ramenant la chose au ton de la haute comédie ; ce qu'il essaya en lui avançant un siège, et la forçant de s'y asseoir ; elle n'en continua pas moins du ton le plus pathétique. « La Prusse s'était aveuglée sur sa puissance, disait-elle ; elle avait osé combattre un héros, s'opposer aux destinées de la France, négliger son heureuse amitié : elle en était bien punie !... La gloire du grand Frédéric, ses souvenirs, son héritage, avaient trop enflé le cœur de la Prusse, ils causaient sa ruine !... etc., etc. » Elle sollicitait, suppliait, implorait. Magdebourg surtout était l'objet de ses efforts, de ses vœux. L'Empereur eut à se tenir le mieux qu'il put ; heureusement le mari arriva ; la reine, d'un regard expressif, réprouva ce contre-temps, et montra de l'humeur. En effet, le roi essaya de mettre son mot dans la conversation, gâta toute l'affaire, et je fus délivré, dit l'Empereur.

11. Louise de Mecklembourg-Strelitz (1776-1810). (*JMS*)

12. Frédéric-Guillaume III de Prusse. (*JMS*)

L'Empereur eut la reine à dîner : elle déploya, disait-il, vis-à-vis de lui tout son esprit, elle en avait beaucoup ; toutes ses manières, elles étaient fort agréables ; toute sa coquetterie, elle n'était pas sans charmes. « Mais j'étais résolu de tenir bon, ajoutait-il ; toutefois il me fallut beaucoup d'attention sur moi-même pour demeurer exempt de toute espèce d'engagement et de toute parole douteuse, d'autant plus que j'étais soigneusement observé, et tout particulièrement par Alexandre. »



Louise de Mecklembourg-Strelitz,
reine de Prusse, par Grassi.

d'Alexandre¹³ : il en est une dont il entend à peine. Le soir venu, et

Un instant avant de se mettre à table, Napoléon s'étant approché d'une console, y avait pris une très belle rose, qu'il présenta à la reine, dont la main exprima d'abord une espèce de refus apprêté ; mais, se ravissant aussitôt, elle dit : *Oui, mais au moins avec Magdebourg*. Sur quoi l'Empereur lui répliqua : « Mais... j'observerai à Votre Majesté que c'est moi qui la donne, et vous qui allez la recevoir. » Le dîner et tout le reste du temps se passa de la sorte.

La reine était à table entre les deux empereurs, qui firent assaut de galanterie. On s'était placé d'après la bonne oreille

13. Alexandre I^{er}, empereur de Russie. (JMS)

la reine retirée, l'Empereur, qui n'avait cessé d'être de la plus grande amabilité, mais qui s'était vu pourtant souvent poussé à bout, résolut d'en finir. Il manda M. de Talleyrand et le prince Kourakine, parla de la grosse dent ; et, lâchant, dit-il, les gros mots, observa qu'après tout, une femme et de la galanterie ne pouvaient ni ne devaient altérer un système conçu pour les destinées d'un grand peuple ; qu'il exigeait que l'on conclût à l'instant, et que l'on signât de suite ; ce qui fut fait comme il l'avait voulu. « Ainsi la conversation de la reine de Prusse, disait-il, avança le traité de huit ou quinze jours. » Le lendemain, la reine se préparait à venir renouveler ses attaques ; elle fut indignée quand elle apprit la signature du traité. Elle pleura beaucoup, et résolut de ne plus voir l'Empereur Napoléon. Elle ne voulait pas accepter son second dîner. Alexandre fut obligé d'aller lui-même la décider ; elle jetait les hauts cris, elle prétendait que Napoléon lui avait manqué de parole. Mais Alexandre avait toujours été présent. Il avait été un témoin même dangereux, prêt à témoigner en sa faveur au moindre geste, à la moindre parole échappés à Napoléon. « Il ne vous a rien promis, lui disait-il ; si vous pouvez me prouver le contraire, je m'engage ici à le lui faire tenir d'homme à homme, et il le fera, j'en suis sûr. – Mais il m'a donné à entendre, disait-elle... – Non, disait Alexandre, et vous n'avez rien à lui reprocher. » Enfin, elle vint. Napoléon, qui n'avait plus à se défendre, n'en fut que plus aimable pour elle. Elle joua quelques moments le rôle de coquette offensée ; et le dîner fini, quand elle voulut se retirer. Napoléon la reconduisant, arrivant au milieu de l'escalier, où il s'arrêtait, elle lui serra la main et lui dit avec une espèce de sentiment : « Est-il possible qu'ayant eu le bonheur de voir d'aussi près l'homme du siècle et de l'histoire, il ne me laisse pas la liberté et la satisfaction de pouvoir l'assurer qu'il m'a attachée pour la vie !... – Madame, je suis à plaindre, lui répondit gravement l'Empereur ; c'est un effet de ma mauvaise étoile. » Et il prit congé d'elle.

Arrivée à sa voiture, elle s'y jeta en sanglotant, fit appeler Duroc, qu'elle estimait beaucoup, lui renouvela toutes ses plaintes, et lui dit, en montrant le palais : « Voilà une maison où l'on m'a cruellement trompée ! »

« La reine de Prusse, disait l'Empereur, avait certainement des moyens, beaucoup d'instruction et une grande habitude ; elle régnait véritablement depuis plus de quinze ans ; aussi, en dépit de mon adresse et de tous mes efforts, se montra-t-elle constamment maîtresse de la conversation, la domina toujours, revint sans cesse à son sujet, peut-être trop, mais, du reste, avec une grande convenance, et sans qu'il fût possible de s'en fâcher ; et il est vrai de dire que l'objet était important pour elle, le temps précieux et court. } »


« Un des hauts contractants lui répéta plusieurs fois, disait l'Empereur, qu'elle eût dû venir dès le principe, ou pas du tout, lui rappelant que, pour sa part, il avait fait tout son possible pour quelle vînt tout de suite. On voulait, disait l'Empereur, qu'il y eût recherché un intérêt personnel ; mais, par contre, le mari avait mis un intérêt tout aussi personnel à s'y opposer. » Napoléon croit bien, en cette circonstance, avoir été très officieux, et s'être montré bon ami.

{ « Le roi de Prusse m'avait fait demander son audience de congé pour le jour même, disait l'Empereur, et je la reculai de vingt-quatre heures, à la prière secrète d'Alexandre. Le roi de Prusse ne m'a jamais pardonné d'avoir renvoyé ainsi cette audience, tant il lui semblait que la majesté royale se trouvait blessée de mon refus. } »

« Un autre poids à mon sujet, qu'il n'a jamais pu s'ôter de dessus le cœur, c'était d'avoir violé, disait-il, son territoire d'Anspach, dans notre guerre d'Austerlitz. Dans toutes nos rencontres depuis, quelque

grands que fussent les intérêts du moment, il les laissait tous de côté, pour revenir à me prouver que j'avais bien réellement violé son territoire à Anspach. Il avait tort ; mais enfin il en était persuadé, et son ressentiment était celui d'un honnête homme. Toutefois, sa femme s'en dépitait, et lui eût voulu une plus haute politique, etc., etc. »

Napoléon, du reste, se reprochait, disait-il, comme une véritable faute d'avoir reçu en aucune manière le roi de Prusse à Tilsit. Sa première détermination avait été de le refuser : il eût alors été tenu à moins de ménagements envers lui, et eût pu lui garder la Silésie ; il en eût enrichi la Saxe, et se fût probablement par-là réservé d'autres destinées. Il disait aussi : « J'apprends que les politiques aujourd'hui blâment fort mon traité de Tilsit : ils ont découvert, depuis mes désastres, que par-là j'avais mis l'Europe à la merci des Russes ; mais si j'avais réussi à Moscou, et on sait à combien peu cela a tenu, ils auraient admiré sans doute alors combien j'avais mis, au contraire, par ce traité, les Russes à la merci de l'Europe. J'avais de grandes vues sur les Allemands... Mais j'ai échoué, et partant, j'ai eu tort : cela est de toute justice... »

 { Presque tous les jours, à Tilsit, les deux empereurs et le roi sortaient ensemble à cheval ; mais celui-ci était toujours maladroit ou malheureux, disait Napoléon. Les Prussiens en souffraient visiblement. Napoléon était constamment entre les deux souverains : or le roi pouvait à peine suivre, ou bien heurtait et gênait sans cesse Napoléon. Revenait-on ? d'un saut les deux empereurs étaient à terre, et ils se prenaient par la main pour monter ensemble les escaliers. Mais comme Napoléon faisait, les honneurs, il n'eût pas voulu rentrer avant d'avoir vu passer le roi ; alors il fallait, l'attendre longtemps ; et comme il plut souvent, il en résultait que les deux empereurs se mouillaient à cause du roi, au grand mécontentement de tous les spectateurs.

« Cette maladresse ressortait d'autant plus, disait l'Empereur, qu'Alexandre est plein de grâces, et se trouverait de niveau avec tout ce qu'il y a de plus aimable dans les salons de Paris. Celui-ci se trouvait parfois si fatigué de son compagnon, qu'absorbaient ses chagrins ou toute autre cause, que nous rompions de concert la société, pour nous délivrer plus tôt. On se séparait donc aussitôt après le dîner, sous prétexte de quelques affaires chez soi ; mais Alexandre et moi nous nous retrouvions bientôt ensuite pour prendre le thé chez l'un ou chez l'autre, et nous restions alors à causer ensemble jusqu'à minuit et au-delà. »

Alexandre et Napoléon se revirent quelque temps après à Erfurt, et se donnèrent les plus grandes marques d'affection. Alexandre y proféra hautement les sentiments d'une amitié tendre et d'une admiration véritable. Ils passèrent ensemble quelques jours dans le charme d'une intimité parfaite et les communications les plus familières de la vie privée. « C'étaient deux jeunes gens de bonne compagnie, disait l'Empereur, dont les plaisirs en commun n'auraient eu rien de caché l'un pour l'autre. »

Napoléon avait fait venir à Erfurt tout ce que notre scène française comptait de plus distingué. Une actrice fort connue, Mlle B....., attira l'attention de son hôte, qui eut un moment la fantaisie de faire sa connaissance. Il demandait à son compagnon s'il ne pouvait y avoir aucun inconvénient. – « Nul, répondit celui-ci ; seulement, ajouta-t-il avec intention, c'est un moyen sûr et rapide pour que vous soyez bientôt connu de tout Paris. Après-demain, jour de poste, partiront les plus petits renseignements, et, sous peu, il n'y a pas de statuaire à Paris qui ne pût facilement modeler votre personne de la tête aux pieds. » Le danger d'une telle publicité calma sur-le-champ l'ardeur naissante ; car le soupirant, disait Napoléon, se montrait fort circonspect sur cet

article, et sans doute, observait-il gaiement, par la crainte de l'adage connu : quand le masque tombe, le héros s'évanouit.




⊕ Alexandre I^{er} de Russie, par Dawe.


Si l'Empereur l'eût voulu, Alexandre, assurait-il, lui eût certainement donné sa sœur¹⁴ en mariage ; sa politique l'y eût déterminé, si même son inclination n'y avait pas été. Il fut saisi en apprenant le mariage avec l'Autriche, et s'écria : « me voilà renvoyé au fond de mes forêts. » S'il sembla tergiverser d'abord, c'est qu'il lui fallait quelque temps pour prononcer ; sa sœur était bien jeune, et puis il lui fallait le consentement de sa mère. Le testament de Paul le voulait ainsi ; et l'Impératrice mère était des plus passionnées contre Napoléon. Livrée d'ail-

leurs à toutes les absurdités, aux contes ridicules qu'on s'était plu à répandre sur sa personne : « Comment, disait-elle, marierai-je ma fille à un homme qui ne peut être le mari de personne ? Un autre homme viendra donc dans le lit de ma fille, si l'on veut en avoir des enfants ? elle n'est pas faite pour cela. – Ma mère, lui disait Alexandre, pouvez-vous bien vous nourrir des libelles de Londres et des lazzis des salons de Paris ? Si c'est là toute la difficulté, s'il n'y a que cela

14. Anna Pavlovna Romanova (1795-1865), elle épousera le prince d'Orange et deviendra reine des Pays-Bas. (JMS)

qui vous embarrasse, moi, je vous le cautionne, et beaucoup d'autres pourront vous le cautionner avec moi. } 

« Si l'affection d'Alexandre a été sincère pour moi, disait encore l'Empereur, c'est l'intrigue qui me l'a aliéné. Des intermédiaires, M.....¹⁵ ou autres, à l'instigation de T.....¹⁶ n'ont cessé en temps opportun de lui citer les ridicules dont je l'avais accablé, disaient-ils, l'assurant qu'à Tilsit et à Erfurt il n'avait pas plus tôt le dos tourné que je m'égayais fort d'ordinaire à son sujet. Alexandre est fort susceptible, ils l'auront facilement aigri. Ce qu'il y a de certain c'est qu'il s'en est plaint amèrement à Vienne lors du congrès, et pourtant rien n'était plus faux, il me plaisait et je l'aimais. »

 { Un aide de camp de Napoléon, fut envoyé aussitôt après le traité de Tilsit, auprès d'Alexandre, à Pétersbourg ; il y fut comblé de bons traitements, et ne tarit pas sur les efforts et la galanterie d'Alexandre, pour se rendre agréable à son nouvel allié.

Ce même aide de camp devint plus tard ministre de la police, et en 1814, peu de temps après la restauration, il fit, assure-t-on, une citation fort heureuse au sujet de sa mission en Russie. Lui étant demandé un jour aux Tuileries, avec une sorte d'abandon tout à fait naïf, par quelqu'un très avant dans la confiance du roi : « À présent que tout est fini, vous pouvez tout dire ; apprenez-nous quel était votre agent à Hartwell (c'était, comme l'on sait, la demeure de Louis XVIII, en Angleterre). L'interpellé, surpris du peu de goût de la question, répondit avec dignité : M. le Comte, l'Empereur regardait l'asile des rois comme un sanctuaire inviolable ; c'était le principe qu'il imposait à sa police, et nous l'observions. On nous a fait connaître aujourd'hui

15. Metternich. (*JMS*)

16. Talleyrand. (*JMS*)

qu'on n'en agissait pas de même à son égard. Mais vous, M. le comte, vous devriez avoir moins de doute qu'un autre. Quand j'arrivai à Pétersbourg, vous y étiez au nom du roi. L'Empereur Alexandre, dans la première chaleur de sa réconciliation, me donna connaissance de tout ce qui vous concernait, et demanda si l'on voulait qu'il vous fit sortir de ses États. » Je n'avais point d'ordres. J'écrivis pour prendre ceux de l'Empereur. Sa réponse fut, courrier par courrier, qu'il lui suffisait de l'amitié sincère d'Alexandre, que jamais il n'entrerait dans ses autres rapports particuliers ; qu'il n'avait pas de haine personnelle contre les Bourbons ; que, s'il croyait même qu'il leur fût possible de l'accepter, il leur offrirait un asile en France, et tel château royal qui leur serait agréable. Si vous ignorâtes alors cette lettre, continua le duc de R.....¹⁷ faites-la chercher aujourd'hui, vous la trouverez sans doute dans les cartons des relations extérieures. »


[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 17 juin 1816.

Arrivée des commissaires étrangers. – Étiquette forcée de Napoléon, anecdotes. – Conseil d'État ; détails du local ; habitudes, etc. – Citations de quelques séances ; digression. – Gassendi. – Les régiments Croates. – Ambassadeurs. – Bans de la garde nationale. – L'Université, etc., etc.

L'Empereur est sorti de bonne heure. Il a demandé la calèche pour faire un tour avant déjeuner. Au moment de monter, on est venu nous dire que la frégate le *Newcastle* et la frégate l'*Oronte* étaient devant le port, courant des bordées pour entrer. Ces deux bâtiments avaient manqué l'île dans la nuit, et étaient obligés de l'attaquer sous le vent. Ils avaient quitté l'Angleterre le 23 avril, et nous apportaient

17. Le maréchal Marmont, duc de Raguse. (*JMS*)

le bill qui concerne la détention de l'Empereur. La législature anglaise avait converti en loi la détermination des ministres à cet égard. Les commissaires des trois puissances d'Autriche, de France et de Russie, étaient aussi à bord de ces bâtiments. } 

Dans le courant de la journée, l'Empereur, parlant des formes, des costumes qu'il avait prescrits, de l'étiquette qu'il avait introduite, disait : « Il m'était devenu bien difficile de m'abandonner à moi-même. Je sortais de la foule ; il me fallait, de nécessité, me créer un extérieur, me composer une certaine gravité, en un mot, établir une étiquette, autrement l'on m'eût journellement frappé sur l'épaule. En France, nous sommes naturellement enclins à une familiarité déplacée ; et j'avais à me prémunir surtout contre ceux qui avaient *sauté à pieds joints* sur leur éducation. Nous sommes très facilement courtisans, très obséquieux au début, portés d'abord à la flatterie, à l'adulation ; mais bientôt arrive, si on ne la réprime, une certaine familiarité qu'on porterait très aisément jusqu'à l'insolence. On sait que nos rois n'étaient pas exempts de cet inconvénient. » Et l'Empereur a cité une anecdote, sous Louis XV, fort caractéristique : celle de ce courtisan, disait-il, à qui ce prince demanda, à son lever, combien il avait d'enfants. – « Quatre, Sire, répondit-il. » Le roi ayant eu occasion de lui parler en public deux ou trois fois dans la journée, lui fit précisément toujours la même question : « Un tel, combien avez-vous d'enfants ? – Et toujours l'autre répondit : « Quatre, Sire. » Enfin, le soir, au jeu, le roi lui ayant demandé encore : « Un tel, combien avez-vous d'enfants ? – Sire, répondit-il cette fois, six. – Comment diable, reprit le roi, mais il me semble que vous m'aviez dit quatre ? – Ma foi, Sire, c'est que j'ai craint de vous ennuyer en vous répétant toujours la même chose. »

« Sire, dit alors à l'Empereur l'un de nous, voici une anecdote d'un pays voisin, digne de celle qui vient d'être mentionnée, et qui pourra servir à comparer l'insolence gratuite du courtisan d'un maître absolu, avec l'énergique ressentiment de celui qui n'a rien à redouter de son souverain constitutionnel.

« Quelqu'un de la haute société, à Londres, ayant à se plaindre d'un grand personnage, dont il avait été fort maltraité, à je ne sais quel sujet, jura devant ses amis de le lui faire payer ostensiblement. Ayant appris que le grand personnage devait paraître à une fort belle assemblée, il s'y rend lui-même de bonne heure, et se place près de la maîtresse de la maison. Quand le grand personnage vient débiter à cette dame son petit mot de compliment, et qu'il n'a pas encore la face retournée, le mécontent se penche négligemment vers la dame, lui demandant à haute voix quel peut-être là son gras ami (*who is your fat friend*) ? La dame, qui en devient rouge, le pousse du coude, lui disant tout bas : taisez-vous donc, ne voyez-vous pas que c'est le prince . À quoi le monsieur de répondre d'une voix encore plus élevée : Comment, le prince !... mais, sur mon honneur, le voilà devenu aussi gras qu'un cochon (*how the prince!... but, upon my word, he is grown as fat as a pig.*) »

Libre à chacun de deviser sur le mérite relatif des deux insolents : tous deux sont fort blâmables, sans doute ; et si le nôtre présente moins de grossièreté, il faut convenir aussi que son impertinence est tout à fait sans but et purement gratuite.

Dans un autre moment de la journée, l'Empereur a dit beaucoup de choses sur les séances du Conseil d'État¹⁸. Je lui en avais cité plusieurs,

18. Le Conseil d'État est une institution créée en 1799 par Napoléon Bonaparte dans le cadre de la Constitution de l'an VIII (Consulat). (JMS)

d'autres nous demeuraient déjà douteuses et effacées : « Eh bien, m'a-t-il observé, encore quelque temps et il en restera à peine vestige dans le souvenir. » Ne pouvant dormir cette nuit, ces paroles me sont revenues, et durant mon insomnie, je repassais minutieusement dans mon esprit tout ce que j'avais connu du Conseil d'État : le local de ses séances, les habitudes, les formes, etc., etc., et je ne crois pouvoir mieux employer l'oisiveté de notre solitude de Sainte-Hélène, que de les consigner ici ; j'y joindrai de temps à autre ce qui me reviendra des séances dont j'ai été le témoin, à mesure qu'elles se présenteront à ma mémoire. Il en est pour qui tous ces détails seront de quelque prix.

La salle du Conseil d'État aux Tuileries, lieu ordinaire des séances, était une pièce latérale à la chapelle et de toute sa longueur ; le mur mitoyen présentait plusieurs portes pleines qui, ouvertes le dimanche, formaient les travées de la chapelle ; c'était une très belle pièce allongée. À l'une de ses extrémités, vers l'intérieur du palais, était une grande et belle porte qui servait de passage à l'Empereur, lorsque, suivi de sa cour, il se rendait le dimanche à sa tribune pour y entendre la messe. Cette porte ne s'ouvrait le reste de la semaine que pour l'Empereur, quand il arrivait à son Conseil d'État. Les membres de ce conseil n'entraient que par deux petites portes pratiquées à l'extrémité opposée.

Dans toute la longueur de la salle, à droite et à gauche, était établie accidentellement, et pour le temps du conseil seulement, une longue file de tables assez éloignées du mur pour y admettre un siège et une libre circulation extérieure. Là s'asseyaient hiérarchiquement les conseillers d'État, dont la place d'ailleurs se trouvait désignée par un carton portant leur nom, et renfermant leurs papiers. À l'extrémité de la salle, vers la grande porte d'entrée et transversalement à ces deux files de tables, il en était placé de semblables pour les maîtres

des requêtes ; les auditeurs prenaient place sur des tabourets ou des chaises, en arrière des conseillers d'État.

À l'extrémité supérieure de la salle, en face de la grande porte d'entrée, se trouvait la place de l'Empereur, sur une estrade élevée d'une ou deux marches. Là était son fauteuil et une petite table recouverte d'un riche tapis, et garnie de tous les accessoires nécessaires, ainsi qu'en avaient devant eux tous les membres du conseil : papier, plumes, encre, canifs, etc.

À la droite de l'Empereur, mais au-dessous de lui et à notre niveau, le prince archichancelier, sur sa petite table séparée ; à sa gauche, le prince architrésorier, qui y assistait fort rarement ; et enfin, à la gauche encore de celui-ci, M. Locré, rédacteur des procès-verbaux du conseil¹⁹.

Quand il venait accidentellement des princes de la famille, ils avaient une pareille table placée sur le même alignement, et selon leur rang hiérarchique. Si c'étaient seulement des ministres, qui tous d'ailleurs avaient faculté de se présenter au conseil quand bon leur semblait, ceux-ci prenaient place sur les files latérales, en tête des premiers conseillers d'État. Une grande enceinte intérieure restait vide ; elle n'était jamais traversée que par l'Empereur ou les membres du conseil quand ils allaient lui prêter serment.

Des huissiers, même pendant les délibérations, parcouraient silencieusement la salle pour le service des membres du conseil. Chacun de ceux-ci d'ailleurs se levait à son gré, et circulait extérieurement,

19. Voir le tableau dans le tome 2, à la date des 1^{er} au 4 novembre 1815, **Conseil d'État**. (JMS)

pour chercher auprès de ses collègues les renseignements particuliers dont il eût pu avoir besoin.

Les pourtours supérieurs de la salle représentaient des peintures allégoriques relatives aux fonctions du Conseil d'État : telles que la Justice, le Commerce, l'Industrie, etc., etc. ; et enfin, le plafond se trouvait décoré du beau tableau de la bataille d'Austerlitz par Gérard ; ainsi c'était sous un des plus beaux lauriers dont Napoléon ait ennobli la France, qu'il administrait son intérieur.



Napoléon à Austerlitz, peint par Gérard.

C'est dans cet endroit que, durant près de dix-huit mois, j'ai joui de la satisfaction inappréciable d'assister régulièrement deux fois la semaine à des séances si précieuses par leur intérêt spécial, et bien plus encore par la présence de l'Empereur, qui n'y manquait jamais, et semblait en être réellement l'âme et la vie. C'est là que je l'ai vu prolonger quelquefois les séances depuis onze heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, et montrer à la fin autant de facilité, d'abondance, de

fraîcheur d'esprit et de tête qu'en commençant, lorsque nous autres nous tombions tous de lassitude et de fatigue.

Quand la cour était à Saint-Cloud, c'était là que le Conseil était convoqué ; mais quand la séance y était indiquée de trop bon matin, ou s'annonçait devoir être trop longue, alors il arrivait à l'Empereur de la suspendre, pour qu'on pût prendre quelque nourriture, et il s'élevait alors dans quelques pièces voisines, pour les besoins du Conseil, une certaine quantité de petites tables des plus magnifiquement servies, et surtout comme par enchantement ; car, pour le dire en passant, rien ne saurait donner une juste idée de l'espèce de féerie en toutes choses dont nous avons été les témoins dans les palais impériaux.

L'heure de la séance du Conseil était indiquée chaque fois dans nos lettres de convocation ; en général, c'était pour onze heures.

Quand un nombre suffisant de membres était arrivé, l'archichancelier, qu'on y trouvait toujours le premier, et qui présidait le Conseil en l'absence de l'Empereur, ouvrait la séance, et entamait alors ce qu'on appelait *le petit ordre du jour*, ne contenant que les affaires de simples localités et de pure forme.

Une heure plus tard, d'ordinaire, le tambour, battant au champ dans l'intérieur du palais, nous annonçait l'arrivée de l'Empereur. La grande porte s'ouvrait, on annonçait Sa Majesté : tout le Conseil se levait, et l'Empereur entrait, précédé de son chambellan et de son aide de camp de service, qui lui présentaient son fauteuil, recevaient son chapeau, et demeuraient à la séance en arrière de lui, prêts à recevoir et à exécuter ses ordres.

L'archichancelier²⁰ présentait alors à l'Empereur *le grand ordre du jour*, contenant la série des objets en délibération. L'Empereur les parcourait, et nommait tout haut l'objet qu'il lui plaisait de déterminer. Le conseiller d'État chargé de ce rapport en faisait lecture, et la délibération commençait.

Chacun pouvait prendre la parole : si plusieurs se présentaient à la fois, l'Empereur en désignait l'ordre : on parlait de sa place et assis ; on ne pouvait pas lire, il fallait improviser.

Quand l'Empereur jugeait la discussion, à laquelle d'ailleurs il prenait beaucoup de part lui-même, suffisamment éclaircie, il faisait un résumé toujours lumineux, souvent neuf et piquant, concluait et mettait aux voix.

J'ai dit ailleurs de quelle liberté on jouissait dans ces délibérations. L'ardeur, s'animant par degrés, devenait parfois extrême, et souvent les discussions se prolongeaient outre mesure, surtout lorsque l'Empereur, s'occupant probablement d'autre chose, semblait, par distraction ou autrement, y être devenu étranger ; alors d'ordinaire il promenait sur la salle un œil incertain, ou mutilait des crayons avec son canif, ou piquait avec ce même canif le tapis de sa table, ou le bras de son fauteuil, ou bien encore usait son crayon ou sa plume à des griffonnages ou à des traits bizarres qui, à son départ, devenaient l'objet de la convoitise des jeunes gens, qui se les arrachaient ; et il fallait voir alors, si par hasard il y avait tracé quelque nom de pays ou de capitale, les inductions à perte de vue qu'on cherchait à en tirer.

20. Cambacérés. (JMS)

Quelquefois aussi, comme l'Empereur venait au Conseil précisément après avoir mangé, et souvent après de grandes fatigues du matin, il lui arrivait d'arrondir son bras sur sa table, d'y poser sa tête et de s'endormir. L'archichancelier se saisissait, dès cet instant, de la délibération, qui allait toujours son train, et que l'Empereur, à son réveil, reprenait au point où elle se trouvait, si même elle n'était terminée et remplacée par une nouvelle. Il arrivait encore très souvent à l'Empereur de demander un verre d'eau et de sucre ; et à cet effet, et pour son usage, il se trouvait toujours sur l'une des tables de la chambre voisine, et hors de toute précaution, tout ce qui était nécessaire.



🔍 Jean-Jacques-Régis de Cambacérès, archichancelier de l'Empire.

L'Empereur avait l'habitude, comme l'on sait, de prendre du tabac à chaque instant ; c'était en lui une espèce de manie exercée la plupart du temps par la distraction. Sa tabatière se trouvait bientôt vide, et il n'en continuait pas moins d'y puiser à chaque instant, ou de la porter constamment toute ouverte à son nez, surtout quand il avait lui-même la parole. C'était alors aux chambellans qui s'étaient faits le plus à son service, ou qui y mettaient le plus de recherches, à lui soustraire cette tabatière vide pour y en substituer une pleine ; car il existait une grande émulation de soins, de galanterie parmi

les chambellans favorisés du service habituel près de l'Empereur, service extrêmement envié. C'était, du reste, à-peu-près toujours les mêmes, soit qu'ils s'intriguassent beaucoup pour y demeurer, soit qu'il fût naturellement plus agréable à l'Empereur de voir continuer un service déjà goûté. Au demeurant, c'était le grand-maréchal Duroc qui arrêtait toutes ces dispositions.

Au sujet de ces soins et de cette galanterie, l'un d'eux qui s'était aperçu que l'Empereur, allant au théâtre, oubliait parfois sa lorgnette, dont il faisait un grand usage au spectacle, avait imaginé d'en faire faire une toute semblable, et de verres pareils, si bien que la première fois qu'il vit l'Empereur en être privé, il la lui présenta comme la sienne. De retour dans son intérieur, l'Empereur se trouva donc avoir deux lorgnettes, sans qu'on pût lui dire comment.

Le lendemain il s'enquit du chambellan dont il l'avait reçue, qui lui répondit simplement que c'en était une en réserve pour son besoin.

L'Empereur ne laissait pas d'être fort sensible à ces soins, innocents en eux-mêmes, l'on pourrait même dire touchants, s'ils ne venaient que du cœur et s'ils n'avaient d'autre guide qu'une véritable affection ; car alors on ne se montrait pas par là un courtisan servile, mais bien un serviteur tendrement dévoué ; d'autant plus que Napoléon, de son côté, bien qu'on en ait voulu dire dans les salons de Paris, était plein de véritables égards pour les personnes de son service. Quand il quittait Paris pour Saint-Cloud, la Malmaison ou autres lieux, en un mot ce qu'on appelait à la cour être à la campagne, il admettait d'ordinaire son service au nombre des réceptions privées qui composaient le soir son cercle familial, et dont la faveur était tenue à si haut prix. Dans ces circonstances encore, il faisait manger avec lui ses chambellans. Aussi, un jour, à Trianon, à table, et fort enrhumé du cerveau, ce qui

lui arrivait souvent, il eut besoin d'un mouchoir ; et comme on courait le chercher, le chambellan de service, assis à ses côtés, et parent de Marie-Louise, s'empressa de lui en présenter un dont il avait eu soin de se précautionner, et voulait reprendre l'autre. « Je vous remercie, dit l'Empereur ; mais je ne me pardonnerais pas qu'on pût dire que j'ai laissé M. un tel toucher mon mouchoir sale. » Et il le jeta par terre. Tel était pourtant l'homme que l'on disait, dans nos cercles, si grossier, si brutal ; maltraitant tout son service, et jusqu'aux dames du palais même. Le fait est que l'Empereur, au contraire, était des plus scrupuleusement attaché aux convenances, et fort sensible aux petits soins qu'il recevait, bien qu'il n'en témoignât jamais rien, il est vrai ; c'était manie ou système chez lui ; il fallait savoir le deviner, et l'on s'en apercevait à son œil devenu plus attentif, au son de sa voix plus radouci. Au rebours d'autres qui accablent d'expressions touchantes, qu'ils ne sentent souvent pas, Napoléon semblait s'être fait la loi de contenir ou de déguiser les sensations bienveillantes qu'on lui inspirait. Je crois l'avoir déjà dit ailleurs ; en voici quelques preuves nouvelles qui me reviennent en cet instant : elles seront d'autant plus caractéristiques, qu'elles appartiendront à Longwood même, où Napoléon néanmoins devait avoir plus d'abandon, et se tenir moins en garde.

J'étais d'ordinaire assis auprès de mon fils quand l'Empereur lui dictait tout en marchant dans son appartement ; or, il lui arrivait souvent de s'arrêter derrière moi pour voir où en était la dictée. Combien de fois, dans cette situation, il me serrait la tête de ses deux bras. Souvent alors une légère pression me rapprochait d'abord de lui ; mais presque aussitôt réprimant ce mouvement, il ne semblait plus qu'avoir voulu s'accouder sur mes épaules, ou bien encore s'essayer, comme par jeu, de me faire plier, se récriant alors sur ma force.

À mon fils, qu'il aimait beaucoup, je l'ai vu souvent faire de la main ce qu'on eût pu appeler une caresse ; et comme pour annuler tout aussitôt ce geste, l'accompagner à l'instant de paroles dites d'une voix relevée, approchant fort de la brusquerie. Enfin, je l'ai vu entrant un jour au salon, dans des dispositions de contentement et de distraction, prendre affectueusement la main de Mme Bertrand, l'élever pour la porter à ses lèvres, et s'arrêter subitement par un mouvement qui eût eu de la gaucherie, si Mme Bertrand elle-même n'y eût pourvu en s'empressant, avec cette grâce parfaite qui la caractérise, de baiser elle-même cette main qui lui avait été tendue. Mais me voilà bien loin de mon sujet, je me suis laissé aller au bavardage. Revenons au Conseil d'État.

On nous distribuait, imprimés et à domicile, tous les rapports, les projets d'avis et de décrets que nous devons discuter. Il est tel objet, l'Université, par exemple, qui a subi peut-être vingt rédactions ; d'autres languissaient longtemps dans les cartons, ou finissaient même par disparaître tout à fait sans qu'il en fût donné aucun motif.

Au retour de ma mission en Hollande, et tout nouvellement membre du Conseil d'État, spécialement attaché à la marine, dans tout le feu de mon premier zèle, et fort de mes observations en Hollande, je pris la parole sur la conscription, laquelle se discutait en cet instant. Je demandai qu'il fût permis à tous les conscrits hollandais, vu leur sympathie naturelle, de choisir le service de la marine. Je demandai encore que dans toute la conscription française, il fût loisible à chacun de faire le même choix. Je faisais ressortir les inconvénients qu'on évitait par là, et les grands avantages qu'on se procurait. On ne pouvait, disais-je, trop multiplier nos marins. Nos équipages de vaisseaux étaient de vrais régiments ; les mêmes hommes étaient donc tout à la fois matelots et soldats, canonniers et pontonniers ; avec la

même solde, on obtenait deux services, etc. Le tout allait fort bien jusque-là ; je me félicitais intérieurement, je touchais à ma conclusion quand le mot eut le malheur de me manquer ; l'absence atteignit bientôt jusqu'à l'idée, et me voilà muet, interdit, sans plus savoir ni ce que je voulais, ni même où j'étais. Je parlais là pour la première fois ; j'avais fait une entreprise extraordinaire, celle de surmonter ma timidité naturelle. Un silence profond régnait autour de moi, une multitude d'yeux m'ajustaient ; je crus que j'allais défaillir. Il ne me resta plus qu'à avouer ma souffrance, à dire à l'Empereur que je préférerais bien davantage de me trouver à une bataille, et qu'à lui demander enfin la permission d'achever par la lecture de quelques lignes écrites ; mais à partir de là il ne m'est jamais venu l'envie de prendre la parole de nouveau ; j'en ai été guéri pour toujours ; mon éloquence ne s'est jamais répétée. Toutefois, et malgré ma mésaventure, mon peu de paroles n'avait pas été perdu pour l'Empereur ; car, à quelques jours de là, l'aide de camp de service, le comte Bertrand, me dit que Sa Majesté jouant au billard, et voyant entrer le ministre de la Marine, l'avait apostrophé sur le sujet, lui disant : « Eh bien ! Las Cases nous a lu au Conseil un très bon mémoire sur la composition des matelots : il est loin d'être de votre avis sur l'âge que vous voulez d'eux, etc., etc. »

Il n'y avait pas de séance présidée par l'Empereur, qui ne fût du plus grand intérêt, parce qu'il y parlait toujours, et que tout ce qu'il disait était extrêmement remarquable. J'en sortais toujours enthousiasmé ; mais ce qui me surprenait fort et m'indignait beaucoup, c'était d'entendre le soir répéter dans les salons quelques-unes de ces choses ; mais toujours très défigurées et en général très malveillantes. D'où pouvait naître une si singulière circonstance ? Était-ce l'infidélité dans celui qui avait entendu ? Était-ce méchanceté chez celui à qui on l'avait redit ? Toutefois la chose était ainsi.

J'eus plus d'une fois l'envie dans le temps, d'écrire ce dont j'avais été le témoin, et j'ai beaucoup regretté depuis de ne l'avoir pas fait. Je vais transcrire ici quelques souvenirs épars qui reviennent à ma mémoire.

Un jour l'Empereur, parlant des droits politiques à accorder à des étrangers, d'origine française, disait : « Le plus beau titre sur la terre est d'être né Français ; c'est un titre dispensé par le Ciel, qu'il ne devrait être donné à personne sur la terre de pouvoir retirer. Pour moi, je voudrais qu'un Français d'origine, fût-il à sa dixième génération d'étranger, se trouvât encore Français s'il le réclamait. Je voudrais, s'il se présentait sur l'autre rive du Rhin, disant : Je veux être Français, que sa voix fût plus forte que la loi, que les barrières s'abaissassent devant lui, et qu'il rentrât triomphant au sein de la mère commune. »

Une autre fois il disait, au sujet de je ne sais quoi : « L'Assemblée Constituante fut bien gauche d'abolir jusqu'à la noblesse purement titulaire ; ce qui humilia beaucoup de monde. Moi, je fais mieux, j'ennoblis tous les Français : chacun peut être fier. »

Une autre fois, et je l'ai peut-être déjà cité ailleurs, il disait : « Je veux élever la gloire du nom français si haut qu'il devienne l'envie des nations ; je veux un jour, Dieu aidant, qu'un Français, voyageant en Europe, croie se trouver toujours chez lui. »

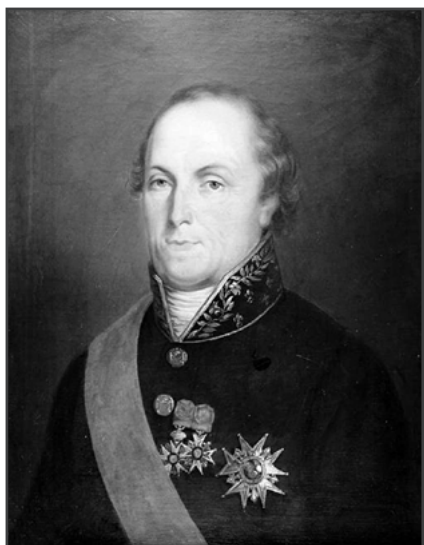
Enfin, une autre fois encore, et au sujet d'un projet de décret dont je ne me rappelle pas quel a été le résultat ; mais qui avait pour objet de déterminer que les rois de la famille impériale occupant des trônes étrangers laisseraient leurs titres et leur étiquette de roi à la frontière, pour ne les reprendre qu'en sortant, l'Empereur, répondant à quelques objections et exposant les motifs, dit : « Du reste, je leur

réserve en France un bien plus beau titre encore ; ils y seront plus que rois, ils seront princes français. »

Je pourrais multiplier à l'infini une foule de citations pareilles : elles doivent être demeurées dans le souvenir de tous les membres du Conseil comme dans le mien. À présent l'on s'étonnera peut-être qu'ayant vu si souvent l'Empereur, qu'en ayant entendu de telles paroles, j'aie dit que je ne le connaissais pas encore quand je me suis déterminé à le suivre. Ma réponse est que dans les temps dont je parle, j'avais à son sujet encore plus d'admiration et d'enthousiasme que de véritable conviction. Nous étions assaillis, dans le palais même, de tant de bruits absurdes sur sa personne et son petit intérieur ; nous avions si peu de communication directe avec lui, qu'à force d'avoir entendu répéter les mêmes choses, il me restait peut-être, à l'insu de moi-même, une espèce de défiance et de doute. On nous le disait si dissimulé, si astucieux, si rusé, qu'il était possible après tout qu'il prononçât en public d'aussi magnifiques paroles dans quelque vue particulière et sans les sentir aucunement : il en est tant qui pensent si mal et s'expriment si bien ! Aussi ce n'est qu'ici, à Longwood, et depuis que j'ai appris à le connaître à fond, que je sais combien il était là réellement et naturellement lui-même. Jamais peut-être sur la terre nul n'aima la France et son lustre comme lui ; il n'est pas de sacrifice qui lui eût coûté pour elle. Il l'a prouvé à Châtillon, il l'a prouvé au retour de Waterloo, et il l'exprimait énergiquement quand, sur son roc, il me disait ces paroles mémorables que j'ai déjà citées : « Non, mes véritables souffrances ne sont point ici ! »

Mais voici d'autres sujets, les uns plaisants, d'autres plus graves. Un jour le conseiller d'État général Gassendi²¹ se trouvant prendre part

21. Jean-Jacques Gassendi (1748-1828) général d'artillerie, comte d'Empire, conseiller d'État. (*JMS*)



Le général Gassendi, d'après Rioult.

à la discussion du moment, s'y appuya de la doctrine des économistes ; l'Empereur qui l'aimait beaucoup à titre d'ancien camarade de l'artillerie, l'arrêtant, lui dit : « Mais, mon cher, qui vous a rendu si savant ? où avez-vous pris de tels principes ? » Gassendi, qui parlait rarement, après s'être défendu de son mieux, se trouvant dans ses derniers retranchements, répondit qu'après tout c'était de lui, Napoléon, qu'il avait pris cette opinion. « Comment ! s'écria l'Empereur avec chaleur, que dites-vous là,

est-ce bien possible ? Comment ! de moi, qui ai toujours pensé que s'il existait une monarchie de granit, il suffirait des idéalités des économistes pour la réduire en poudre !

Et après quelques autres développements, partie ironiques, partie sérieux, il conclut : « Allons, mon cher, vous vous serez endormi dans vos bureaux, et vous y aurez rêvé tout cela. » Gassendi, qui se fâchait aisément, lui riposta : « Oh ! pour nous endormir dans nos bureaux. Sire, c'est une autre affaire, j'en défierais bien avec vous, vous nous y tourmentez trop pour cela. » Et tout le Conseil de rire, et l'Empereur plus fort que les autres.

Une autre fois, on s'occupait d'organiser les provinces illyriennes, acquises depuis peu. La partie de ces provinces limitrophes des Turcs avait des régiments croates, dont l'organisation était toute

particulière ; c'étaient de vraies colonies militaires : elles avaient été imaginées, il y avait plus d'un siècle, par le grand prince Eugène, pour servir de barrière contre les incursions et les brigandages des Turcs, et avaient toujours depuis fort bien rempli leur destination. La commission chargée de ce travail, proposait la dissolution de ces régiments croates, et les remplaçait par une garde nationale à l'instar de la nôtre. « Est-on fou ? s'écria l'Empereur à cette lecture ; des Croates sont-ils des Français, et a-t-on bien compris l'excellence de l'institution, son utilité, son importance ? – Sire, répondit celui qui se trouvait dans l'obligation de défendre le rapport, les Turcs n'oseraient pas aujourd'hui recommencer leurs excès. – Et pourquoi cela ? – Sire, parce que Votre Majesté est devenue leur voisin. – Eh bien ? – Sire, ils auraient trop de respect pour votre puissance. – Ah ! oui, Sire, Sire, reprit vertement l'Empereur, des compliments à présent ! Eh bien, Monsieur, allez les porter aux Turcs, qui vous répondront par des coups de fusil, et vous viendrez m'en donner des nouvelles. » Et il prononça dès cet instant que les régiments croates seraient conservés.

Un jour on nous proposa un projet de décret touchant les ambassadeurs. Ce projet était fort remarquable ; je ne pense pas qu'on en ait eu connaissance dans le monde. La froideur du Conseil à son sujet le fit disparaître, ainsi que beaucoup d'autres qui ont éprouvé le même sort, ce qui, pour le dire en passant, donne une preuve de plus d'une certaine indépendance dans le Conseil, et montre dans l'Empereur plus de modération qu'on ne lui en croyait.

L'Empereur, qui semblait seul appuyer ce décret et y tenir beaucoup, dit, dans sa défense, des choses très curieuses. Il prétendait que les ambassadeurs n'eussent ni prérogatives ni privilèges qui pussent les mettre à l'abri des lois du pays ; tout au plus accordait-il qu'ils fussent soumis seulement à une juridiction plus relevée. « Je ne

m'opposerais pas, par exemple, disait-il, à ce qu'ils ne devinssent justiciables qu'après une décision préalable d'une réunion des ministres et des hauts dignitaires de l'Empire ; à ce qu'ils ne fussent jugés que par un tribunal spécial, composé des premiers magistrats et des premiers fonctionnaires de l'État. M'objecteriez-vous que les souverains, se trouvant compromis dans la personne de leurs représentants, ne m'enverraient plus d'ambassadeurs ? Où serait le malheur ? Je retirerais les miens, et l'État gagnerait d'immenses salaires fort onéreux, et souvent, au moins, très inutiles. Pourquoi voudrait-on soustraire les ambassadeurs à toute juridiction ? Ils ne doivent être envoyés que pour être agréables, pour entretenir un échange de bienveillance et d'amitié entre les souverains respectifs. S'ils sortent de ces limites, je voudrais qu'ils rentrassent dans la classe de tous, dans le droit commun. Je ne saurais admettre tacitement qu'ils pussent être auprès de moi à titre d'espions à gages ; ou bien alors je suis un sot, et je mérite tout le mal qu'il peut m'en arriver. Seulement il s'agit de s'entendre et de le proclamer d'avance, afin de ne pas tomber dans l'inconvénient de violer ce qu'on est convenu d'appeler jusqu'ici le droit des gens et les habitudes reçues.

Au plus fort d'une crise célèbre, disait-il, on vint m'avertir qu'un grand personnage s'était réfugié chez M. de Cobenzl et s'y croyait à l'abri sous les immunités de cet ambassadeur d'Autriche. Je mandai M. de Cobenzl pour connaître le fait, et lui déclarer qu'il serait malheureux qu'il en fût ainsi ; car un puéril usage ne serait rien à mes yeux contre le salut d'une nation ; que je n'hésiterais pas à faire saisir le coupable et son receleur privilégié, à les livrer tous deux à un tribunal, et à les faire exécuter : et je l'aurais fait, Messieurs, ajouta-t-il fièrement en élevant la voix. On le savait bien, aussi on ne s'y frottait pas. Ces paroles me parurent terribles alors, mais aujourd'hui que je connais si bien Napoléon, je suis sûr qu'elles étaient prononcées bien

moins pour le personnage qu'elles concernaient que pour nous tous qui écoutions.

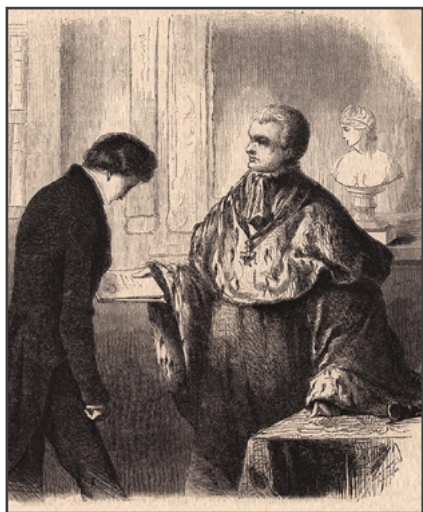
— L'Empereur, longtemps avant l'expédition de Russie, un ou deux ans peut-être, avait voulu établir dès lors un classement militaire de la nation. Il fut lu au Conseil d'État jusqu'à quinze ou vingt rédactions de l'organisation des trois bans de la garde nationale en France. Le premier, celui des jeunes gens, était tenu d'aller jusqu'à la frontière ; le second, celui de l'âge mitoyen et des hommes mariés, ne sortait pas du département ; enfin le dernier, celui des hommes âgés, demeurait uniquement à la défense de la ville. L'Empereur, qui y tenait beaucoup, y revint souvent, et dit de très belles choses extrêmement patriotiques ; mais il y eut constamment dans tout le Conseil une défaveur marquée, une opposition sourde et inerte. Les affaires marchaient, et l'Empereur, attiré par d'autres objets, vit échapper ce plan que sa prévoyance calculait sans doute pour notre salut, et qui l'eût été en effet ! Par ce plan plus de deux millions d'individus se seraient trouvés classés, armés, lors des désastres : qui alors eût osé nous aborder ? Dans une de ces séances, l'Empereur eut un mouvement fort chaud, fort remarquable. Un membre (M. Malouet) employait beaucoup de circonlocutions peu favorables à cette organisation. L'Empereur lui adressa sa phrase habituelle. « Parlez hardiment. Monsieur, ne mutilez pas votre pensée, dites-la toute entière ; nous sommes ici entre nous. » L'orateur alors déclara que cette mesure alarmait tout le monde, que chacun frémissait de se voir classé, dans la persuasion que, sous le prétexte de la défense intérieure, on ne s'occupait que du moyen de les transporter au-dehors. « Eh bien ! à la bonne heure, dit l'Empereur, je vous comprends à présent. Mais, Messieurs, dit-il en s'adressant à tout le Conseil, vous êtes tous pères de famille, jouissant d'une grande fortune, exerçant des emplois importants ; vous devez avoir une immense clientèle ; vous devez être bien gauches

ou bien peu soigneux, si, avec tous ces avantages, vous n'exercez pas une grande influence d'opinion. Or, comment se fait-il que vous, qui me connaissez si bien, me laissiez si peu connu ? Et depuis quand m'avez-vous vu employer la ruse et la fraude dans mon système de gouvernement ? Je ne suis point timide, et n'ai pas l'usage des voies obliques. Si j'ai un défaut, c'est de m'expliquer trop vertement, trop laconiquement peut-être ; je me contente de prononcer ; j'ordonne, parce que je m'en repose ensuite, pour les formes et les détails, sur les intermédiaires qui exécutent, et Dieu sait si, sur ce point, j'ai beaucoup à me louer. Si donc j'avais besoin de monde, je le demanderais hardiment au Sénat qui me l'accorderait ; et si je ne l'obtenais de lui, je m'adresserais au peuple même, que vous verriez marcher avec moi. Je vous étonne peut-être, car vous semblez parfois ne pas vous douter du véritable état des choses. Sachez que ma popularité est immense, incalculable ; car, quoi qu'on en veuille dire, partout le peuple m'aime et m'estime, son gros bon sens l'emporte sur toute la malveillance des salons – et la métaphysique des niais. Il me suivrait en opposition de vous tous. Cela vous étonne encore, et pourtant il en serait ainsi ; c'est qu'il ne connaît que moi ; c'est par moi qu'il jouit sans crainte de tout ce qu'il a acquis ; c'est par moi qu'il voit ses frères, ses fils indistinctement avancés, décorés, enrichis ; c'est par moi qu'il voit ses bras facilement et toujours employés, ses sueurs accompagnées de quelques jouissances. Il me trouve toujours sans injustice, sans préférence. Or, il voit, il touche, il comprend tout cela et rien de plus, rien surtout de la métaphysique ; non que je repousse les vrais, les grands principes, le Ciel m'en préserve, on me les voit pratiquer autant que nos circonstances, extraordinaires me le permettent ; mais je veux dire que le peuple ne les comprend pas encore, au lieu qu'il me comprend tout à fait, et s'en fie à moi. Croyez donc qu'il fera toujours ce que nous réglerons pour son bien. Ne vous en laissez pas surtout imposer par l'opposition que vous mentionnez : elle n'existe

que dans les salons de Paris, nullement dans la nation ; et dans le projet qui nous occupe en cet instant, je n'ai nulle vue ultérieure au-dehors, je le déclare ; je ne pense qu'à la sûreté, au repos, à la stabilité de la France au-dedans. Poursuivez donc les bans de la garde nationale ; que chaque citoyen connaisse son poste au besoin ; que M. Cambacérès, que voilà, soit dans le cas de prendre son fusil si le danger le requiert, et alors vous aurez vraiment une nation maçonnée à chaux et à sable, capable de défier les siècles et les hommes. Je relèverai, du reste, cette garde nationale à l'égal de la ligne ; les vieux officiers retirés en seront les chefs et les pères ; j'en ferai solliciter les grades à l'égal des faveurs de la cour, etc., etc. »

On doit retrouver tout cela dans les registres de M. Locré, partie au sujet des bans de la garde nationale, partie encore, autant que je puis me le rappeler, au sujet d'une des conscriptions annuelles. Je me souviens aussi qu'il fut particulièrement question, un jour, de l'Université. L'Empereur se fâchait sur le peu de progrès et la mauvaise direction de sa marche. M. de Ségur fut chargé de présenter un rapport à ce sujet, et le fit avec sa franchise et sa loyauté accoutumées. Il abordait franchement la question, trouvait que la création de l'Empereur était mal comprise, mal exécutée ; que la science ne devait y être que secondaire ; que les principes et la doctrine nationale devaient y passer avant tout, et que c'était pourtant ce dont on semblait s'y occuper le moins.

L'Empereur ne se trouvait pas à la séance. Une telle sortie déplut sans doute aux amis du principal intéressé. Nous avions le tort de sacrifier beaucoup à l'esprit de coteries. Ce rapport ne reparut jamais ; on le retira de nos cartons, et, l'on y mit même assez d'importance pour le redemander à ceux de nous qui l'avaient emporté chez eux.



M. de Fontanes, grand-maître
de l'Université, remettant un diplôme

Toutefois, à quelque temps de là, les grands dignitaires de l'Université furent mandés à la barre du Conseil. L'Empereur se fâcha, parla de la mauvaise organisation, du mauvais esprit qui semblait présider à cette institution importante, dit qu'on gâtait toutes ses idées, qu'on, n'exécutait jamais bien ses intentions, etc., etc. Le grand-maître²² courba devant l'orage, et n'en continua pas moins son train accoutumé ; et l'Empereur dit qu'à son retour de l'île d'Elbe on l'a assuré que ce même grand-

maître de l'Université s'était vanté auprès du gouvernement qui succédait, d'avoir gêné, dénaturé, autant qu'il avait été en son pouvoir, l'impulsion que Napoléon avait prétendu imprimer aux générations qui s'élevaient.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

22. Louis de Fontanes (1757-1821) grand-maître de l'Université. (JMS)

Mardi 18 juin 1816.


Souvenirs de Waterloo.

✍ { L'Empereur m'avait fait appeler dans son cabinet avant le dîner : il était occupé à lire les journaux qui venaient d'arriver. M. de Montholon a fait demander la permission de se présenter. Il lui a appris que Mme de Montholon²³ venait d'accoucher d'une fille, et a sollicité Sa Majesté de vouloir bien lui accorder la faveur d'en être le parrain.

Après dîner, en résumant les papiers déjà lus, l'Empereur observait que l'agitation et l'incertitude continuaient à régner en France ; il faisait remarquer que les derniers papiers anglais s'exprimaient avec la dernière indécence sur la famille royale... Plus tard, un autre article l'a porté à dire : « Les circonstances actuelles, les besoins du moment, et une sympathie d'ancienne date, concourent extrêmement à favoriser le retour des moines en France : cela doit y être caractéristique comme chez le Pape. » Et s'arrêtant sur celui-ci il concluait : « Encore pour lui, du moins, est-ce son affaire spéciale, et qui peut lui redonner une force réelle. Croirait-on bien que, prisonnier à Fontainebleau, et lorsqu'il s'agissait de savoir s'il existerait lui-même, il discutait sérieusement avec moi l'existence des moines, et prétendait m'amener à les rétablir !... C'est bien là de la cour de Rome !... etc., etc. »

C'était aujourd'hui l'anniversaire de la bataille de Waterloo. Le souvenir en a été réveillé par quelqu'un ; il a produit une impression visible sur l'Empereur. « Journée sensible ! a-t-il prononcé avec douleur... Concours de fatalités inouïes !... Grouchy !... Ney !... Derlon !...

23. Albine de Montholon, née Vassal, donna naissance à Napoléone Marie de Montholon, dernière filleule de Napoléon, et qui passe pour avoir été sa fille, Napoléon ayant eu une liaison avec Mme de Montholon. (JMS)

N'y a-t-il eu que du malheur ! Ah ! pauvre France !... » Et il s'est couvert les yeux de la main . « Et pourtant, disait-il, tout ce qui tenait à l'habileté avait été accompli !... tout n'a manqué que quand tout avait réussi !... » } 

Dans un autre moment, il disait, sur le même sujet : « Singulière campagne, où, dans moins d'une semaine, j'ai vu trois fois s'échapper de mes mains le triomphe assuré de la France et la fixation de ses destinées.

« Sans la désertion d'un traître, j'anéantissais les ennemis en ouvrant la campagne.

« Je les écrasais à Ligni, si ma gauche eût fait son devoir.

« Je les écrasais encore à Waterloo, si ma droite ne m'eût pas manqué.

« ... Singulière défaite, où, malgré la plus horrible catastrophe, la gloire du vaincu n'a point souffert, ni celle du vainqueur augmenté : la mémoire de l'un survivra à sa destruction ; la mémoire, de l'autre s'ensevelira peut-être dans son triomphe !... »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mercredi 19 juin 1816.

Départ du *Northumberland*. – Introduction et forme des Campagnes d'Italie. –
Campagne de Russie, par un aide de camp du Vice-Roi.

{ Aujourdhui, le *Northumberland* est parti pour l'Europe. }

Nous avons fait la traversée sur ce vaisseau, nous avons souvent conversé avec tous les officiers, qui nous avaient extrêmement bien traités ; l'équipage nous avait montré beaucoup de bienveillance ; enfin, l'amiral Cockburn même, contre lequel nous avions bien plus d'humeur que de répugnance, et dont les torts au fond ne nous avaient pas blessé le cœur ; soit ces choses réunies, ou toute autre dont je ne me rends pas compte, ou bien peut-être encore cette disposition si forte, si naturelle à s'attacher à ses semblables, et à se créer des liens sociaux, toujours est-il certain que nous ne nous trouvâmes pas indifférents à ce départ ; il nous semblait que nous perdions quelque chose.

{ L'Empereur avait eu une très mauvaise nuit ; il a mis les pieds dans l'eau, pour soulager un grand mal de tête.

Il est sorti vers une heure pour se promener dans le jardin, tenant le premier volume d'un ouvrage anglais sur sa vie. Il le parcourait en marchant. L'auteur se donnait pour moins mal intentionné que Goldsmith. Il renfermait moins de saletés, il est vrai ; mais c'étaient encore les mêmes inventions ou la même ignorance, les mêmes contes, les mêmes faussetés. Il lisait l'article de son enfance, ou de ses premières années de son collègue. Tout y était imaginaire et controuvé ; ce qui lui fit me dire que j'avais eu bien raison d'insister pour que tous ces objets se trouvassent en tête de la campagne d'Italie, que ce qu'il lisait en ce moment l'y décidait plus que jamais. }

Pour comprendre ceci, je dois dire, ce que j'ai toujours négligé, que la campagne d'Italie dictée, les chapitres réglés et finis, l'Empereur s'était montré très incertain sur la manière d'entrer en matière. Il avait varié beaucoup et souvent, tournant autour de trois ou quatre idées qu'il abandonnait et reprenait tour à tour. Quelquefois il voulait commencer par quelques entreprises insignifiantes dont il avait fait partie avant le siège de Toulon ; une expédition manquée sur la Sardaigne, etc. Quelquefois encore il voulait mettre en tête les premiers commencements de notre révolution, l'état de l'Europe et les mouvements de nos autres armées. Je combattais toujours ces idées ; cela devait le mener trop loin, disais-je. Il avait commencé par me dicter le siège de Toulon, et c'était là, soutenais-je constamment, le véritable point de départ, l'ordre naturel, car ce n'était pas, observais-je, une Histoire qu'il voulait entreprendre, mais bien ses Mémoires particuliers. Or, dans ce bel épisode des siècles, il devait, disais-je, apparaître tout-à-coup sur la scène et sur le premier plan qu'il était destiné à ne jamais plus quitter. C'était à moi, éditeur, à consacrer dans une introduction de ma façon tous les détails des premières années et des temps antérieurs à celui où lui, Napoléon, prenait la parole. Il goûta enfin cette idée, l'exposa, la débattit un jour à table, et prononça qu'il s'y arrêta. Voilà l'historique de la forme des campagnes d'Italie, et ce à quoi l'Empereur faisait allusion plus haut.



¶ À trois heures, le gouverneur et le nouvel amiral, sir Pultney Malcom, ont été introduits chez l'Empereur, qui, bien qu'il fût souffrant, a été néanmoins très gracieux et fort causant.

Avant et après dîner, l'Empereur a parcouru l'ouvrage d'un ancien aide de camp du vice-roi, sur la campagne de Russie. On le lui avait dit affreux. L'Empereur s'est tellement habitué aux libelles et aux pamphlets, que les déclamations ne lui font plus rien. Il ne voit plus

dans ces ouvrages que les faits ; et, sous ce point, il ne trouvait pas celui-ci si mauvais qu'on le lui avait dit : « Un historien y prendrait de bonnes choses, disait-il, des faits, et négligerait les déclamations, qui ne sont faites que pour les sots. Or, ici, l'auteur prouve que les Russes eux-mêmes ont brûlé Moscou, Smolenks, etc., que nous avons été victorieux dans toutes les affaires, etc., etc. Les faits, dans cet ouvrage, observait alors l'Empereur, ont été évidemment rédigés pour être publiés sous mon règne au temps de ma puissance. Les déclamations ont été intercalées depuis ma chute. L'auteur n'a pas pu gâter le fond de son ouvrage ; mais il l'a orné de turpitudes à la façon du jour.

Quant aux désastres de la retraite, je ne lui ai laissé rien à dire non plus qu'aux autres libellistes, mon vingt-neuvième bulletin a été leur désespoir. Ils ont été, dans leur rage, jusqu'à me reprocher d'avoir exagéré. Ils étaient furieux ; je les privais ainsi d'un beau sujet ; je leur avais enlevé leur proie. »

Après la citation de cet auteur et de plusieurs autres Français, tous dénaturant nos victoires et déclamant contre nous-mêmes, il n'a pu s'empêcher d'observer qu'il était sans exemple dans l'histoire de voir une nation s'acharner ainsi à ruiner sa propre gloire, de voir s'élever de son propre sein les mains occupées à flétrir et à détruire ses trophées. « Mais du milieu d'elle s'élèveront indubitablement aussi, disait-il, des vengeurs. Les temps à venir noteront d'infamie le délire d'aujourd'hui. » Et il s'écriait : « Se peut-il bien que ce soient des Français qui parlent, qui écrivent ainsi ? N'ont-ils donc ni cœur ni entrailles pour la patrie ? Non, ils ne sont point Français ; ils parlent notre langue peut-être, ils sont nés sur le même sol que nous ; mais ils n'ont ni notre cœur ni nos sentiments. Ils ne sont point français ! »

Vendredi 21 juin 1816.

Paroles prophétiques, etc. – Lord Holland, etc., Princesse Charlotte de Galles. –
Conversation particulière et personnelle inappréciable pour moi.

L'Empereur marchait dans le jardin ; nous étions tous autour de lui. La conversation est tombée sur la possibilité de se retrouver un jour en Europe, de revoir la France. « Mes chers amis, nous a-t-il dit avec un véritable sentiment, avec une expression impossible à rendre, vous autres vous la reverrez ! – Non pas sans vous ! nous sommes-nous écriés tous. » Cela a conduit à analyser de nouveau les chances probables de sortir de Sainte-Hélène, et toutes venaient se perdre dans l'obligation et la nécessité de convenir que ce ne pouvait être qu'avec l'intermédiaire des Anglais. Et l'Empereur



Henry Vassal-Fox, lord Holland.

ne voyait pas trop comment cela pourrait arriver. « L'impression est faite, disait-il, elle est trop profonde, ils me craindront toujours. M. Pitt le leur a dit : il n'y a point de salut pour vous avec un homme qui a toute une invasion dans sa seule tête. – Mais, observait quelqu'un, s'il venait à se trouver pourtant de nouveaux intérêts ; s'il arrivait un ministère vraiment libéral et constitutionnel, n'aurait-il donc aucun avantage à fixer par vous, Sire, les principes libéraux en France, et à

les propager par là sur tout le continent ? – À la bonne heure, disait l'Empereur, je conçois ceci. – Ce ministère, continuait-on, n'aurait-il donc aucune garantie dans ces principes libéraux mêmes, et dans vos

propres intérêts ? – J'en conviens encore, disait l'Empereur. Lord Holland²⁴, ministre, m'écrivant à Paris : si vous faites cela, je serai renversé ; ou la princesse Charlotte de Galles qui m'eût tiré d'ici, me faisant dire à Paris : si vous agissez ainsi, je deviendrai l'horreur, j'aurai été le fléau de ma nation, seraient des paroles qui m'arrêteraient court, et m'enchaîneraient plus que des armées, etc., etc.

« Et puis au fait, qu'aurait-on à craindre ? Que je fisse la guerre ? je suis trop vieux. Que je courusse encore après la gloire ! je m'en suis gorgé, j'en avais fait litière, et, pour le dire passant, c'était une chose que j'avais rendue désormais tout à la fois bien commune et bien difficile. Que je commençasse des conquêtes ? je n'en fis pas par manie, elles étaient le résultat d'un grand plan, je dirais bien plus, de la nécessité : elles furent raisonnables dans leur temps ; aujourd'hui elles seraient impossibles ; elles étaient exécutables alors, il serait insensé d'en avoir l'intention à présent ; et puis, les bouleversements et les malheurs de la pauvre France ont désormais enfanté assez de difficultés ; il y aurait assez de gloire à la déblayer, pour n'avoir pas à en rechercher d'autre. »

Deux de ces messieurs avaient été à la ville voir les nouveaux arrivants, et courir après les nouvelles. Leur retour et leur récit ont fait au jardin, quelques instants, l'occupation de l'Empereur. Il est rentré sur les six heures dans son cabinet, où il m'a dit de le suivre ; bientôt après, le hasard a amené une très longue conversation d'un intérêt et d'un prix inexprimables pour moi. Bien que le sujet m'en soit purement et exclusivement personnel, je n'ai garde de le passer sous silence : les traits caractéristiques qui s'y rencontrent à chaque instant seraient mon excuse, si j'en avais besoin.

24. Henry Vassall-Fox, lord Holland (1773-1840), membre du ministère anglais de tous les talents (*Ministry of All Talents*, 1806-1807), lord du sceau privé. (*JMS*)

Les nouveaux venus sur le *Newcastle* avaient encore parlé beaucoup de mon *Atlas historique*, ce qui porta l'Empereur à observer de nouveau qu'il était inouï le bien que m'avait fait cet ouvrage, et qu'il était inouï aussi qu'il n'en eût pas eu une exacte connaissance.

« Comment ne s'est-il donc trouvé, me disait-il, aucun de vos amis qui m'en ait donné une idée juste ? Je ne l'ai bien vu qu'à bord du *Northumberland*, et il est connu de toute la terre. Comment n'avez-vous pas demandé à m'en entretenir vous-même ? Je vous eusse apprécié, je vous eusse fait une toute autre fortune. J'en avais une idée tellement confuse et tellement subalterne, que peut-être vous était-elle défavorable. Voilà les souverains et leur malheur ; car personne n'avait plus de bonne volonté sans doute que moi. Ceux qui étaient déjà fixés autour de ma personne eussent pu tout auprès de moi pour une chose comme la vôtre, parce que c'était un fait que je pouvais juger moi-même, et que je ne demandais pas mieux. À présent que je connais vos cartes, que j'ai une idée juste du classement inappréciable qu'elles présentent, de l'impression ineffaçable qu'elles doivent inculquer aux enfants, quant aux temps, aux distances, aux embranchements ; j'aurais voulu créer une espèce d'*École normale* pour cet objet, ou en assurer du moins l'enseignement uniforme. Votre ouvrage, ou certaines parties, eussent inondé les lycées, je lui aurais donné une bien autre célébrité. Je vous le répète, pourquoi ne me l'avez-vous pas fait connaître ? C'est un secret fâcheux à confesser, mais il faut le dire, mon cher, un peu d'intrigue est indispensable auprès des souverains ; la modestie est presque toujours perdue. Se peut-il que Clarke, Decrès, Montalivet, M. de Montesquiou, ne m'en aient pas parlé d'après vos suggestions, même Barbier, mon bibliothécaire ? Car c'est encore une autre vérité à confesser, qu'on réussit quelquefois mieux par la porte du valet de chambre qu'autrement. Comment Mme de

S.....²⁵, votre amie, ne m'en parlait-elle pas ? Nous avons été si souvent, dans le principe, en voiture ensemble ; elle eût pu faire alors de vous ce qu'elle eût voulu, en vous peignant à moi ce que vous êtes. – Oui, Sire, répondais-je... mais alors je... – Je vous entends, alors vous ne le cherchiez pas peut-être ? Sire, mon heure n'était pas encore venue. » Alors a suivi une explication très prolongée sur la manière dont j'étais arrivé auprès de l'Empereur, les missions qu'il m'avait données, l'opinion qu'il avait prise ; les traits dont, suivant sa coutume, il m'avait frappé à demeure dans son esprit. } Je demeurais debout, près de la table de travail, dans la seconde pièce ; l'Empereur allait et venait de toute la longueur des deux chambres ; le sujet était des plus précieux pour moi, et pour bien comprendre mes sensations présentes, il faudrait se reporter à la toute-puissance de Napoléon, à ce temps où, bien que près de lui, personne n'eût osé espérer connaître le fond de sa pensée sur soi, ni supposer qu'on eût jamais la possibilité de s'en entretenir contradictoirement et confidentiellement avec lui ; le bonheur d'une telle circonstance m'eût paru alors un rêve ; aujourd'hui ce me semblait une véritable conversation aux Champs-Élysées. { « Je n'avais nulle idée juste de vous, disait-il, je n'avais aucune connaissance exacte de ce qui vous concernait. Vous n'avez eu auprès de moi aucun ami pour vous faire apprécier ; vous l'avez négligé vous-même. Quelques-uns de ceux sur qui vous auriez pu compter vous ont même desservi. Je ne connaissais pas votre ouvrage ; cela eût fait beaucoup. J'ignorais que vous eussiez été à l'École Militaire de Paris comme moi ; c'eût été encore un titre à mon attention. »

« Vous avez été émigré, vous n'auriez jamais eu mon entière confiance ; je savais que vous aviez été très attaché aux Bourbons, vous n'auriez

25. Louise Charlotte de Vaudreuil, comtesse de Serrant, dame d'honneur de l'impératrice Joséphine. (JMS)

jamais été dans les grands secrets. – Mais, Sire, Votre Majesté m'avait admis auprès de sa personne, elle m'avait fait entrer dans son Conseil d'État, elle m'avait donné des missions ? – C'est que je m'étais fait de vous l'idée d'un honnête homme, je ne suis pas défiant non plus : sans savoir pourquoi, je vous regardais comme très pur en fait d'argent. Si vous étiez venu me dire un mot lors de votre affaire de licences avec P.....²⁶ je vous eusse donné raison à l'instant ; mais, je le répète, je ne vous eusse mis dans aucune affaire politique. – Quel danger, Sire, n'ai-je pas couru, quand, à Paris et en Hollande, les Anglais situés vis-à-vis de nous comme nous le sommes aujourd'hui à Sainte-Hélène vis-à-vis d'eux, je n'hésitai pas, vu mes anciens rapports, et en dépit de vos règlements, de faire passer leurs lettres quand je les avais lues, et qu'elles ne me présentaient aucun inconvénient ! De quel danger, d'après vos idées, n'eût pas été pour moi une dénonciation du ministre de la police à ce sujet ! et pourtant je ne croyais en cela que faire usage naturel et discrétionnaire des dignités auxquelles m'avait élevé Votre Majesté, de la confiance quelle m'avait accordée. J'étais si fort dans ma conscience, si droit dans mes intentions, que je me croyais au-dessus de ces lois, je ne les croyais pas faites pour moi. – Eh bien ! je l'eusse compris, je l'aurais même cru, disait l'Empereur, si vous vous étiez exprimé ainsi ; car personne au monde n'entendait plus facilement raison que moi ; et c'est précisément de la sorte que j'aurais voulu être servi ; et pourtant il est certain que vous eussiez été perdu, parce que tout eût parlé contre vous. Voilà la fatalité des circonstances et l'un des malheurs de ma situation. De plus, quand j'avais pris un préjugé, il me demeurait : c'était encore le malheur de ma place et de mes circonstances : pouvais-je faire autrement ? avais-je du temps pour des explications ? Je ne pouvais agir qu'avec des sommaires et des extraits ; j'étais bien sûr que je pouvais me

26. Pommereul, voir le Tome 6 de cette édition à l'Historique de l'Atlas. (JMS)

tromper souvent ; mais comment faire ? En est-il beaucoup qui aient mieux fait que moi ? »

« – Sire, continuais-je, j'éprouvais un chagrin secret : Votre Majesté ne me disait jamais rien à ses cercles ni à ses levers ; elle me passait toujours, et pourtant ne manquait jamais de parler de moi à ma femme quand j'étais absent. J'en étais à douter quelquefois que je fusse bien connu de vous, ou à craindre, surtout dans les derniers temps, que Votre Majesté n'eût quelque chose contre moi. – En aucune manière cela, disait-il ; si je parlais de vous absent, c'est que j'avais pour principe de parler toujours aux femmes de leurs maris en mission. Si je vous passais présent, c'est que je ne faisais pas assez de cas de vous. Il en était ainsi d'une foule d'autres ; vous étiez pour moi dans la masse, vous étiez placé dans mon esprit d'une façon tout à fait banale. Vous m'approchiez, et vous n'aviez pas su en tirer parti ; vous avez eu des missions, vous n'aviez pas su les faire valoir au retour : c'est un grand tort sur le terrain de la cour que de ne pas savoir se mettre en avant ; vous étiez pour moi sans couleur. Je me rappelle même à présent que j'ai voulu parfois avoir recours à vous. Celui du ministère duquel vous dépendiez en quelque sorte, que vous dites votre ami, qui eut pu vous servir, vous a éloigné ; ne m'a maintenu dans mes idées sur votre compte ; lui, vous connaissait bien, peut-être vous a-t-il craint, on savait que j'allais vite en besogne. – Sire, disais-je à tout cela, ma situation était d'autant plus pénible, que dans le monde on ne cessait de m'entretenir de la bienveillance de Votre Majesté, et de me prédire une grande fortune. On me nommait, à chaque instant, à toutes sortes de places : c'était la préfecture maritime de Brest, celle de Toulon, d'Anvers, le ministère de l'Intérieur, celui de la Marine : une place importante dans l'éducation du Roi de Rome, etc., etc. – Eh bien, a repris l'Empereur, vous me le rappelez, il y avait quelque fondement dans une partie

de ce que vous venez de dire là ; vous étiez en effet, dans ma pensée, pour quelque chose auprès du Roi de Rome, et je vous avais destiné, à votre retour de Hollande, à la préfecture maritime de Toulon, ce qui pour moi, à cette époque, était une espèce de ministère : il y avait vingt-cinq vaisseaux de ligne en rade, et je voulais les accroître encore. Eh bien, c'est votre ami le ministre qui m'en a détourné : vous étiez de la vieille marine, disait-il ; vos préjugés et ceux de la nouvelle devaient vous rendre incompatibles l'un à l'autre. Cela me parut péremptoire, et je n'y pensai plus ; cependant, tel que je vous connais aujourd'hui, vous étiez l'homme qu'il m'eût fallu.

« Je crois bien en effet avoir eu encore pour vous d'autres idées ; mais vous avez tout perdu vous-même, je le répète ; vous vous êtes refusé, quand il eût fallu assaillir. Mon cher, faut-il le dire, avec la meilleure volonté de ma part, mes nominations aux emplois tenaient beaucoup de la loterie. Une idée me venait, je destinais mais si l'application n'était pas immédiate, cela me passait ; j'avais tant à faire ! Survenait un tiers plus heureux, et il était nanti. Mais reprenez. – Sire, continuais-je, moi qui ne savais pas un mot de vos bonnes intentions, j'étais dans une situation véritablement ridicule au milieu des félicitations nombreuses que je recevais ; je tâchais de m'en tirer le moins gauchement possible ; mais plus je faisais d'efforts dans ce sens, plus on l'attribuait à ma modestie. Je n'avais demandé qu'une chose à Votre Majesté, maître des requêtes : elle me l'accorda aussitôt. Clarke²⁷, à ce sujet, me reprochait de m'être abaissé ; il fallait demander, me disait-il, à être conseiller d'État ; vous l'eussiez été tout de même. – Non, répondait l'Empereur, je ne vous connaissais pas assez, j'eusse pris cela pour une ambition absurde. – Sire, disais-je, j'avais eu le tact de juger votre opinion. – Eh bien avec cela, continuait

27. Henri Clarke (1765-1818), général de l'Empire, maréchal, duc de Feltre, ministre de la guerre (1807-1814). (*JMS*)

l'Empereur, c'est bizarre sans doute, mais Clarke a peut-être eu raison ; la demande de simple maître des requêtes a pu vous rabaisser dans ma pensée ; c'est-à-dire vous maintenir sur la ligne où je vous y avais fixé ; j'étais bien aise de voir mes chambellans faire quelque chose, mais maître des requêtes était bien peu. Cependant c'est singulier, continuait-il, comme la mémoire revient, à présent que je m'y arrête ; vous aviez des choses isolées qui m'ont passé rapidement sans qu'on me les rappelât ; si elles eussent été réunies et bien présentées, elles eussent dû me donner de vous une toute autre idée. Vous fûtes faire la campagne de Flessingue comme volontaire. Je le sus, et ce qui n'eût été rien dans tout autre, me frappa dans un émigré qui quittait son ménage et n'était pas sans fortune. — Sire, j'en reçus la plus douce récompense au retour. Votre Majesté m'en parla. — Vous voyez bien, me dit-il ; mais vous avez laissé noyer cela dans le fleuve d'oubli. Vous m'avez écrit plusieurs fois ; tout cela me revient à présent peu à peu ; vous m'avez présenté des combinaisons sur la mer Adriatique qui m'ont séduit : il s'agissait de maîtriser cette mer et d'y fonder une flotte à bas prix à l'aide des immenses forêts de la Croatie : j'envoyai le tout au ministre, qui ne m'en a jamais parlé. Vous m'avez encore envoyé d'autres choses ? ¶ — Sire, peut-être des idées sur le système de guerre maritime à adopter contre l'Angleterre, accompagnées d'une carte géographique à l'appui. — Oui, je m'en souviens ; et la carte a demeuré plusieurs jours sur mon bureau dans mon cabinet ; je vous ai même fait demander, mais vous étiez en mission. — Sire, à peu près dans le même temps, j'eus l'honneur de vous adresser un projet pour transformer le Champ-de-Mars en une *Naumachie* qui eût servi d'ornement au Palais du Roi de Rome.

Je le creusais assez pour recevoir de petites corvettes qui eussent été construites, équipées, montées, manœuvrées par l'école de marine que j'établissais à l'École Militaire. Tous les princes de la maison

impériale eussent été contraints d'en faire partie deux ans, quelle qu'eût été d'ailleurs leur destination ultérieure. Votre Majesté eût porté tous les grands de l'Empire à en faire autant de quelques-uns de leurs enfants. Je ne doutais pas que ces circonstances réunies et le spectacle offert à la capitale, n'eussent été des moyens infaillibles de rendre la marine tout à fait populaire et nationale en France – Eh bien, je n'ai pas eu connaissance, de cela, disait l'Empereur sous la pensée duquel tout se magnifiait immédiatement ; cette idée m'eût plu, je l'eusse fait examiner ; elle pouvait avoir en effet d'immenses résultats. De là il n'y avait plus, qu'un pas à vouloir rendre la Seine navigable ou à tirer un canal de Paris à la mer ; et qu'est-ce que cela eût en de trop gigantesque ? Les Romains autrefois, et les Chinois aujourd'hui, ont fait davantage ; ce n'eût été qu'un jeu pour l'armée en temps de paix. J'ai eu bien des projets de la sorte ; mais nos ennemis m'ont enchaîné à la guerre. De quelle gloire ils m'ont privé !...

Allons, continuez. – { Sire, je dois encore avoir fait mettre sous vos yeux des idées sur le complément des écoles de marine. – Les ai-je adoptées dans les écoles que j'ai formées ? disait l'Empereur ; étiez-vous dans mon sens ? – Sire, vos écoles étaient arrêtées, je n'en proposais que le complément. – À présent je crois me rappeler un peu ; n'y avait-il pas quelque chose de trop démocratique ? – Non, Sire, je parlais du principe que Votre Majesté avait pourvu au concours exclusif de la classe intermédiaire, et je proposais d'y adjoindre au-dessous, toutes les chances que pouvait présenter le concours des matelots ; et de placer au-dessus celles que pouvait présenter le concours des grands de votre cour. – Oui, je me rappelle, disait l'Empereur qu'il y avait des idées neuves et singulières qui attirèrent mon attention. J'envoyai encore le tout au ministre, qui l'a gardé, pour lui, ou l'a tourné en ridicule. } Il me revient encore que dans votre mission en Hollande, dont je me faisais présenter la correspondance, je trouvai l'idée de faire déboucher nos flottilles, de la mer d'Allemagne dans

la mer Baltique, à l'aide des canaux qui unissent l'Elbe, l'Oder et la Vistule ; cette idée me frappa, elle était dans mon genre ; aussi, à votre retour, en vous revoyant au lever, je dois vous avoir mis sur la voie ; mais vous ne comprîtes pas mes questions, ou vos réponses furent insignifiantes, non positives ; j'en conclus que vous aviez eu peut-être un faiseur, et je passai à votre voisin. Il en était ainsi avec moi, je le répète ; mais je n'avais pas le temps de faire autrement.



Naumachie romaine.

« Quand je me rappelle à présent tout cela, j'y trouve pour vous tant de motifs d'attention de ma part, que je m'en étonne et me dis qu'il faut que vous ayez admirablement manœuvré pour vous y refuser, il faut que vous ne l'ayez pas voulu. Ce qu'il y a de bien certain, c'est que ce n'est qu'en cet instant que tout cela me revient, et que lors de notre départ et encore longtemps après, vous ne m'avez jamais représenté, à votre nom et à votre figure près, que quelqu'un de neuf, et

sur lequel je ne savais rien : tâchez de comprendre cela, expliquez-le, si vous pouvez ; mais c'est pourtant de la sorte.



{ « Aussi pourquoi n'avez-vous pas mieux employé vos amis ? Pourquoi n'êtes-vous pas venu vous-même à moi ? – Sire, tous ceux qui vous approchaient de fort près ne songeaient guère qu'à eux, leur amitié n'allait pas au-delà de la bienveillance : parler, demander pour un autre s'appelait user son crédit, et on le réservait tout entier pour soi ; d'ailleurs, une fois moi-même auprès de votre personne, il ne convenait plus que d'autres vous parlassent pour moi que moi-même ; or, Sire, les moments étaient si courts, vos dispositions si incertaines, il fallait tellement en peu de mots frapper votre esprit, j'étais si peu sûr de me bien faire entendre, je craignais tant de laisser une impression défavorable, de me perdre tout à fait, que je préférerais m'en abstenir ; car ce n'était pas tout que d'avoir de l'intrigue, encore fallait-il qu'elle portât son résultat. – Eh bien, disait l'Empereur, vous avez peut-être tout aussi bien fait, vous avez jugé la chose à merveille ; avec ce que je connais de vous à présent, votre réserve, votre timidité, vous vous seriez peut-être en effet perdu. Je me rappelle aussi, car tout me revient à présent peu à peu, une circonstance qui vous a peut-être été défavorable. M. de Montesquiou, en vous proposant pour chambellan, vous donna une très grande fortune ; bientôt après je sus le contraire, non que cela dût vous faire tort, ni qu'il y eût rien de personnel contre vous ; mais d'autres qui auraient voulu être chambellans se récrièrent sur ce qu'on ne les avait pas préférés pour leur grande fortune, ou bien encore vous citaient, si on leur objectait qu'ils n'en avaient pas assez. C'est ainsi que cela se passe à la cour.

« – Mais c'est donc à dire, continuais-je, Sire, qu'avec mon caractère, j'étais destiné à n'être jamais connu de Votre Majesté ? – Si fait, disait l'Empereur, et c'était à peu près obtenu : ne vous avais-je pas

renommé chambellan à mon retour ? le nombre en fut très petit ; ne fûtes-vous pas immédiatement conseiller d'État ! C'est que vous étiez de l'ancienne aristocratie, vous aviez été émigré et vous aviez résisté à une grande épreuve ; ce devenait un titre immense à mes yeux : de plus, bien des voix à présent vantaient votre conduite ; tôt ou tard nous nous serions connus à fond, etc., etc. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 22 juin 1816.

Arrivée de la bibliothèque. – Témoignage d'Hornemann en faveur du général Bonaparte.

Le temps était fort mauvais ; sur les trois heures, l'Empereur m'a fait appeler ; il était dans le cabinet topographique, entouré de tous. Occupé à déballer des caisses de livres arrivées par le *Newcastle*. L'Empereur y mettait la main lui-même avec une espèce de joie ! les hommes se modèlent à leurs circonstances ; leurs jouissances se façonnent à leurs peines. En voyant la collection des *Moniteurs* tant attendue, l'Empereur a ressenti un plaisir extrême, il s'en est saisi et ne l'a plus quittée le reste du jour.

Après dîner, l'Empereur s'est mis à parcourir les relations des voyages en Afrique de Park²⁸ et d'Hornemann²⁹, dont il suivait les traces sur mon *Atlas*. Hornemann et la société africaine de Londres s'éten-
daient, dans cette relation, sur les services, la générosité du général en chef de l'armée d'Égypte (Bonaparte), qui s'était empressé d'aider à

28. Mungo Park, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique fait en 1795, 1796, 1797*, publié en 1799. (JMS)

29. Friedrich Conrad Hornemann, *Voyages de F. Hornemann dans l'Afrique septentrionale*, publié en 1802. (JMS)

leurs découvertes, etc., etc. Les expressions polies et agréables employées à ce sujet, étonnaient et réjouissaient l'Empereur, qui depuis longtemps n'est plus habitué à lire son nom, qu'il retrouve cependant partout, qu'entouré d'épithètes toujours outrageantes.

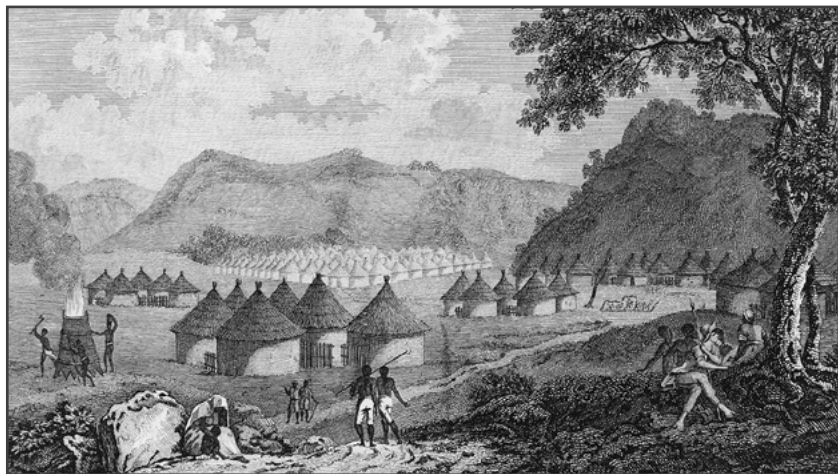


Illustration du *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique* de Mungo Park.


[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 23 juin 1816.


Sur la mémoire. – Commerce. – Idées et système de Napoléon sur divers points d'économie politique.

Sur les trois heures, je suis allé chez l'Empereur. Dans la première jouissance de ses nouveaux livres, il avait passé toute la nuit à lire et à dicter des notes à Marchand ; il était fort fatigué, ma visite lui a donné du repos, il a fait sa toilette et nous avons été nous promener dans le jardin.

Pendant le dîner, l'Empereur parlait des immenses lectures de sa jeunesse ; tous les livres qu'il vient de parcourir relatifs à l'Égypte lui font voir qu'il n'avait rien oublié de ce qu'il avait lu ; il n'avait rien, ou presque rien à corriger de ce qu'il avait dicté sur l'Égypte ; il y avait ajouté bien des choses qu'il n'avait pas lues, mais qu'il se trouve, par ces livres, avoir deviné juste.

On a parlé de la mémoire : il disait qu'une tête sans mémoire est une place sans garnison ; la sienne était heureuse, elle n'était point générale, absolue ; mais relative, fidèle, et seulement pour ce qui lui était nécessaire. Quelqu'un ayant dit que sa mémoire, à lui, tenait de sa vue, qu'elle devenait confuse par l'éloignement des lieux et des objets, à mesure qu'il changeait de place, l'Empereur a repris que pour lui, la sienne tenait du cœur, quelle conservait le souvenir fidèle de tout ce qui lui avait été cher. } 

À propos de bonne mémoire et de tendres ressouvenir, je dois placer ici un mot de l'Empereur, qui m'a échappé dans le temps. Racontant un jour à table une de ses affaires en Égypte, il nommait numéro par numéro, les huit ou dix demi-brigades qui en faisaient partie ; sur quoi Mme Bertrand ne put s'empêcher de l'interrompre, demandant comment il était possible, après tant de temps, de se rappeler ainsi tous ces numéros. « Madame, le souvenir d'un amant pour ses anciennes maîtresses » fut la vive réplique de Napoléon.

 { Après dîner, l'Empereur s'est fait apporter mon *Atlas*, voulant y vérifier le résumé de tout ce qu'il venait de parcourir dans ses livres sur l'Afrique, et il s'est étonné de l'y retrouver si fidèlement

Il est passé de là au commerce, à ses principes, aux systèmes qu'il a enfantés. L'Empereur a combattu les économistes, dont les principes

pouvaient être vrais, disait-il, dans leur énoncé, mais devenaient vicieux dans leur application. La combinaison politique des divers États, continuait-il, rendait ces principes fautifs ; les localités particulières demandaient à chaque instant des déviations de leur grande uniformité. Les douanes, que les économistes blâmaient, ne devaient point être un objet de fisc, il est vrai ; mais elles devaient être la garantie et les soutiens d'un peuple ; elles devaient suivre la nature et l'objet du commerce. La Hollande, sans productions, sans manufactures, n'ayant qu'un commerce d'entrepôt et de commission, ne devait connaître ni entraves, ni barrière. La France, au contraire, riche en productions, en industrie de toutes sortes, devait sans cesse être en garde contre les importations d'une rivale qui lui demeurait encore supérieure ; elle devait l'être contre l'avidité, l'égoïsme, l'indifférence des purs commissionnaires.

Je n'ai garde, disait l'Empereur, de tomber dans la faute des hommes à systèmes modernes ; de me croire, par moi seul et par mes idées, la sagesse des nations. La vraie sagesse des nations c'est l'expérience. Et voyez comme raisonnent les économistes : ils nous vantent sans cesse la prospérité de l'Angleterre, et nous la montrent constamment pour modèle. Mais c'est elle dont le système des douanes est le plus lourd, le plus absolu, et ils déclament sans cesse contre les douanes ; ils voudraient nous les interdire. Ils proscrivent aussi les prohibitions ; et l'Angleterre est le pays qui donne l'exemple des prohibitions ; et elles sont en effet nécessaires pour certains objets ; elles ne sauraient être suppléées par la force des droits : la contrebande et la fantaisie feraient manquer le but du législateur. Nous demeurons encore en France bien arriérés sur ces matières délicates : elles sont encore étrangères ou confuses pour la masse de la société. Cependant quel pas n'avions-nous pas fait, quelle rectitude d'idées n'avait pas répandue la seule classification graduelle que j'avais consacrée de l'agriculture, de

l'industrie et du commerce ! objets si distincts et d'une graduation si réelle et si grande !

« 1° *L'agriculture* ; l'âme, la base première de l'Empire.

« 2° *L'industrie* ; l'aisance, le bonheur de la population.

« 3° *Le commerce extérieur* ; la surabondance, le bon emploi des deux autres.

L'agriculture n'a cessé de gagner durant tout le cours de la révolution. Les étrangers la croyaient perdue chez nous. En 1814, les Anglais ont été pourtant contraints de confesser qu'ils avaient peu ou point à nous montrer.

« L'industrie ou les manufactures et le commerce intérieur ont fait sous moi des progrès immenses. L'application de la chimie aux manufactures les a fait avancer à pas de géant. J'ai imprimé un élan qui sera partagé de toute l'Europe.

« Le commerce extérieur, infiniment au-dessous dans ses résultats aux deux autres, leur a été aussi constamment subordonné dans ma pensée. Celui-ci est fait pour les deux autres, les deux autres ne sont pas faits pour lui. Les intérêts de ces trois bases essentielles sont divergents, souvent opposés. Je les ai constamment servis dans leur rang naturel, mais n'ai jamais pu ni dû les satisfaire à la fois. Le temps fera connaître ce qu'ils me doivent tous, les ressources nationales que je leur ai créées, l'affranchissement des Anglais que j'avais ménagé. Nous avons à présent le secret du traité de commerce de 1783. La France crie encore contre son auteur ; mais les Anglais l'avaient exigé sous peine de recommencer la guerre. Ils voulurent m'en faire autant

après le traité d'Amiens ; mais j'étais puissant et haut de cent coudées. Je répondis qu'ils seraient maîtres des hauteurs de Montmartre, que je m'y refuserais encore ; et ces paroles remplirent l'Europe.

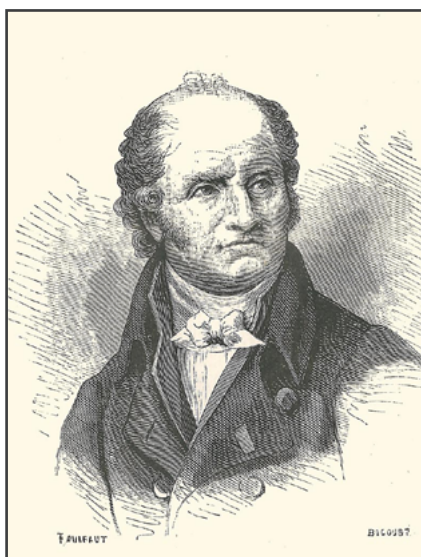
« Ils en imposeront un aujourd'hui, à moins que la clameur publique, toute la masse de la nation ne les forcent à reculer ; et ce servage, en effet, serait une infamie de plus aux yeux de cette même nation, qui commence à posséder aujourd'hui de vraies lumières sur ses intérêts.

« Quand je pris le gouvernement, les Américains, qui venaient chez nous à l'aide de leur neutralité, nous apportaient les matières brutes, et avaient l'impertinence de repartir à vide, pour aller se remplir à Londres des manufactures anglaises. Ils avaient la seconde impertinence de nous faire leurs paiements, s'ils en avaient à faire, sur Londres, de-là les grands profits des manufacturiers et des commissionnaires anglais, entièrement à notre détriment. J'exigeai qu'aucun Américain ne pût importer aucune valeur, sans exporter aussitôt son exact équivalent ; on jeta les hauts cris parmi nous, j'avais tout perdu, disait-on. Qu'arriva-t-il, néanmoins ? C'est que mes ports fermés, en dépit même des Anglais, qui donnaient la loi sur les mers, les Américains revinrent se soumettre à mes ordonnances. Que n'eussé-je donc pas obtenu dans une meilleure situation !

« C'est ainsi que j'avais naturalisé au milieu de nous les manufactures de coton, qui comportent :

« 1° *Du coton filé*. Nous ne le filions pas ; les Anglais le fournissaient même comme une espèce de faveur.

« 2° *Le tissu*. Nous ne le faisons point encore ; il nous venait de l'étranger.



Christophe-Philippe Oberkampf.

« 3° Enfin *l'impression*. C'était notre seul travail. Je voulus acquérir les deux premières branches ; je proposai au Conseil d'État d'en prohiber l'importation ; on y pâlit. Je fis venir Oberkampf³⁰ ; je causai longtemps avec lui ; j'en obtins que cela occasionnerait une secousse sans doute ; mais qu'au bout d'un an ou deux de constance, ce serait une conquête dont nous recueillerions d'immenses avantages. Alors je lançai mon décret eu dépit de tous ; ce fut un vrai coup d'État.

« Je me contentai d'abord de prohiber le tissu ; j'arrivai enfin au coton filé, et nous possédons aujourd'hui les trois branches, à l'avantage immense de notre population, au détriment et à la douleur insigne des Anglais : ce qui prouve qu'en administration comme à la guerre, pour réussir il faut souvent mettre du caractère. Si j'avais pu réussir à faire filer le lin comme le coton, et j'avais offert un million pour prix de l'invention, que j'aurais obtenue indubitablement sans nos malheureuses circonstances³¹, j'en serais venu à prohiber le coton, si je n'eusse pu le naturaliser sur le continent.

30. Christophe-Philippe Oberkampf (1738-1815), industriel d'origine allemande, fondateur de la manufacture royale des toiles imprimées (indiennes), créateur de la toile de Jouy. (JMS)

31. En effet, le lin se file aujourd'hui comme le coton, à Verviers et à Liège. (LC)

Je ne m'occupais pas moins d'encourager les soies. Comme Empereur et Roi d'Italie je comptais cent vingt millions de rente en récolte de soie.

« Le système des licences était vicieux sans doute ! Dieu me garde de l'avoir posé comme principe. Il était de l'invention des Anglais ; pour moi, ce n'était qu'une ressource du moment. Le système continental lui-même dans son étendue et sa rigueur, n'était, dans mes opinions, qu'une mesure de guerre et de circonstance.

« La souffrance et l'anéantissement du commerce extérieur, sous mon règne, étaient dans la force des choses, dans les accidents du temps. Un moment de paix l'eût ramené aussitôt à son niveau naturel. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 24 juin 1816.

Artillerie. – Son Usage. – Ses vices. – Anciennes Écoles.

L'Empereur avait passé les vingt-quatre heures entières, disait-il, dans ses *Moniteurs* sur la Constituante. Il s'en était amusé comme d'un roman. Il y voyait, observait-il, poindre les hommes qui ont plus tard joué un si grand rôle. Toutefois il avouait qu'il était nécessaire d'avoir une idée des ressorts extérieurs, autrement ce qu'on lisait sur cette assemblée perdait beaucoup de son intérêt, de sa couleur ; demeurait souvent même inintelligible. L'esprit des premiers moments, les premiers intérêts de la révolution, demeureraient entièrement souterrains, etc.

Après dîner l'Empereur a beaucoup parlé sur l'artillerie. Il eût désiré plus d'uniformité dans les pièces, moins de subdivision. Le général était souvent hors d'état de juger leur meilleur emploi, et rien ne pouvait être supérieur aux avantages de l'uniformité dans tous les instruments et tous les accessoires.



Bonaparte à côté de ses artilleurs au pont de Lodi.

L'Empereur se plaignait qu'en général l'artillerie ne tirait pas assez dans une bataille. Le principe à la guerre était qu'on ne devait pas manquer de munitions : quand elles étaient rares, c'était l'exception ; hors de cela, il fallait toujours tirer. Lui, qui avait souvent manqué périr par des boulets perdus, qui savait de quelle importance c'eût été pour le sort de la bataille et de la campagne, il était d'avis de tirer sans cesse, sans calculer les dépenses des boulets. Bien plus, s'il eût voulu,

disait-il, fuir le poste du danger, il se serait mis à trois cents toises plutôt qu'à huit cents : à la première distance les boulets passent souvent sur la tête ; à la seconde, il faut que tous tombent quelque part.

Il disait qu'on ne pouvait jamais faire tirer les artilleurs sur les masses d'infanterie, quand ils se trouvaient attaqués eux-mêmes par une batterie opposée. C'était lâcheté naturelle, disait-il gaîment, violent instinct de sa propre conservation. Un artilleur parmi nous se récriait contre une telle assertion. – « C'est pourtant cela, continuait l'Empereur, vous vous mettez aussitôt en garde contre qui vous attaque ; vous cherchez à le détruire, pour qu'il ne vous détruise pas. Vous cessez souvent votre feu, pour qu'il vous laisse tranquille et qu'il retourne aux masses d'infanterie, qui sont pour la bataille d'un bien autre intérêt, etc. »

L'Empereur revenait souvent sur le corps de l'artillerie au temps de son enfance : c'était le meilleur, le mieux composé de l'Europe, disait-il ; c'était un service tout de famille, des chefs entièrement paternels, les plus braves, les plus dignes gens du monde, purs comme de l'or ; trop vieux, parce que la paix avait été longue. Les jeunes gens en riaient parce que le sarcasme et l'ironie étaient la mode du temps ; mais ils les adoraient, et ne faisaient que leur rendre justice³².

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

32. Napoléon, dans ses dernières volontés, s'est ressouvenu de ce sentiment, et l'a consacré par un legs en faveur des enfants ou des petits-enfants du baron Dutheil, son ancien chef d'artillerie : « Comme souvenir de reconnaissance, est-il écrit de sa main, pour les soins que ce brave général prit de nous, lors que nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres. » (LC)

Mardi 25 juin 1816.


Nous avons reçu le troisième et dernier envoi des livres apportés par la frégate. L'Empereur s'est beaucoup fatigué en travaillant lui-même au déballage.

Sur les trois heures, l'Empereur a reçu plusieurs présentations, entre autres l'Amiral et sa femme. Il s'est trouvé souffrant, et a dîné dans son intérieur avec le Grand-Maréchal.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mercredi 26 juin 1816.

Mes instructions et mes dernières volontés sur l'impression des Campagnes d'Italie. – Idées de l'Empereur sur le général Drouot. – Sur la bataille d'Hohenlinden.

L'Empereur m'a fait venir avec mon fils, et nous a assigné notre travail dans les *Moniteurs* pour l'accomplissement et la vérification des chapitres de notre campagne d'Italie. } 

L'Empereur, bien qu'il en eût dit précédemment, n'avait pourtant pas repris son travail, et je me réjouis fort d'une circonstance qui semblait devoir provoquer enfin une ferveur nouvelle.

Il s'agissait de recueillir dans le *Moniteur* tous les rapports, les lettres officielles, de manière à en composer les pièces, justificatives. L'Empereur voulait qu'elles fussent classées, et que nous en évaluassions l'étendue, afin qu'il pût calculer d'un trait de plume celle de l'impression, en m'observant de nouveau que tous ces soins étaient

désormais les miens ; que je ne travaillais plus là que pour moi. Douces paroles, auxquelles le son de sa voix, l'air de familiarité, toute son expression donnaient bien plus de prix encore que leur signification !

L'Empereur m'a dit si souvent que cette relation des campagnes d'Italie porterait mon nom, qu'il me la donnait, qu'elle serait mienne, que je puis bien m'abandonner peut-être au rêve de leur impression future, et tracer ici déjà mes idées à cet égard, afin que mon fils, les recueillant, puisse les suivre, si cet instant arrivait trop tard pour moi.

L'Empereur me donne là un monument précieux, magnifique, national ; ne le compromettons, ne le dégradons pas. Aussi, point de spéculations à son sujet, nul bénéfice détrimental surtout. Et ce n'est pas assez encore ; je veux en outre l'entourer de soins et de détails de sentiments qui lui soient tout particuliers.

Ainsi, 1° Garder la propriété de l'ouvrage : il formera au plus quatre volumes.

2° Faire les frais de l'impression, et la soigner soi-même.

3° Rechercher s'il n'y aurait pas moyen que les cartes fussent faites par des officiers de l'armée d'Italie ; l'impression composée et exécutée par des ouvriers sortis de la même armée, ainsi que le libraire, etc. Ce concours serait heureux, j'y attacherais le plus grand prix.

4° Comme il n'y a pas un mot dans cette relation qui ne vienne de l'Empereur, que c'est de son entière dictée, ne permettre, sous aucun prétexte, la plus légère altération ni correction, etc., à moins que ce ne fût par quelque note qui en donnât le motif ou l'explication.

5° Composer son introduction du résumé de tout ce que j'ai recueilli dans mon Journal sur les premières années de l'Empereur, antérieures au commencement de sa relation.

6° Tirer cent exemplaires, sans aucune épargne de frais, et avec tout le luxe possible, pour être vendus, quelque soit d'ailleurs leur véritable valeur intrinsèque ; *mille francs pièce*. On pourra joindre à chacun de ces exemplaires, non pas un *fac-similé*, mais quelques lignes de l'écriture véritable de Napoléon, dont j'ai une certaine quantité en mes mains.

7° Garder en réserve une seconde centaine d'exemplaires pareils aux précédents, pour être vendus avec le temps, si les premiers sont épuisés, à *cinq cents francs*.

8° Après ces deux cents exemplaires, ne plus tirer que sur du papier le plus commun et aux moindres frais possibles, de manière à pouvoir livrer l'ouvrage à un très bas prix. Tout invalide de l'armée d'Italie le recevra gratis, tout soldat blessé ne le paiera que moitié, et tout officier les trois quarts.

9° Traiter avec un libraire anglais, un allemand, un russe, un italien et un espagnol, de manière à leur assurer une traduction antérieure à tous leurs confrères, sans autre rétribution de leur part que l'obligation de prendre cinq cents exemplaires français, ou de s'engager eux-mêmes, s'ils le préfèrent, à répandre les cinq cents premiers exemplaires de leur édition avec le texte français en regard.

10° Enfin, si le bénéfice de l'ouvrage le permet, imprimer comme complément et suite de l'ouvrage, les rôles de l'armée d'Italie, qu'on pourra se procurer sans doute aux archives de la guerre. Si mon fils

venait à avoir d'autres idées, ou qu'on lui en procurât de meilleures, il les joindra à celles-ci, ou leur donnera la préférence, si elles le méritent. Un moyen sûr d'en obtenir et de ne pas se tromper à cet égard, serait de s'entourer d'un petit comité de membres de cette armée d'Italie qui eussent le même zèle pour cet ouvrage.

N. B. : Cet article, ainsi que plusieurs autres, ne se trouve ici que parce que le *Mémorial* n'est que la répétition fidèle du manuscrit tel qu'il fut composé dans les temps, sur les lieux mêmes.

Un critique anonyme, dont, au demeurant, j'ai peu ou point à me plaindre, dans un volume que beaucoup ont pris pour la suite du *Mémorial*, parce qu'il en porte le titre, revient à plusieurs reprises, et avec une espèce de malice, sur ce qui s'y trouve dit relativement aux Campagnes d'Italie, suggérant des doutes ou exprimant de la surprise touchant la destination que je rapporte avoir été si souvent exprimée par Napoléon. « Comment, se demande-t-il, s'il en était ainsi, l'auteur du *Mémorial* n'a-t-il que des fragments de ces Campagnes ? » Ce critique trouve bien plus naturel que Napoléon les ait mises dans les mains du général Montholon, comme plus versé dans les affaires de guerre, et il conclut par faire l'observation que, dans tous les cas, le fait demeure en opposition avec la promesse de Napoléon, puisque c'est M. de Montholon qui publie aujourd'hui ces Campagnes d'Italie.

Mais le critique anonyme, s'il eût lu le *Mémorial* avec attention, aurait vu que les paroles de Napoléon, à cet égard, répétées si souvent dans ce Journal, ne se bornaient pas à des conversations privées ; mais qu'elles avaient été prononcées devant tous et même à table, si bien qu'il n'est aucun de nous, ni même aucun des gens qui ne pût être appelé en témoignage, et cette circonstance dès lors eût dû prendre, aux yeux du critique, le caractère de la notoriété. Voilà pour ses doutes.

Quant à ses diverses objections et à la surprise, je réponds qu'en lisant attentivement encore,

1° Il eût trouvé, au 29 décembre 1816, tome VIII, et ailleurs, pourquoi l'auteur du *Mémorial* ne se trouve posséder que quelques fragments de la Campagne d'Italie.

2° Il eût lu, de décembre 1817 à mars 1818, même volume, que le général Bertrand, depuis mon retour en Europe, m'écrivait de Longwood pour m'annoncer ces Campagnes dès qu'on pourrait saisir l'occasion favorable.

3° Il aurait appris dans plusieurs endroits, qu'en écrivant sous la dictée de Napoléon, nous nous en tenions strictement à ses seules paroles, et qu'il eût trouvé fort mauvais que nous nous fussions permis aucune altération de notre chef ; dès lors l'ignorance de la guerre dans l'un ou l'habileté dans tout autre serait entièrement étrangère à la chose.

4° Enfin, quant à la contradiction mentionnée par l'anonyme entre le fait et la promesse de Napoléon, je ferai remarquer que plusieurs années s'étaient écoulées depuis qu'on m'avait arraché d'auprès de Napoléon, que j'étais à deux mille lieues de lui, que sur sa fin il avait même lieu de douter que j'existasse encore ; et on comprendra facilement qu'en cet état de chose l'absence, le temps et la distance ont pu créer en lui bien des motifs d'altérer sa résolution première ; d'ailleurs, n'était-il pas le maître d'altérer cette résolution suivant sa simple fantaisie ; et puis, c'est qu'il a adopté, dans ses derniers moments, une mesure bien plus entière, bien plus complète que celle des publications partielles, mesure de laquelle j'ai été le premier à me féliciter, celle de réunir entre les mains des exécuteurs testamentaires tout ce qu'il avait dicté, avec instruction d'en publier une édition de luxe dédiée à son fils.

— { Aujourd'hui à dîner, l'Empereur passait encore en revue ses généraux. Il a fait l'éloge de beaucoup d'entre eux ; la plupart n'existent plus. Il élevait au plus haut point les talents et les facultés du *général Drouot*³³. Tout est problème dans la vie, disait-il ; ce n'est que par le connu qu'on peut arriver à l'inconnu. Or, il connaissait déjà, observait-il, comme certain dans le général Drouot, tout ce qui pouvait en faire un grand général. Il avait les raisons suffisantes pour le supposer supérieur à un grand nombre de ses maréchaux, il n'hésitait

33. Antoine Drouot (1774-1847), général d'artillerie, comte de l'Empire. (*JMS*)



Le général Antoine Drouot.

pas à le croire capable de commander cent mille hommes. « Et peut-être ne s'en doute-t-il pas, ajoutait-il, ce qui ne serait en lui qu'une qualité de plus. »

Il est revenu sur la bravoure prodigieuse de Murat et de Ney, dont le courage, disait-il, devançait tellement le jugement ! Et voilà l'énigme, concluait-il après quelques développements, de certaines actions dans certaines gens ; l'inégalité entre le caractère et l'esprit : elle explique tout.

La conversation a conduit à la bataille *d'Hohenlinden*³⁴, si célèbre. « C'était, disait l'Empereur, une de ces grandes actions enfantées par le hasard, obtenues sans combinaisons. Moreau, répétait-il alors, n'avait point de création, il n'était pas assez décidé ; aussi valait-il mieux sur la défensive. Hohenlinden avait été une échauffourée ; l'ennemi avait été frappé au milieu même de ses opérations, et vaincu par des troupes qu'il avait lui-même déjà coupées et qu'il devait détruire. Le mérite en était surtout aux soldats et aux généraux des corps partiels qui s'étaient trouvés le plus en péril et avaient combattu en héros. »

Nous disions à l'Empereur, au sujet de sa campagne d'Italie, des victoires rapides et journalières dont elle avait occupé la renommée, qu'il avait dû avoir bien des jouissances. « Aucune, répliquait-il.

34. 3 décembre 1800. (JMS)

– Mais au moins Votre Majesté en a bien procuré au loin ? – Cela se peut ; au loin on ne lisait que le succès, on ignorait la position. Si j’avais eu des jouissances, je me serais reposé ; mais j’avais toujours le péril devant moi, et la victoire du jour était aussitôt oubliée, pour s’occuper de l’obligation d’en remporter une nouvelle le lendemain, etc., etc. »

Hohenlinden, Moreau, me rappellent une opinion bien caractéristique d’un général très distingué (Lamarque). Il avait été attaché à Moreau, s’était trouvé longtemps sous ses ordres, et cherchant à me faire comprendre la différence du faire de ce général avec celui de Napoléon, il disait : « Si leurs deux armées eussent été en présence, et qu’on eût eu quelque temps à se retourner, je me serais mis dans les rangs de Moreau, tant il y aurait eu de régularité, de précision, de calcul : il était impossible de lui être supérieur à cet égard, peut-être même de l’égaliser. Mais si les deux armées étaient venues au-devant l’une de l’autre, à la distance de cent lieues, l’Empereur eût escamoté trois, quatre, cinq fois son adversaire avant que celui-ci eût eu le temps de se reconnaître. »



Victor Moreau, Général en chef de l'armée du Rhin.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Jeudi 27 juin 1816.

Les rats, vrai fléau pour nous, etc. – Impostures de lord Castlereagh. – Héritières françaises.

Nous avons failli n'avoir point de déjeuner : une irruption de rats qui avaient débouché de plusieurs points dans la cuisine durant la nuit, avait tout enlevé. ¶ Nous en sommes littéralement infestés ; ils sont énormes, méchants et très hardis ; il ne leur fallait que fort peu de temps pour percer nos murs et nos planchers. La seule durée de nos repas leur suffisait pour pénétrer dans le salon, où les attirait le voisinage des mets. Il nous est arrivé plus d'une fois d'avoir à leur donner bataille après le dessert ; et un soir, l'Empereur voulant se retirer, celui de nous qui fut lui prendre son chapeau, en fit bondir un des plus gros. Nos palefreniers avaient voulu élever des volailles, ils durent

y renoncer, parce que les rats les leur dévoraient toutes. Ils allaient jusqu'à les saisir la nuit, perchées sur les arbres.

Aujourd'hui, l'Empereur traduisant une espèce de revue ou journal dans lequel il se trouvait que lord Castlereagh³⁵, dans une grande assemblée publique, avait prononcé que Napoléon, depuis sa chute même, n'avait pas fait difficulté de dire que tant qu'il



Robert Stewart, lord Castlereagh.

35. Robert Stewart, lord Castlereagh (1769-1822) diplomate britannique, représentant le Royaume-Uni au congrès de Vienne. À cette occasion il fait interdire la traite négrière. (JMS)

eût régné il eût continué de faire la guerre à l'Angleterre, n'ayant jamais eu d'autre but que de la détruire.

L'Empereur n'a pas pu s'empêcher de se sentir aiguillonné par ces paroles. « Il faut, a-t-il dit avec indignation, que lord Castlereagh soit bien familier avec le mensonge, et qu'il compte bien sur la bonhomie de ses auditeurs. Serait-il donc possible que leur bon sens leur permît de croire que j'aurais dit une pareille sottise, lors même qu'elle eût été dans ma pensée... »

Plus loin se lisait encore que lord Castlereagh avait dit en plein parlement que si l'armée française était si fort attachée à Napoléon, c'est qu'il faisait une espèce de conscription de toutes les héritières de l'Empire, et qu'il les distribuait ensuite à ses généraux. « Ici, a repris encore l'Empereur, lord Castlereagh se ment de nouveau à lui-même. Il est venu au milieu de nous ; il a vu nos mœurs, nos lois, la vérité ; il doit être sûr qu'une pareille chose était impossible, tout à fait au-dessus de ma puissance. Pour qui prendrait-il donc notre nation ? Les Français étaient incapables de souffrir jamais une telle tyrannie. Sans doute j'ai fait beaucoup de mariages, et j'eusse voulu en faire des milliers d'autres : c'était un des grands moyens d'amalgamer, de fondre en une seule famille des factions inconciliables. Si j'eusse eu plus de temps à moi, je me serais occupé de tendre ces unions aux provinces réunies, même à la confédération du Rhin, afin de resserrer davantage ces portions éparses ; mais dans tout cela je n'ai jamais employé que mon influence, jamais mon autorité. Lord Castlereagh n'y regarde pas de si près ; sa politique a besoin de me rendre odieux ; tous les moyens lui sont bons : il ne recule devant aucune calomnie ; il se trouve à son aise pour cela ; je suis dans les fers, il a pris tous les moyens de me tenir la bouche fermée, de me rendre impossible toute réplique, et je suis à mille lieues du théâtre ; il est donc bien posté,

rien ne le gêne ; mais certes c'est là le comble de l'impudence, de la bassesse, de la lâcheté ! »

Voici, du reste, un exemple qui peut servir de preuve aux assertions émises plus haut par Napoléon ; j'en tiens le récit de la bouche même du premier intéressé : M. d'Aligre avait une fille, héritière immense : il vint à la pensée de l'Empereur de la marier à M. de Caulaincourt, duc de Vicence. L'Empereur l'affectionnait beaucoup ; on le regardait comme une espèce de favori ; ses qualités personnelles non moins que ses emplois, en faisaient un des premiers personnages de l'Empire. L'Empereur n'imaginait donc pas qu'il pût se présenter le moindre obstacle à cette union. Il mande M. d'Aligre, qui venait souvent à la cour, et lui fait sa demande ; mais M. d'Aligre avait d'autres vues, et s'y refusa. Napoléon le retourna de toutes manières ; M. d'Aligre fut inébranlable. En me le racontant, il me laissait apercevoir qu'il croyait avoir montré beaucoup de courage, et en effet, il en avait tout le mérite ; car il pensait, ainsi que nous tous, qu'il était très dangereux de contrarier les volontés de l'Empereur : il se trompait ainsi que nous ; nous ne le connaissions pas. Je sais aujourd'hui que la justice privée et surtout les droits de famille sont tout puissants sur lui aussi je ne sache pas que M. d'Aligre ait jamais eu à souffrir ou à se plaindre pour son refus.

{| Après le dîner l'Empereur a essayé vainement quelques romans de Pigault-Lebrun et autres de même nature ; mais après avoir feuilleté quelques pages de chacun, il les a rejetés tous, disant qu'ils étaient aussi par trop de mauvais goût. }|

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 28 juin 1816.

Détails du gouverneur sur les dépenses à Longwood, etc.

Vers une heure l'Empereur m'a fait venir avec mon fils. Nous lui avons apporté le premier chapitre des campagnes d'Italie avec le nouveau travail qui le complète. Il nous a tenus jusqu'à près de six heures.

¶ Le gouverneur était entré chez le Grand-Maréchal, et lui avait fait pressentir vaguement des réductions à Longwood. Il avait naïvement exprimé qu'on avait pensé à Londres que la liberté qui nous avait été offerte de revenir en Europe, eût diminué de beaucoup l'entourage de l'Empereur. Il avait dit aussi, sans que le Grand-Maréchal pût bien le comprendre, que si nous avions de la fortune à nous, nous pouvions nous aider de notre argent, et tirer sur nous-mêmes, ainsi que je l'avais déjà fait, observait-il, etc., etc. Il a dit que son gouvernement n'avait entendu donner à l'Empereur qu'une table journalière de quatre personnes au plus, et de ne lui permettre qu'un dîner prié par semaine... Quels détails !... Aurait-il eu la pensée d'insinuer que quant à nous, nous devons payer pension, et entrer, à l'avenir, pour quelque chose dans la dépense de la maison. Qu'on ne le regarde pas comme incroyable ; nous apprenons journellement ici à croire que tout est possible.

Dans un autre moment, l'Empereur, revenant sur une lecture qu'il venait de faire, et où se trouvait l'histoire d'une Irlandaise au sujet de laquelle Goldsmith le maltraitait fort, se rappelait très bien, disait-il, que se rendant à Bayonne au château de Marrach, à la fête que lui donna la ville de Bordeaux il vit aux côtés de l'impératrice Joséphine une figure charmante, de la plus grande beauté ; il en fut vivement frappé. On ne fut pas sans s'apercevoir de l'impression qu'elle avait causée. Elle avait été prévue et ménagée à dessein. « Et Dieu sait, dit

l'Empereur, pour quelles intentions. C'était une nouvelle lectrice de l'impératrice Joséphine. Cette jeune personne suivit donc au château de Marrach, et elle n'eût pas manqué de faire de grands progrès. Elle occupait déjà véritablement la pensée, quand celui qui avait le secret des postes vint détruire le charme, en m'envoyant directement une lettre adressée à la jeune personne. Cette lettre était de sa mère ou de sa tante, laquelle était Irlandaise ; on y stylait la petite personne, on lui traçait le rôle qu'elle devait jouer, on lui recommandait de l'adresse, et on insistait surtout pour qu'elle ne manquât pas de se ménager à propos et à tout prix des traces vivantes qui pussent prolonger sa faveur ou lui réserver de grands rapports d'intérêt. À cette lecture, toute illusion s'évanouit, disait l'Empereur ; la saleté de l'intrigue, la turpitude des détails, le style, la main qui l'avait tracé, mais par-dessus tout encore son titre d'étrangère, amenèrent un dégoût immédiat, et la petite et jolie Irlandaise fut en effet, comme le dit Goldsmith, mise dans une chaise de poste, et soudainement acheminée vers Paris. Et voilà que j'apprends, nous disait l'Empereur, qu'un libelliste m'en fait un crime, lorsqu'au fait c'était bien plutôt de ma part une vertu, un acte de continence dont je pourrais me vanter à plus juste titre peut-être que le fameux, Scipion ; mais c'est ainsi qu'on écrit l'histoire. »

L'Empereur, après le dîner, dans l'embarras de ce que nous lirions, a dit, que puisqu'il était reconnu que nous n'avions pas assez d'esprit pour faire chacun notre contenu notre histoire, nous devons nous condamner du moins à choisir chacun à notre tour notre lecture du soir ; et il a commencé par indiquer pour son compte le poème de la Pitié, de l'abbé Delille³⁶. Il a trouvé les vers bien faits, le langage pur, les idées agréables ; mais pourtant c'était encore, observait-il, sans

36. Jacques Delille (1738-1813), dit l'abbé Delille, poète, traducteur de Virgile et de Milton (*Le paradis perdu*), titulaire de la chaire de poésie latine au Collège de France et académicien. Il jouissait d'une grande popularité. (JMS)



Frontispice *La Pitié*,
poème de l'abbé Delille.

création et sans chaleur. C'était supérieur de versification à Voltaire, sans doute ; mais bien loin encore de nos autres grands maîtres.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 29 juin 1816.

L'Empereur a déjeuné dans le jardin, et nous y a fait tous appeler. Après déjeuner, il a fait quelques tours de promenade. Il était en gaité, il nous plaisantait tour à tour. À l'un, c'était sur la beauté et l'élégance de son logement ; à l'autre, sur les sommes que le

gouverneur avait payées pour lui, que la belle layette de son enfant allait grossir encore ; à moi, sur le goût que le gouverneur semblait prendre à mes lettres de change, qui le portaient à désirer que les autres en fissent autant. Il riait et s'amusait beaucoup de nos récriminations. Le temps, qui a changé subitement, a fait rentrer l'Empereur presque aussitôt.

Après dîner, l'Empereur a lu quelques passages de Milton, traduits par l'abbé Delille. Il en trouvait la versification fort inférieure au poème de *la Pitié* ; et en effet c'était un ouvrage de commande, lui apprit-on, souscrit par un certain nombre d'intéressés, durant l'émigration du poète à Londres.

Pendant toute la promenade en calèche, la conversation a roulé sur nos rois et leurs maîtresses : Mmes de Montespan, de Pompadour, du Barry, etc. On a vivement discuté le principe } ; les opinions étaient différentes, et on les a chaudement défendues. L'Empereur s'était amusé à flotter alternativement entre les opinions opposées. Il a fini concluant toutefois en l'honneur de la morale.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 30 juin 1816.

Historique politique de la cour de Londres, durant notre émigration ; Georges III ; M. Pitt ; le prince de Galles. – Anecdotes, etc., etc. – Les Nassau. – Retour remarquable de Napoléon sur lui-même, etc.

L'Empereur m'a fait appeler de bonne heure pour déjeuner avec lui ; il était triste, *sourcilieux*, peu causant ; les paroles ne venaient pas. Le hasard ayant ramené la citation de Londres et de mon émigration, l'Empereur m'a dit, comme pour fixer un sujet et trouver une distraction : « Mais à Londres, vous devez avoir vu la cour, le roi, le prince de Galles, M. Pitt, M. Fox, et autres grands personnages qui figuraient alors ? Dites-moi ce que vous en savez ? Quelle était l'opinion ? Faites-moi un historique ? – Sire, Votre Majesté oublie en ce moment, ou n'a peut-être jamais bien su la position d'un émigré à Londres. Je doute qu'on nous eût reçus à la cour ; le bon vieux Georges III était plein d'intérêt pour nos malheurs individuels ; mais il répugnait fort à nous avouer politiquement. Et eût-on voulu nous y recevoir, nos moyens ne nous permettaient pas d'y paraître. Je n'ai donc pas été à la cour. Toutefois, j'ai vu la plupart de ceux que mentionne Votre Majesté, et surtout j'en ai entendu beaucoup parler.

J'ai vu et entendu le roi, de très près, plusieurs fois à la chambre des Pairs ; le prince de Galles, dans les mêmes circonstances et de plus dans les cercles de la capitale. Et puis, il n'en est pas de Londres comme de la France ; on n'y retrouve pas cette immense distance entre la cour et la masse de la nation : le pays est si ramassé, les lumières si générales, l'éducation si rapprochée, l'aisance si commune, la sphère d'activité si rapide, que toute la nation semble être dans le même lieu et sur le même plan, et qu'à la vue de cet ensemble, qu'on pourrait dire distingué, on est tenté de se demander *où est le peuple*, ce qui est en effet la question que l'on prête à Alexandre lors de sa visite à Londres. Il en résulte donc qu'ayant vu beaucoup de monde de toutes les classes, de tous les états, de toutes les opinions, je dois avoir reçu des notions qui nécessairement peuvent fort approcher de la vérité. Malheureusement alors je m'occupais peu d'observer et de recueillir, et je crains bien qu'aujourd'hui, après un si long temps, tous ces objets ne sortent que très confusément de ma mémoire.

« Georges III³⁷ était le plus honnête homme de son empire ; ses vertus privées le rendaient pour tous un objet de vénération profonde ; une extrême moralité, un grand respect pour les lois, furent le principal caractère de toute sa vie. Roi à vingt ans, et vivement épris des charmes d'une belle Écossaise des premières familles du pays, on craignait fort qu'il ne voulût l'épouser ; mais il suffit de lui rappeler que c'était contraire à la loi, et il consentit dès cet instant à épouser celle qu'on lui désignerait : ce fut une princesse de Mecklenbourg. Dans sa douleur, il la trouva fort laide, et elle l'était en effet beaucoup ; néanmoins Georges III est demeuré toute sa vie un époux exemplaire ; jamais on ne lui a connu la moindre distraction.

37. George III (1738-1820), roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.



🔍 Le roi George III du Royaume-Uni, par Beechley.

« L'avènement de Georges III a été une véritable révolution politique en Angleterre : les prétendants avaient fini ; la maison de Hanovre se trouvait désormais assise ; les *wighs*, qui l'avaient placée sur le trône, furent évincés de l'administration : c'étaient des surveillants incommodes, dont on n'avait plus besoin ; elle fut ressaisie par les *torys*, ces amis du pouvoir, qui l'ont toujours conservée depuis, au grand détriment des libertés publiques.

« Toutefois, le roi personnellement était exempt de passion à cet égard : il aimait sincèrement les lois, la justice, et surtout le bien-être et la prospérité de son

pays. Si l'Angleterre a pris un parti si violent contre notre révolution française, c'est bien moins à Georges III qu'il faut s'en prendre qu'à M. Pitt³⁸, qui en fut le véritable boute-feu. Celui-ci était mû par la haine extrême qu'il portait à la France, héritage de son père, le grand Chatham ; et aussi par une vive tendance vers le pouvoir de l'oligarchie. M. Pitt, au moment de notre révolution, était l'homme de la nation ; il gouvernait l'Angleterre ; il entraîna le roi, qu'on gagnait toujours par des faits ; et il faut convenir que les excès et les souillures de notre premier début étaient, sous ce rapport, des armes bien

38. William Pitt le Jeune (1759-1806), deuxième fils de William Pitt l'Ancien, fut premier ministre britannique de 1783 (à 24 ans) à 1801, puis de 1804 à 1806. (JMS)

favorables aux dispositions et à l'éloquence de M. Pitt. Sire, il est à croire que si l'infortuné Georges III eût conservé sa raison, Votre Majesté en eût à la fin tiré aussi un grand parti, parce qu'elle lui eût présenté d'autres faits, et qu'il s'y serait rendu. Georges III avait sa nature et sa mesure de caractère : elle était en harmonie avec ses conceptions intellectuelles ; il voulait savoir, être convaincu. Une fois sa route prise, il était difficile de l'en faire sortir ; toutefois ce n'était pas impossible ; son bon sens laissait de grandes ressources.

« Sa maladie, sous ce rapport, a été un fléau pour nous, un fléau pour l'Europe, un fléau pour l'Angleterre même, qui commence à revenir de la haute opinion qu'elle avait conçue de M. Pitt, dont elle ressent aujourd'hui les funestes erreurs.



William Pitt le jeune, par Hoppner.

« Ce fut le premier accès de la maladie du roi qui fixa la réputation de M. Pitt et son crédit. À peine au-dessus de vingt-cinq ans, il osa lutter seul contre la masse de ceux qui abandonnaient le roi, le croyant perdu, contre la masse de ceux qui se hâtaient de proclamer son incapacité, pour se saisir du pouvoir sous son jeune successeur. Cette conduite rendit M. Pitt l'idole de la nation ; c'est la belle époque de sa vie ; et son plus doux triomphe a été, sans contredit, de conduire Georges III à

Saint-Paul, allant rendre grâce à Dieu de sa guérison, au milieu d'un concours immense de peuple ivre de joie et de satisfaction. – Mais,

disait l'Empereur, quelle fut la conduite du prince de Galles dans cette circonstance ? – Sire, il faut croire qu'elle fut bonne, toutefois on parla beaucoup alors d'une caricature très maligne qui représentait un jeune homme fort ressemblant, comme de coutume, s'agitant à plat ventre dans le milieu de la rue ; elle portait pour légende : « *Jeune héritier courant ventre à terre féliciter son père sur son retour à la santé.* »

« L'on ne doutait pas que M. Pitt n'eût été, en cette occasion, le véritable sauveur du Roi, ainsi que le sauveur de la paix publique car l'expérience prouva que Georges III avait la capacité de régner encore ; et l'on ne doutait pas que si la régence eût été organisée ainsi que le prétendait l'opposition, cette capacité eût été difficilement reconnue par la suite, et eût sans doute donné lieu à une guerre civile.

« J'ai souvent entendu dire que le dérangement mental de Georges III n'était pas une folie ordinaire, que son aliénation ne venait pas précisément de l'affection locale du cerveau, mais bien de l'engorgement des vaisseaux qui y conduisent ; dérangement produit par une maladie depuis longtemps particulière à cette famille. Son mal, disait-on, était plutôt chez lui du délire que de la folie. La cause cessant, le prince retrouvait aussitôt toutes ses facultés, et avec autant de force que si elles n'avaient subi aucune interruption ; c'est ce qui explique ses nombreuses rechutes et ses nombreux rétablissements. On en donnait pour preuve la force mentale qui avait dû lui être nécessaire pour pouvoir, à l'instant de sa première convalescence, supporter la pompe, le spectacle de la population de Londres réunie sur son passage, et remplissant l'air de ses acclamations.

« Une autre preuve non moins remarquable, c'était, après une seconde rechute, le calme et le sang froid avec lesquels il reçut au spectacle le feu de son assassin en entrant dans sa loge. Il en fut si peu troublé,

qu'il se retourna aussitôt vers la reine, qui se trouvait encore en dehors, pour lui dire de ne pas s'effrayer, que ce n'était qu'une fusée qu'on venait de tirer dans la salle ; et il demeura sans émotion apparente tout le reste du temps. Certes tout cela n'annonçait pas une tête faible. Il est vrai qu'on pourrait opposer à ces choses la permanence du mal dans ses dernières années, s'il est certain qu'il n'eut point de longs intervalles lucides.

Georges III, ce monarque si honnête homme et si bien intentionné, a manqué périr plus d'une fois de la main des assassins ; sa carrière fournit l'exemple de plusieurs tentatives, et je ne crois pas qu'aucun des coupables ait subi la mort, parce que tous se sont trouvés en démente de fanatisme religieux ou politique. La dernière tentative, la plus fameuse, est en 1794, je crois. Le roi arrivait au spectacle, ce qui dans ces temps de crise était une espèce de fête qu'il répétait de temps à autre, comme pour maintenir l'esprit public. En entrant dans sa loge, un homme du parterre l'ajuste avec un pistolet d'arçon, et la balle n'épargna le monarque que parce qu'il se baissait en cet instant pour saluer le public. Qu'on juge du tumulte effroyable ! L'homme ne chercha point à déguiser son forfait ; c'était précisément le fanatique de Schoenbrunn voulant immoler Votre Majesté, et soutenant toujours qu'il n'avait eu d'autre but que la paix et le bonheur de son pays. Le jury le prononça aliéné, et il fut condamné à la réclusion.

« Lors de mon excursion à Londres, en 1814, un hasard singulier m'a mis sous les yeux précisément cet assassin. L'esprit encore tout frais de la mission que Votre Majesté m'avait confiée l'année d'au paravant, concernant les dépôts de mendicité et les maisons de correction, j'eus la fantaisie de visiter ces mêmes établissements en Angleterre. Comme on me montrait Newgate dans le plus grand détail, j'entrai dans une salle où se trouvait un grand nombre de condamnés jouissant d'une

certaine liberté. L'un de ceux qui frappèrent d'abord les regards de mon conducteur, se trouva être Heatfield, qu'il me nomma, et dont je me rappelai aussitôt le nom, lui demandant si ce serait l'assassin de Georges III. C'était lui-même, me dit-il, qui subissait à Newgate la réclusion perpétuelle à laquelle il avait été condamné pour sa folie. J'observai que, dans le temps, cette folie avait été pour le public, ainsi que cela arrive toujours, un objet de beaucoup de doute et de grande contestation. Il me fut répondu que Heatfield était incontestablement fou, mais seulement par crise ; que sa folie d'ailleurs était tellement momentanée, qu'on le laissait passer le jour en ville sur sa parole, et qu'il était le premier à indiquer qu'on fît attention à lui, quand il sentait que son mal allait le reprendre ; et alors mon conducteur l'appela. M'étant hasardé de lui faire quelques questions, il me reconnut aussitôt à mon accent pour Français, et me dit qu'il s'était beaucoup battu contre les nôtres en Flandre. (Il avait été chasseur ou dragon sous le duc d'Yorck.) Il en portait les marques, me disait-il, en me montrant plusieurs balafres ; et pourtant, ajoutait-il, il était loin de les haïr, car ils étaient braves et n'avaient point de tort dans cette affaire ; on avait été se mêler de leurs discussions, qui ne regardaient qu'eux. Et il commençait à s'animer beaucoup, ce qui porta mon conducteur à me faire signe, et à le renvoyer. Il était là sur sa corde délicate, me dit le surveillant, et pour peu qu'on l'y eût tenu, il serait devenu furieux.

« Mais je reviens à Georges III. Le sentiment dominant de ce prince était l'amour du bien public et le bien-être de son pays. Il lui a constamment tout sacrifié : c'est ce qui l'a porté à garder si longtemps M. Pitt, pour lequel il avait conçu une grande répugnance, parce qu'il en était fort maltraité.

« La crise étant des plus grandes pour l'Angleterre, le péril imminent, les talents du premier ministre supérieurs ; celui-ci était donc nécessaire. Abusant de cette circonstance, toute puissante sur l'esprit du monarque, M. Pitt le gouvernait avec dureté et sans aucun ménagement ; à peine lui laissait-il la disposition de la moindre place. Un emploi venait-il à vaquer, le roi avait-il à récompenser quelque serviteur particulier ; il arrivait toujours trop tard, M. Pitt venait d'en disposer, et pour le bien de l'État, disait-il, pour le succès du service parlementaire. Si le roi témoignait trop son mécontentement, M. Pitt avait sa phrase toute prête et toujours la même, il allait se retirer, et céder sa place à un autre. Arriva enfin une circonstance très délicate pour la conscience du Roi, qui était fort religieux : l'émancipation des catholiques d'Irlande, à laquelle il se refusait avec obstination. M. Pitt insistait vivement ; il s'y était engagé, disait-il, et il s'appuya de sa menace ordinaire : pour cette fois le roi le prit au mot ; et dans sa joie de se voir délivré, il répétait le jour même à plusieurs, qu'il venait de se défaire de l'homme qui depuis vingt ans lui donnait de la corne dans le ventre. Et il n'est peut-être pas inutile d'observer ici comme une singularité remarquable, au sujet des mauvais traitements de M. Pitt pour le roi, qu'on a entendu dire à Georges III, que de tous ses ministres, M. Fox, tant accusé de républicanisme, et peut-être avec quelque raison, avait été celui qui, venu à la tête des affaires, lui avait constamment montré le plus d'égards, de déférence, de respect et de condescendance.

« Toutefois tel était sur l'esprit du roi l'ascendant de l'utilité publique, qu'en dépit de toute sa répugnance, il reprit M. Pitt au bout d'un an. On crut, dans le temps, que M. Pitt, en se retirant, avait eu l'adresse d'asseoir au ministère M. Addington, sa créature, afin de s'y replacer bientôt sans obstacle ; mais il a été prouvé plus tard que M. Pitt avait été contraint de recourir lui-même aux intrigues pour

renverser son successeur et obtenir son second ministère, qui d'ailleurs fut peu digne de lui : il n'est plein que des désastres qu'il avait du reste tous provoqués. Et c'est le boulet victorieux d'Austerlitz qui le tua dans Londres.

« Le temps sape chaque jour davantage la réputation de M. Pitt, non dans l'éminence de ses talents, mais dans leur funeste application. L'Angleterre gémit des maux dont il l'a accablée, et dont le plus fatal est l'école et les doctrines qu'il lui a léguées. C'est lui qui a introduit la police en Angleterre, qui a familiarisé ce pays, avec la force armée, et commencé ce système de délation, d'embûches et de démoralisation de toute espèce, si complètement perfectionné par ses successeurs.



Britannia between death and the doctors, caricature de Gillray.

On y voit l'Angleterre mourante, les ministres se disputent, Pitt piétine Fox, la Mort a le visage de Napoléon.

« Sa grande tactique fut d'exciter constamment nos excès sur le continent, et de les montrer ensuite comme un épouvantail à l'Angleterre, qui lui accordait dès lors tout ce qu'il voulait. – Mais vous autres, demandait, l'Empereur, que disiez-vous de tout cela ? Quelle était l'opinion de l'émigration ? – Sire, répondais-je, nous autres nous voyions tous et toujours dans la même lorgnette ; ce que nous avions dit le premier jour de notre émigration, nous le répétons encore le dernier jour de notre exil. Nous n'avions pas avancé d'un pas ; nous étions devenus, nous demeurions peuple. M. Pitt était notre oracle ; tout ce que disaient lui, Burke, Windham et les plus fougueux de ce côté nous semblait délicieux ; ce qu'objectaient leurs adversaires, abominable. Fox, Sheridan, Gray, n'étaient pour nous que d'infâmes jacobins, jamais nous ne leur avons donné d'autres épithètes. – C'est bien, disait l'Empereur ; mais reprenez votre Georges III.

« – Ce prince vertueux aimait par-dessus tout la vie privée et les soins de la campagne ; il consacrait le temps que lui laissaient les affaires, à la culture d'une ferme à peu de milles de Londres ; et il ne retournait guère à la capitale que pour ses levers réguliers ou les conseils extraordinaires que nécessitaient les circonstances, et il retournait aussitôt à ses champs, où il vivait sans faste et *en bon fermier*, disait-il lui-même. Quant aux intrigues ; elles demeuraient à la ville autour des ministres et parmi eux.

« Georges III eut beaucoup de chagrins domestiques. Il eut pour sœur cette Mathilde, reine de Danemark, dont l'histoire est un si malheureux roman ; ses deux frères lui donnèrent beaucoup de contrariétés par leur mariage ; et il n'avait pas lieu d'être content de son fils aîné.

« Les deux frères de Georges III étaient le duc de Cumberland et le duc de Gloucester. J'ai beaucoup connu celui-ci en société très privée :

c'était le plus digne, le plus honnête, le plus loyal gentilhomme de l'Angleterre. Tous deux, selon l'esprit de la constitution britannique, n'étaient que d'illustres particuliers totalement étrangers aux affaires.



🔍 Le prince de Galles, futur George IV, en 1809.

Or, il parvint au Roi que l'un d'eux avait épousé ou allait épouser une simple particulière : c'était une grande faute à ses yeux ; il avait fait, lui, un si grand sacrifice pour ne pas la commettre : il s'en fâcha beaucoup ; et comme il envoyait à ce sujet un message au parlement contre celui de ses frères qui s'était rendu coupable, voilà qu'il apprend que l'autre s'est évadé à Calais pour en déclarer autant. C'était comme une fatalité, une véritable épidémie ; car on répandait aussi de tous côtés que l'héritier même du trône

s'était marié secrètement. – Quoi, dit l'Empereur, le prince de Galles ! – Oui, Sire, lui-même : on racontait partout son mariage, qu'on entourait de détails trop peu sûrs pour que je me permette de les hasarder ; mais le fait semblait généralement reconnu. Il est vrai que le prince l'a fait démentir plus tard en plein parlement, par l'organe de l'opposition ; et dès lors, il faut le croire.

« Toutefois je tiens de la bouche même d'un très proche parent de sa prétendue femme, que la chose était positive. Je lui ai entendu jeter feu et flamme lors du mariage solennel du prince, et menacer de se porter à des excès personnels. Cela pouvait donc demeurer un point contesté, qui prenait la couleur inévitable de l'esprit de parti : les uns

soutenaient avec obstination la réalité de ce mariage, tandis que les autres le niaient avec violence. Peut-être pourrait-on concilier cette contradiction en disant que celle que l'on prétendait qu'il avait épousée (Mme Fitz Herbert³⁹), étant catholique, cette circonstance rendait le mariage impossible aux yeux de la loi, et parfaitement nul dans l'héritier de la couronne.

Quoi qu'il en soit j'ai souvent rencontré Mme Fitz Herbert en société : sa voiture était aux armes du prince, et sa livrée, la livrée du prince. Cette dame était beaucoup plus âgée que lui. Au surplus, belle, aimable, de beaucoup de caractère et d'une fierté peu endurente, ce qui la brouillait souvent avec le prince, et amenait entre eux, disait-on, des scènes de violence fort peu dignes d'un rang aussi élevé. C'est dans une dernière querelle de ce genre, lorsque Mme Fitz Herbert avait, assurait-on, fait fermer sa porte obstinément au prince, que M. Pitt eut l'adresse de saisir l'occasion favorable pour le faire consentir à épouser la princesse de Brunswick. – Mais arrêtez-vous, me dit l'Empereur, vous allez, beaucoup trop vite, vous passez ce qui m'intéresse davantage. Sous quels auspices le prince de Galles



Maria Anne Fitzherbert en 1788.

39. Maria Anne Fitzherbert (1756-1837), après avoir été sa maîtresse, elle épousa le prince de Galles de 6 ans son cadet, en 1785. On lui signifia que ce mariage n'était pas valide pour un vice de forme en 1795.

entra-t-il dans le monde ? Quelle fut sa nuance politique ? Son attitude avec l'opposition ? etc. — Sire, ce prince se présenta au public avec tous les avantages de la figure, tous ceux du corps et de l'esprit. Il fut accueilli avec un enthousiasme universel ; mais il développa bientôt ces penchants et ces actes qui, dans le milieu du dernier siècle, semblaient former le rôle obligé des grands seigneurs à la mode. Ce furent la fureur du jeu et ses inconvénients ; les excès de la table et le reste ; surtout un entourage en grande partie réprouvé par l'opinion. Alors les cœurs généreux se resserrèrent, les espérances se ternirent, et la portion intermédiaire, qui partout constitue véritablement la nation, et qui en Angleterre, il faut en convenir, présente la population la plus morale de l'Europe, désespéra de son avenir. C'était un adage reçu en Angleterre, répété surtout parmi le peuple que le prince de Galles ne régnerait jamais ; les diseuses de bonne aventure, les sorciers, disait-on, devaient le lui avoir prédit à lui-même, etc., etc.

« L'opposition, dans les bras de laquelle il s'était jeté, ainsi que cela n'est que trop commun aux héritiers présomptifs ; l'opposition, dont il était l'appui et les espérances, cherchant à s'aveugler ou autrement, se tirait d'affaire, quand on lui exposait tous ces griefs, en répondant qu'il renouvellerait Henri V ; que Henri V avait montré un bien mauvais sujet pour prince de Galles ; mais qu'il était devenu le premier roi de la monarchie, et ils en concluaient que le prince de Galles serait un de leurs plus grands rois. — Mais, disait l'Empereur, est-ce qu'il a pris le parti de la révolution et défendu nos idées modernes ? — Non, Sire, à mesure que la crise des principes allait chez nous en croissant, la décence le forçait de s'éloigner de l'opposition qui en prenait la défense ; il cessait une alliance ostensible, et remplissait le vide de sa vie en s'abandonnant aux plaisirs et à leurs inconvénients ; il était constamment surchargé de dettes, bien que le parlement les eut déjà payées plusieurs fois ; elles l'embarrassaient fort, et

compromettaient son caractère et sa popularité. Ce fut dans une de ces gênes extrêmes combinées avec la querelle de Mme Fitz Herbert, que M. Pitt s'empara du prince, en offrant de faire acquitter encore une fois ses dettes, s'il voulait enfin se rapprocher tout à fait de son père, et consentir à se marier. Il lui fallut en passer par tout ce qu'on voulut, et la main de la princesse de Brunswick fut demandée et obtenue. Mais dans le court intervalle de la négociation, une femme célèbre qui convoitait depuis longtemps de gouverner le prince, trouvant la place vide, s'y établit. On lui prête d'avoir dit quelle y visait depuis vingt-ans ; car elle était encore beaucoup plus âgée que lui, circonstance qui était comme un goût particulier à la famille ; on l'a remarqué aussi dans plusieurs de ses frères. Cette personne fut aussitôt nommée dame d'honneur de la future princesse de Galles ; elle fut même la chercher, et l'amena en Angleterre. Ce furent sous de tels auspices, et sous cette maligne influence, que la nouvelle épouse mit le pied sur le sol britannique. Aussi assure-t-on que cette malheureuse princesse n'eut même pas la douceur de vingt-quatre heures complètes de cet instant privilégié, si significativement appelé par les Anglais la *lune de miel*. Dès le lendemain, les moqueries, les manques d'égards, le mépris demeurèrent son partage.



Caroline de Brunswick,
princesse de Galles, en 1795.



« Tout ce qu'il y avait de généreux, de moral en Angleterre prit parti pour elle, et jeta les hauts cris. Néanmoins, le plus odieux, il faut en convenir, en retomba sur lady***⁴⁰, qui fut accusée d'avoir ensorcelé le Prince. Elle devint l'exécration publique et toutefois le prince, assurait-on, n'avait même pas pour excuse les prestiges de son aveuglement ; car on prétend qu'à la suite d'un repas très gai, au milieu de ses joyeux compagnons, l'un d'eux fut conduit par la conversation, à dire qu'il connaissait la *Mme de Merteuil* de notre roman des *Liaisons Dangereuses*⁴¹. Un grand nombre d'autres s'écrièrent aussitôt qu'ils en



Frances Villiers, lady Jersey,
par Beach.

connaissaient aussi une. Alors le prince, dit-on, proposa follement que chacun écrivit à part son secret. Tous les billets furent jetés dans un vase, et il en sortit autant de lady*** qu'il y avait de convives ; le prince lui-même, n'ayant pas soupçonné une telle unanimité, et n'imaginant pas être reconnu, avait aussi, dit-on, écrit ce nom !!!

« J'ai connu cette lady***, et il faut avouer que sa figure et tout son ensemble répondaient si peu à son âge, qu'il était bien difficile de le deviner. Elle avait tous les charmes de la première jeunesse, rehaussés de toute la grâce des meilleures manières, et je dois dire que dans les cercles où je l'ai vue elle exerçait même une certaine

40. Frances Villiers, lady Jersey (1753-1821).

41. Roman épistolaire de Choderlos de Laclos, publié en 1782. (*JMS*)

attraction de bienveillance ; soit que les mœurs de cet étage disposassent à l'indulgence, soit qu'en effet, elle ne méritât pas toutes les malédictions dont on l'accablait dans la rue.

« Une faculté tout à fait privilégiée dans le prince de Galles, semble avoir été ce que les Anglais appellent le pouvoir de *la fascination*. Il en est doué au dernier degré : on dirait qu'il suffit de sa volonté pour ramener la multitude et corrompre en quelque sorte l'opinion ; il la reconquiert au moindre pas qu'il fait vers elle. Sa vie est pleine de ces pertes, de ces retours de popularité ; et peut-être est-ce la certitude de cet heureux secret qui l'a porté si souvent à affronter, ainsi qu'on le lui a reproché, cette opinion publique. Ses ennemis ont dit de lui qu'il avait porté cette espèce de courage jusqu'à l'héroïsme. Ils lui ont reproché l'audace avec laquelle, sous la condamnation lui-même d'une vie domestique désordonnée, disaient-ils, il s'était acharné à vouloir trouver dans sa femme ce dont il étalait le trop coupable exemple ; inconséquence qu'on ne doit attribuer pourtant, sans doute, qu'aux suggestions funestes de pernicieux conseillers ennemis de sa gloire et de son repos. Toujours est-il certain qu'on a employé contre la princesse, et la corruption la plus basse, et le secours des lois, et toute l'influence de l'héritier du trône ; et tout cela en vain : ce qui, disait-on, faisait le supplice du prince, et le livrait au ridicule ; car on riait de son guignon sans exemple, de ne pouvoir venir à bout de prouver ce que tant d'autres maris paieraient si cher pour tenir secret. La haine s'accrut à chaque nouvelle défaite, et les tourments de la victime avec elle. On la réduisit à une espèce d'exil à quelques milles de Londres ; on la priva de sa fille ; on l'outragea à la vue des souverains alliés venus à Londres. Toutefois, les expressions manifestées par la multitude étaient constamment là pour la venger ; et il fallut en venir à lui faire quitter l'Angleterre, ce qu'on obtint d'elle-même à l'aide des insinuations perfides, peut-être, de quelques prétendus amis. »

Ici l'Empereur m'a interrompu de nouveau, disant que j'omettais encore un point trop essentiel. Quand et comment le prince était-il arrivé au pouvoir royal ? Comment s'était-il arrangé avec l'opposition ? Qu'avait-il fait de ses anciens amis ? – « Sire, ai-je dit, ici finissent mes véritables informations. Il a été un temps où la crise politique a porté Votre Majesté à couper toute communication entre l'Angleterre et la France. Les journaux ne nous parvenaient plus ; les lettres nous étaient interdites ; les deux peuples n'avaient plus rien de commun. Il existe donc en moi une véritable lacune que je craindrais de ne remplir que par de vrais barbouillages. Toutefois, je crois avoir compris qu'après des chutes et des rechutes du vieux Roi, tous les partis s'accordèrent enfin à remettre au prince de Galles la régence, avec le plein exercice de l'autorité souveraine. Alors arriva cette époque tant attendue de changements et d'espérances. Le Ciel s'ouvrait enfin pour cette opposition si longtemps panégyriste du prince ; pour ces anciens amis qui, dès l'enfance, semblaient avoir uni leurs destinées à la sienne. Mais à la grande surprise de tous, et par je ne sais quelle rouerie, dit-on, de lord Castlereagh, rien ne fut changé. Ces anciens ministres, si longtemps l'objet de la réprobation du prince, demeurèrent, et ces amis si chers, si tendres, si longtemps flattés, n'arrivèrent point ! »

« L'opposition jeta les hauts cris ; mais on lui répondit plaisamment, que quand le méchant prince de Galles était devenu un grand roi, son premier acte avait été de repousser son entourage. Cela pouvait être gai ; mais nullement applicable ; car les plus beaux caractères de l'Empire se trouvaient à la tête de cette opposition, et ils étaient loin d'être des *Falstaff* ou autres bouffons et mauvais sujets de la sorte ; aussi montrèrent-ils, dès cet instant pour le prince un éloignement absolu ; les uns ne voulurent plus le voir ; d'autres refusèrent ses invitations ou repoussèrent les avances qui leur étaient faites. On en

cite un pourtant qui par la suite se laissa aller, dit-on, à accepter du prince un dîner privé. Celui-ci recourant à ses moyens constamment victorieux, essaya de lui prouver, avec sa grâce accoutumée, qu'il n'avait pas pu agir différemment, et demanda de lui dire enfin ce dont ses anciens amis pouvaient l'accuser avec justice. Le convive, le cœur encore gros, profita de l'occasion, et lui récapitula sans ménagement tous ses torts ; et le tout avec une telle chaleur que la princesse Charlotte, qui se trouvait à table et penchait peut-être en secret pour l'opinion du convive, se mit à fondre en larmes. Cette scène étant parvenue le lendemain à lord Byron, il la consacra dans des vers qui firent quelque bruit.

« Pleure, fille des Rois, y était-il dit, pleure les fautes de ton père ! Puisse chacune de tes larmes effacer un de ses torts ! Puisse surtout le peuple d'Angleterre, pressentant dans ta douleur son heureux avenir, payer d'un sourire chacun de tes pleurs⁴² !

« En 1814, lors de ma course à Londres, j'ai eu l'honneur d'être présenté au prince de Galles à Carlton-House. – Et que diable alliez-vous faire là ? m'a dit l'Empereur. – Votre Majesté a certainement bien raison ; mais j'y fus conduit par une espèce de point d'honneur ; je crus ne pouvoir pas faire autrement : beaucoup de Français étaient en cet instant à Londres ; j'étais le seul qui eut approché Votre Majesté, porté ses couleurs, suivi la ligne qu'on semblait réprouver en cet instant. Quelqu'un m'ayant dit que les autres ne souffriraient certainement

42. Depuis mon retour en Europe, je me suis procuré ces vers en original. Si ma traduction présente quelque différence, c'est qu'à Sainte-Hélène je citais de mémoire. Les voici :

*Weep daughter of a Royal line, A sire's disgrace, a realm's decay; Ah, happy! if each tear of thine
Could wash a father's fault away!*

*Weep for thy tears are virtue's tears Auspicious to these suffering isles; And be each drop in future years
Repaid thee by thy people's smiles!*

March 1812. (LC)

pas ma présentation, cela me décida. Nous fûmes en effet vingt-deux Français présentés à la fois à un des grands levers du prince, et je dois dire que je ne vis jamais plus de grâce dans les manières, plus de charmes dans l'expression, plus d'harmonie dans tout l'ensemble ; je crus apercevoir le beau idéal du bon ton. Je conçus tout le pouvoir, toute la vérité de cette magie d'enchantement que j'avais entendu si souvent lui attribuer ; et encore en ce moment, Sire, en me retraçant cette belle figure où je croyais lire l'élévation d'âme, l'appréciation, le désir de la gloire, je suis à me demander comment Votre Majesté se trouve ici ; comment des ministres atroces ont pu le faire condescendre à se déclarer le geôlier, le... ! – Mon cher, m'a dit l'Empereur, c'est que peut-être vous n'êtes pas physionomiste, vous avez pris l'auréole de la coquetterie pour celle de la grandeur, l'occupation de plaire pour l'amour de la gloire ; et puis l'amour de la gloire n'est pas précisément sur la figure ; elle se trouve au fond du cœur, et vous ne l'avez pas fouillé⁴³.

« Et ne me traduisiez-vous pas l'autre jour, a continué alors l'Empereur, je ne sais quel papier ou quel ouvrage où il était dit que le prince régent avait fait un grand étalage d'intérêt et de sympathie en faveur des derniers Stuart ; qu'il a mis le plus haut prix à obtenir ce qui leur avait appartenu, ce qu'ils avaient laissé ; qu'il parlait d'élever un monument au dernier d'entre eux. Il y a là-dedans, a observé l'Empereur, encore bien plus de calcul que de magnanimité ; c'est qu'il est soigneux d'affirmer et de consacrer leur extinction. Là commence, se dit-il, sa légitimité, sa sécurité ; et il a raison. Si de mon temps et dans les circonstances où les ministres anglais avaient plongé

43. Depuis ces paroles, la grande victime a succombé !... Moi, son serviteur, j'ai vu commencer ses tortures ; d'autres m'ont transmis les angoisses de sa longue agonie !!!... Elle a expiré !!!... Et l'on n'a cessé de frapper constamment au nom du prince ! Aussi l'immortelle victime a-t-elle laissé, de ses propres mains, ces mots terribles : « Je lègue l'opprobre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre !... » (LC)

l'Angleterre, il se fût trouvé encore quelque jeune Stuart, brave, entreprenant, capable, à la hauteur du siècle, il eût été débarqué en Irlande, escorté des doctrines modernes, et l'on eût vu sans doute le spectacle des Stuart régénérés, chassant à leur tour les Brunswick dégénérés. L'Angleterre aussi eût eu son vingt mars. Et ce que c'est pourtant qu'un trône et tous ses poisons ; à peine y est-on assis, qu'on en ressent la contagion. Ces Brunswick, amenés par les idées libérales, élevés par la volonté du peuple, sont à peine assis qu'ils ne recherchent que l'arbitraire et la toute-puissance ; il leur faut absolument rouler dans l'ornière qui a fait culbuter leurs devanciers ; et cela parce qu'ils sont devenus rois ! Et l'on dirait que c'est la marche inévitable ! Cette belle tige des Nassau, par exemple, ces patrons en Europe d'une noble indépendance, eux dont le libéralisme devrait être dans le sang et jusque dans la moelle de leurs os ; ces Nassau enfin, qui ne seront qu'à la queue par leur territoire, et qui pourraient se placer à la tête par leurs doctrines, on vient à les asseoir sur un trône ; eh ! bien, vous les verrez infailliblement ne s'occuper que de se rendre ce qu'on appelle aujourd'hui légitimes ; en prendre les principes, la marche, les travers, etc. Eh ! mon cher, moi-même après tout, ne m'a-t-on pas fait le même reproche ? et peut-être n'est-ce pas sans quelque apparence de raison, car enfin peut-être bien des nuances se seront dérobées à moi-même. J'ai pourtant déclaré dans une circonstance solennelle, qu'à mes yeux la souveraineté n'était point dans le titre, ni le trône dans son appareil. On m'a reproché qu'à peine au pouvoir, j'avais exercé le despotisme, l'arbitraire ; mais c'est la dictature qu'il fallait dire, et les circonstances m'absoudront assez. Ce qu'on m'a reproché encore, c'est de m'être laissé enivrer par mon alliance avec la maison d'Autriche, de m'être cru bien plus véritablement souverain après mon mariage, en un mot, de m'être cru dès cet instant, Alexandre devenu le fils d'un Dieu ! Mais tout cela était-il bien juste ? Ai-je donc prêté véritablement à de tels travers ? Il m'arrivait une femme

jeune, belle, agréable ; ne m'était-il donc pas permis d'en témoigner quelque joie ? Ne pouvais-je donc, sans encourir le blâme, lui consacrer quelques instants ? Ne m'était-il donc pas permis, à moi aussi, de me livrer à quelques moments de bonheur ? Eût-on donc voulu qu'à la façon de votre prince de Galles, j'eusse maltraité ma femme dès la première nuit ? Ou bien encore, attendait-on que j'eusse fait voler sa tête, à la façon de ce sultan, pour échapper aux reproches de la multitude ? Non, ma seule faute dans cette alliance a été vraiment d'y avoir apporté un cœur trop bourgeois... J'avais si souvent répété que le cœur d'un homme d'État ne devait être que dans sa tête !... Malheureusement ici le mien était demeuré à sa place pour les sentiments de famille ; et ce mariage ma perdu, parce que je croyais surtout à la religion, à la piété, à la morale, à l'honneur de François. Je l'estimais essentiellement !... Il ma cruellement trompé !... Je veux bien qu'on l'ait trompé à son tour ; aussi je le lui pardonne... Mais l'histoire l'épargnera-t-elle ? Si toutefois... »

Et Napoléon a gardé le silence quelques instants, la tête appuyée sur une de ses mains. Puis se réveillant : « Quel roman pourtant que ma vie, a-t-il dit en se levant !!!... Mais ouvrez ma porte et marchons. » Et nous avons parcouru quelque temps les diverses pièces adjacentes.....

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Résumé des trois mois, avril, mai et juin 1816.

J'ai déjà fait observer qu'il était impossible dans un recueil comme le mien, de maintenir, en quoi que ce soit, l'unité d'intérêt et de but ; or, je vais essayer d'y ramener, en retraçant ici en bien peu de mots et sans interruption, les aggravations dont on a frappé l'Empereur pendant ces trois mois ; les mauvais traitements qu'on a multipliés, la détérioration visible de sa santé, l'ensemble de ses habitudes et les principaux objets de sa conversation ; en un mot, le bulletin physique et moral de sa personne.

Dans cette courte période :

1° Un nouveau gouverneur arrive, et il se trouve que c'est un homme à vues fort étroites, ou très méchant ; un caporal avec sa consigne, et non un général avec ses instructions.

2° On exige de chacun des captifs une déclaration comme quoi il se soumet d'avance à toutes les restrictions qu'on pourrait imposer à Napoléon ; le tout dans l'espoir de les détacher de sa personne.

3° On nous communique officiellement la convention des souverains alliés, qui, sans autre forme de procès, proclament et consacrent l'ostracisme, l'emprisonnement de Napoléon.

4° Nous recevons le bill du parlement d'Angleterre, qui convertissait en loi l'acte oppressif des ministres anglais sur la personne de Napoléon.

5° Enfin, des commissaires viennent, au nom de leurs monarques, surveiller les chaînes et contempler les souffrances de la victime : ainsi notre horizon se rembrunit de plus en plus, les chaînes se raccourcissent, toute espérance d'amélioration future nous échappe, et le plus sinistre avenir seul demeure.

L'arrivée du nouveau gouverneur est le signal des grandes misères. C'est pour la personne de l'Empereur le commencement d'un supplice nouveau ; chaque jour il reçoit un coup d'épingle

Le premier pas de sir Hudson Lowe est *une insulte* ; une de ses premières paroles, *une barbarie* ; un de ses premiers actes, *une méchanceté*.

Bientôt il ne semble plus avoir d'autre occupation, n'avoir reçu d'autre emploi que de nous tourmenter et de nous faire souffrir sous toutes les formes, sur tous les objets, de toutes les manières.

L'Empereur, qui s'était promis d'abord de s'en tenir au plus complet stoïcisme, s'en émeut néanmoins et s'en exprime fortement. Les conversations sont chaudes, la brèche s'ouvre, chaque jour va l'agrandir.

La santé de l'Empereur s'altère visiblement, et nous le voyons changer à vue d'œil. Contre sa nature, il se sent incommodé très souvent ; une fois il garde sa chambre jusqu'à six jours de suite sans sortir du tout ; une mélancolie secrète qui se déguise à tous les yeux, peut-être aux siens propres, un mal concentré, commencent à le saisir ; il rétrécit chaque jour le cercle déjà si resserré de son mouvement et de ses distractions ; il renonce au cheval ; il n'invite plus d'Anglais à dîner ; il abandonne même son travail régulier ; ses dictées, auxquelles jusque-là il avait semblé trouver quelques charmes, ne vont plus :

le dégoût l'avait saisi, et il ne trouvait pas le courage, me disait-il parfois, de s'y remettre. La plupart de ses journées se passent à parcourir des livres dans sa chambre, ou en conversations avec nous, publiques ou privées ; et le soir il nous lit lui-même, après son dîner, quelques pièces de théâtre de nos grands maîtres, ou toute autre production amenée par le hasard ou les caprices du moment.

Toutefois la sérénité de son âme, son égalité de caractère, n'éprouvent par ces circonstances nulle altération vis-à-vis de nous ; au contraire, nous n'en semblons que plus resserrés en famille ; il est plus à nous, et nous lui appartenons davantage ; ses conversations présentent plus d'abandon, d'épanchement et d'intérêt.

Il me faisait venir à présent très souvent dans sa chambre pour causer, et ses conversations privées le conduisaient parfois à des sujets très importants, tels que la guerre de Russie, celle d'Espagne, les conférences de Tilsit et d'Erfurt, qu'on rencontre dans cette période de mon recueil. Et ici je dois faire ou répéter quelques observations que je prie ceux qui me liront de ne pas perdre de vue durant tout le cours de cet ouvrage : elles serviront à prévenir quelques reproches ou objections qu'on serait tenté d'élever sur le manque d'ordre, l'insuffisance et le peu de fini d'objets aussi essentiels. C'est que, si je ne l'ai déjà dit, en conversation publique ou privée avec l'Empereur, je ne me suis jamais permis aucune observation ou demande d'éclaircissements, lors même qu'ils m'ont semblé les plus nécessaires ; je me sentais cette réserve commandée :

1° Par le respect et la bienséance.

2° Par la crainte d'interrompre une conversation constamment précieuse.

3° Par l'espoir de prendre la vérité, pour ainsi dire, au vol, et de la saisir de la sorte plus naturellement.

4° Par la persuasion d'être à demeure maintenant et pour toujours auprès de l'Empereur ; la certitude par-là qu'avec le temps j'entendrais mentionner de nouveau les mêmes objets qui se redresseraient et se compléteraient d'eux-mêmes.

5° Parce que l'Empereur devait, avec le temps, voir lui-même mon Journal, et que je ne doutais pas qu'encouragé par ce qu'il y trouverait déjà sur ces divers objets, il ne les convertit en dictées régulières ; je ne les ai pas eues, et par-là, de quels morceaux nous demeurons privés !

6° Enfin, et ceci a été un de mes grands motifs, c'est que l'Empereur, arrivé parfois dans le cours de longues conversations tout à fait familières à des objets de la plus haute importance, ne racontait pas néanmoins pour m'apprendre ; mais le plus souvent par désœuvrement, seulement pour causer ; et l'on eût pu dire par forme de rabâchage, s'il était permis d'appliquer une telle expression à une telle personne et à de tels objets. Il s'en entretenait avec moi comme si j'eusse dû les connaître aussi bien que lui-même.

Or j'étais tout à fait étranger à ses grands projets, à ses hautes conceptions, circonstance d'ailleurs que je me suis convaincu ici m'être commune avec la plupart de ceux qui, lors de sa puissance, l'approchaient davantage, voire même ses ministres ; aussi lui arrivait-il quelquefois, soit que ma figure exprimât trop l'étonnement, soit que revenant à lui, et sachant bien ce qu'il en était, de me dire : « Mais cela est peut-être neuf pour vous ? . À quoi je n'avais rien de mieux à répondre, pour être vrai, que : « Oui, Sire, et tout à fait, pour la plus grande partie. » Qu'eût-ce donc été si, dans ces occasions

inappréciables, j'eusse été gauchement l'interrompre pour lui faire apercevoir que j'avais de la peine à le suivre ou à l'entendre ; je n'eusse pas manqué de le dégoûter de causer, et moi j'aurais perdu beaucoup. Je le laissais donc aller, quelque désir que j'eusse eu parfois de m'éclaircir. Ce que j'en saisissais une première fois me semblait déjà du plus haut prix. L'Empereur se répétait souvent, je le savais : alors j'en apprendrai davantage avec le temps, me disais-je, et je ne désespérais pas d'arriver de la sorte à être assez maître de la matière, pour oser me permettre, par la suite, de la raisonner tant soit peu avec lui ; ce que sa bonté pour moi, dans les derniers temps, eût daigné trouver convenable ; je lui eusse même été agréable, j'en suis sûr, en ce que cela eût réveillé ses idées et fourni un aliment nouveau à sa conversation. Malheureusement mon enlèvement subit et imprévu d'auprès de sa personne m'a laissé avec les seuls détails que j'avais recueillis jusque-là ; et à la douleur d'avoir été enlevé à des soins pieux qui étaient devenus mon bonheur, se joindront désormais d'éternels regrets d'avoir, par ma trop grande circonspection peut-être, perdu pour l'histoire une occasion unique qui ne peut se renouveler jamais.

J'ai été bien aise d'entrer minutieusement ici dans ces détails, afin qu'on comprît comment j'ai obtenu une portion de mes récits, et qu'en me lisant, on pût se répondre à soi-même pourquoi des objets aussi importants demeurent aussi imparfaits.

Toutefois, si l'historien n'y trouve pas la trace lumineuse qu'il recherche et qu'il aurait cru devoir y trouver, du moins y rencontrera-t-il une foule d'étincelles propres à le mettre inévitablement sur la voie ; circonstance spéciale qui me servira à caractériser moi-même mon propre recueil, en disant qu'il y a de *tout* et qu'il n'y a *rien* ; qu'il n'y a rien, mais qu'il y a de tout ; et en disant qu'il n'y a *rien*, je me trompe assurément, car on y rencontrera une foule de traits sur

les qualités privées, les dispositions naturelles, le cœur et l'âme de l'homme extraordinaire auquel cet ouvrage est consacré ; si bien qu'il deviendra impossible à tout homme de bonne foi et recherchant la vérité, de n'être pas à même de se fixer sur son caractère. Or, je prie de se rappeler que tel a été mon unique but, le seul que j'aie annoncé.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 1^{er} au jeudi 4 juillet 1816 .

Mon fils tombe de cheval. – Pillage par les armées. – Caractère du soldat français.
– Détails de Waterloo par le nouvel Amiral.



{ Hier, mon fils, dans sa promenade, emporté par son cheval, et craignant de se frapper aux arbres, avait cru devoir se jeter à terre. Il s'était foulé le pied assez fortement pour être condamné à un mois de chaise longue.

L'Empereur a daigné entrer dans ma chambre, sur les onze heures, pour connaître la situation de mon fils, dont il a fort grondé la maladresse. Je l'ai suivi dans le jardin, où il a déjeuné, ce qu'il n'avait pas fait depuis longtemps.

La conversation est tombée sur le pillage des armées et les horreurs qu'il entraîne.

Pavie, disait l'Empereur, était la seule place qu'il eût jamais livrée au pillage : il l'avait promis à ses soldats pour vingt-quatre heures ; mais au bout de trois, il n'y put tenir davantage, et le fit cesser. « Je n'avais que douze cents hommes, disait-il ; les cris de la population qui parvenaient jusqu'à moi, l'emportèrent. S'il y eût eu vingt mille soldats,


c'eût été eux dont la masse, au contraire, eût étouffé les plaintes de la population ; il ne serait rien parvenu jusqu'à moi. Du reste, continuait-il, heureusement la politique est parfaitement d'accord avec la morale, pour s'opposer au pillage. J'ai beaucoup médité sur cet objet ; on m'a mis souvent dans le cas d'en gratifier mes soldats ; je l'eusse fait si j'y eusse trouvé des avantages. Mais rien n'est plus propre à désorganiser et à perdre tout à fait une armée. Un soldat n'a plus de discipline dès qu'il peut piller ; et si en pillant il s'est enrichi, il devient aussitôt un mauvais soldat ; il ne veut plus se battre. D'ailleurs, observait-il encore, le pillage n'est pas dans nos mœurs françaises : le cœur de nos soldats n'est point mauvais ; le premier moment de fureur passé, il revient à lui-même. Il serait impossible à des soldats français de piller durant vingt-quatre heures : beaucoup emploieraient les derniers moments à réparer les maux qu'ils auraient faits d'abord. Dans leur chambrée, ils se reprochent plus tard, les uns aux autres, les excès commis, et frappent eux-mêmes de réprobation et de mépris ceux d'entre eux dont les actes ont été trop odieux. »



Révolte de Pavie, gravure d'après un dessin de Carle Vernet.

Sur les trois heures, le nouvel amiral, *sir Pulteney Malcolm*⁴⁴, et tous ses officiers ont été présentés à l'Empereur. L'amiral a causé d'abord seul avec lui près de deux heures. Il a dû être très frappé de la conversation, car il a dit en sortant qu'il venait de prendre une bien belle et bonne leçon sur l'histoire de France.

L'Empereur a dû lui dire, en terminant, ce que je crois d'ailleurs avoir déjà inscrit quelque part plus haut sur ce même sujet : « Vous avez levé une contribution de sept cents millions sur la France ; j'en ai imposé une de plus de dix milliards sur votre pays. Vous avez levé la vôtre par vos baïonnettes ; j'ai fait lever la mienne par votre parlement. – Et c'est bien là la véritable analyse des affaires, a répondu l'amiral. »

L'amiral était à Bruxelles à dîner avec lord Wellington, lorsque Blücher envoya dire qu'il était attaqué. Wellington, disait l'amiral, avait à Waterloo quatre-vingt-dix mille hommes, et Bülow vingt-cinq mille. C'était précisément là le compte qu'avait estimé l'Empereur. L'amiral ramenait d'Amérique douze mille hommes de vieille troupe, sans aucun soupçon du nouvel état de l'Europe. À la mer, un bâtiment lui apprit la révolution du retour de l'île d'Elbe ; elle lui sembla si magique, qu'il ne put la croire. Toutefois, à la vue de Plymouth, il reçut ordre de continuer en toute hâte sur Ostende ; il l'atteignit à temps, quatre mille hommes purent prendre part à la bataille, et ils étaient sans contredit ce qu'il y avait de meilleur dans toute la ligne, assurait l'amiral. Qui peut assigner leur degré d'influence ! Les Anglais crurent la bataille perdue tout le jour, et ils conviennent qu'elle l'était sans la faute de Grouchy. } L'amiral était venu de sa personne durant la bataille à portée de Wellington. 

44. Sir Pulteney Malcolm (1768-1838), commandant en chef de Sainte-Hélène en 1816-1817. (JMS)

Vendredi 5 juillet 1816.

Anecdotes sur le 18 brumaire. – Sieyès. – Grand-Électeur. – Cambacérés. – Lebrun, etc.


— {{ L'Empereur, après s'être promené quelque temps dans le jardin, a été joindre sa calèche. Le temps était délicieux ; nous avons fait deux tours au galop. J'étais seul avec lui. Il m'a beaucoup parlé de mon fils, de son avenir, avec un intérêt, une bonté qui me remplissaient le cœur. Il disait que vu son âge, cette circonstance de Sainte-Hélène était sans prix pour le reste de sa vie }} ; que son moral s'y serait trouvé — en serre chaude, etc., etc.

— {{ Après dîner, l'Empereur est revenu sur le 18 Brumaire, et nous l'a raconté avec une infinité de petits détails. }} Comme il l'a dicté depuis longtemps au général Gourgaud, c'est là que je renverrai pour la masse de l'événement. Je n'en vais donner ici que quelques traits ou accessoires qui ne s'y trouveront sans doute pas.

— {{ La situation de Napoléon à son retour d'Égypte fut unique. Il s'était vu aussitôt sollicité par tous les partis, et avait reçu tous leurs secrets. Il en était trois bien distincts : *le Manège* dont un général⁴⁵ fort connu était un des chefs ; *les Modérés*, conduits par Sieyès, et *les Pourris*, disait-il, ayant Barras à leur tête.

La détermination que prit Napoléon de s'associer aux Modérés lui fit courir de grands dangers, observait-il. Avec les Jacobins il n'en eût

45. Le général Jourdan. (JMS)

couru aucun, ils lui avaient offert de le nommer *Dictateur* : « Mais après avoir vaincu avec eux, disait l'Empereur, il m'eût fallu presque aussitôt vaincre contre eux. Un club ne supporte point de chef durable, il lui en faut un pour chaque passion. Or, se servir un jour d'un parti, pour l'attaquer le lendemain, de quelque prétexte que l'on s'enveloppe, c'est toujours trahir ; ce n'était pas dans mes principes. » 

« Mon cher, me disait l'Empereur dans un autre moment, après avoir parcouru de nouveau l'événement de Brumaire, il y a loin de là, vous en conviendrez, à la conspiration de Saint-Réal, qui offre bien plus d'intrigues et bien moins de résultats : la nôtre ne fut que l'affaire d'un tour de main. Il est sûr, ajoutait-il, que jamais plus grande révolution ne causa moins d'embarras, tant elle était désirée ; aussi se trouva-t-elle couverte des applaudissements universels.

« Pour mon propre compte, toute ma part dans le complot d'exécution se borna à réunir à heure fixe la foule de mes visiteurs, et à marcher à leur tête pour saisir la puissance. Ce fut du seuil de ma porte, du haut de mon perron, et sans qu'ils en eussent été prévenus d'avance, que je les conduisis à cette conquête ; ce fut au milieu de leur brillant cortège, de leur vive allégresse, de leur ardeur unanime que je me présentai à la barre des Anciens pour les remercier de la dictature dont ils m'investissaient.

« On a discuté métaphysiquement, et l'on discutera longtemps encore si nous ne violâmes pas les lois, si nous ne fûmes pas criminels ; mais ce sont autant d'abstractions bonnes tout au plus pour les livres et les tribunes, et qui doivent disparaître devant l'impérieuse nécessité ; autant vaudrait accuser de dégât le marin qui coupe ses mâts pour ne pas sombrer. Le fait est que la patrie sans nous était perdue, et que nous la sauvâmes. Aussi les auteurs, les grands acteurs de ce

mémorable coup d'État, au lieu de dénégations et de justifications, doivent-ils, à l'exemple de ce Romain⁴⁶, se contenter de répondre avec fierté à leurs accusateurs : *Nous protestons que nous avons sauvé notre pays, venez avec nous en rendre grâces aux Dieux.*

« Et certes tous ceux qui dans le temps faisaient partie du tourbillon politique ont eu d'autant moins de droits de se récrier avec justice, que tous convenaient qu'un changement était indispensable, que tous le voulaient, et que chacun cherchait à l'opérer de son côté. Je fis le mien à l'aide des *Modérés* ; la fin subite de l'anarchie, le retour immédiat de l'ordre, de l'union, de la force, de la gloire, furent ses résultats. Ceux des *Jacobins* ou ceux des *Immoraux* auraient-ils été supérieurs ? Il est permis de croire que non. Toutefois il n'est pas moins très naturel qu'ils en soient demeurés mécontents, et en aient jeté les hauts cris. Aussi, n'est-ce qu'à des temps plus éloignés, à des hommes plus désintéressés qu'il appartient de prononcer sainement sur cette grande affaire. »

Au surplus voici deux traits qui aideront à juger de l'état réel de la République à l'époque de Brumaire. Après cette journée, il ne se trouva pas au trésor de quoi expédier un courrier ; et quand le Consul voulut se procurer la force précise de l'armée, il fut réduit à envoyer des personnes sur les lieux. « Mais, disait-il, vous devez avoir des rôles au bureau de la guerre ? – À quoi nous serviraient-ils, répondait-on, il y a eu tant de mutations dont on n'a pu tenir compte. – Mais, du moins, vous devez avoir l'état de la solde qui nous mènera à notre but ? – Nous ne la payons pas. – Mais les états des vivres ? – Nous ne les nourrissons pas. – Mais ceux de l'habillement ? – Nous ne les habillons pas. »

46. Scipion l'Africain, vainqueur d'Hannibal, et consul de 205 à 194 avant J.-C. (*JMS*)

¶ La révolution de Brumaire accomplie, il se trouva trois Consuls provisoires : *Napoléon*, *Sieyès* et *Ducos*. Il fallait un président. La crise était chaude et rendait le général bien nécessaire ; aussi saisit-il le fauteuil, et ses deux acolytes n'eurent garde de le lui disputer. Ducos, d'ailleurs, se prononça dès cet instant une fois pour toutes. Le général seul pouvait les sauver, disait-il ; et dès lors, il se déclarait pour toujours de son avis en toutes choses. Sieyès s'en mordit les lèvres ; mais il dut en faire autant.

*Sieyès*⁴⁷ calcule volontiers ses intérêts. Dès la première réunion des trois consuls en séance, et dès qu'ils furent seuls, Sieyès alla mystérieusement regarder aux portes du palais si personne



Emmanuel-Joseph Sieyès
membre du Directoire exécutif.

ne pouvait entendre ; puis revenant à Napoléon, il lui dit avec complaisance et à demi-voix en lui montrant une espèce de commode : « Voyez-vous ce beau meuble ? vous ne vous doutez peut-être pas de sa valeur ? » Napoléon crut qu'il lui faisait considérer un meuble de la couronne, et peut-être qui aurait servi à Louis XVI. « Ce n'est pas du tout cela, lui dit Sieyès, voyant sa méprise ; je vais vous mettre au fait. Il renferme huit cent mille

francs !!! et ses yeux s'ouvraient tout grands. Dans notre magistrature directoriale, nous avons réfléchi qu'un directeur sortant de place

47. Emmanuel-Joseph Sieyès (1748-1836), ou abbé Sieyès, homme politique et essayiste, auteur entre autres d'un *Essai sur les privilèges*, de *Qu'est-ce que le tiers état ?*, et rédigea le Serment du Jeu de paume. Directeur, il organise le coup d'État du 18 brumaire, exécuté par Bonaparte. (JMS)

pouvait fort bien rentrer dans sa famille sans posséder un denier, ce qui n'était pas convenable. Nous avons donc imaginé cette petite caisse de laquelle nous tirions une somme pour chaque membre sortant. En cet instant plus de directeurs, nous voilà donc possesseurs du reste. Qu'en ferons-nous ? » Napoléon, qui avait prêté une grande attention, et commençait enfin à comprendre, lui répondit : « Si je le sais, la somme ira au trésor public ; mais si je l'ignore, et je ne le sais point encore, vous pouvez vous la partager, vous et Ducos, qui êtes tous deux anciens directeurs ; seulement dépêchez-vous, car demain il serait peut-être trop tard. Les collègues ne se le firent pas dire deux fois, observait l'Empereur ; Sieyès se chargea hâtivement de l'opération, et fit le partage, comme dans la fable, en lion. Il fit nombre de parts ; il en prit une comme plus ancien directeur, une autre comme ayant dû rester en charge plus longtemps que son collègue, une autre parce qu'il avait donné l'idée de cet heureux changement, etc., etc., bref, dit l'Empereur, il s'adjudgea six cent mille francs, et n'en envoya que deux cents mille au pauvre Ducos, qui, revenu des premières émotions, voulait absolument réviser ce compte et lui chercher querelle. Tous les deux revenaient à chaque instant, à ce sujet, à leur troisième collègue pour qu'il les mit d'accord ; mais celui-ci répondait toujours : Arrangez-vous entre vous ; soyez surtout tranquilles ; car si le bruit en remontait jusqu'à moi, il vous faudrait abandonner le tout⁴⁸.

48. Des amis de M. Sieyès, et il s'en trouve beaucoup, ont été peinés de cette anecdote ; s'ils m'eussent fait connaître leurs observations à temps, je me serais décidé peut-être à la laisser de côté. Mais la supprimer aujourd'hui qu'elle a paru dans la première édition, ce serait lui reconnaître un sens et une importance qu'elle n'a pas ; car la somme dont il y est question n'appartenait pas à l'État, et MM. Sieyès et Ducos y avaient incontestablement des droits. C'était ce que pensait Napoléon, qui toujours sans préjugés et sans préventions, parle ailleurs de M. Sieyès dans les meilleurs termes, et cite particulièrement sa probité. Il ne resterait donc plus que la gaîté du récit ; récit, il est vrai, fort plaisant, soit que ces détails soient exacts ou qu'ils se trouvent brodés, car les amis de M. Sieyès les contredisent ; mais dans ce cas encore de quelle injure pourrait-il être à M. Sieyès ? L'importance et la célébrité de sa carrière politique ne l'ont-elles pas placé au-dessus du ridicule ? (LC)

« Lorsqu'il fallut se fixer sur une constitution, disait l'Empereur, Sieyès donna une autre scène fort plaisante. Les circonstances et l'opinion publique en avaient fait une espèce d'oracle en ce genre ; il déroula donc, aux commissions des deux conseils, mystérieusement et avec poids et mesure, les différentes bases qui furent toutes adoptées, bonnes, imparfaites ou mauvaises. Enfin, il couronna l'œuvre en dévoilant la sommité, ce qu'on attendait avec une vive et curieuse impatience. Il proposa un *Grand-Électeur* qui résiderait à Versailles, jouirait de six millions annuels, représenterait la dignité nationale, et n'aurait d'autre fonction que de nommer deux Consuls : celui de la *paix*, celui de la *guerre*, tout à fait indépendants dans leurs fonctions. Encore si cet Électeur avait fait un mauvais choix, le Sénat devait-il *l'absorber* lui-même. C'était l'expression technique, c'est-à-dire le faire disparaître, en le faisant rentrer, par forme de punition, dans la foule des citoyens. »

Napoléon, faute d'expérience dans les assemblées, et aussi par une circonspection commandée par le moment, avait pris peu ou point de part à ce qui avait précédé ; mais ici, à ce point décisif, il se mit à rire, dit-il, au nez de Sieyès, et sabra ce qu'il appelait ses niaiseries métaphysiques. Sieyès n'aimait pas à se défendre, disait l'Empereur, et ne savait pas le faire. Il essaya pourtant ici de dire qu'après tout, un roi n'était pas autre chose. Napoléon lui répondait : « Mais vous prenez l'abus pour le principe, l'ombre pour le corps. » Puis il l'acheva en lui disant : « Et comment avez-vous pu imaginer, M. Sieyès, qu'un homme de quelque talent et d'un peu d'honneur voulût se résigner au rôle d'un cochon à l'engrais de quelques millions ? » Après une telle sortie, qui, disait l'Empereur, fit rire aux éclats tous les assistants, la création de Sieyès demeura noyée ; il n'y eut plus moyen pour lui de revenir à son Grand-Électeur, et l'on se décida pour un Premier Consul à décision suprême, ayant la nomination à tous les emplois,

et deux Consuls accessoires à voix délibératives seulement. C'était au fait dès cet instant l'unité du pouvoir. Le Premier Consul était un vrai président d'Amérique, gazé⁴⁹ sous des formes que commandait encore l'esprit ombrageux du moment ; aussi l'Empereur dit-il que son règne commença réellement dès ce jour-là.

L'Empereur regrettait en quelque sorte que Sieyès n'eût pas été l'un des trois consuls. Celui-ci, qui le refusa d'abord, le regretta aussi ; mais quand il n'était plus temps. Il s'était mépris sur la nature de ces consuls, disait Napoléon ; il craignait pour son amour-propre, et redoutait d'avoir à chaque instant le premier consul à combattre. « Ce qui eût été vrai, observait l'Empereur, si tous les consuls eussent été égaux : nous aurions été alors tous ennemis ; mais la constitution les ayant faits subordonnés, il n'y avait plus de lutte d'amour-propre, aucune cause d'inimitié, mais mille d'une véritable union. » Sieyès le reconnut ; mais trop tard. L'Empereur disait qu'il eût pu être fort utile au conseil, meilleur peut-être que les autres, parce qu'il avait parfois des idées neuves et très lumineuses ; mais que, du reste, il n'était pas du tout propre à gouverner. En dernière analyse, disait l'Empereur, pour gouverner il faut être militaire : on ne gouverne qu'avec des éperons et des bottes. Sieyès, sans être peureux, avait peur de tout : ses espions de police troublaient son repos. Au Luxembourg, durant le consulat provisoire, il réveillait souvent Napoléon, son collègue, et le harcelait avec les trames nouvelles qu'il apprenait à chaque instant de sa police particulière. « Mais a-t-on gagné notre garde, lui disait celui-ci. – Non. – Eh bien, allez dormir. En guerre comme en amour, pour conclure, mon cher, il faut se voir de près. Il sera temps de nous inquiéter quand on attaquera nos six cents hommes. »

49. Dissimulé comme par une gaze légère et transparente. (JMS)

L'Empereur disait qu'au demeurant, il avait choisi en *Cambacérés*⁵⁰ et *Lebrun*⁵¹ deux hommes de mérite, deux personnages distingués ; tous deux sages, modérés, capables ; mais d'une nuance tout à fait opposée. L'un, avocat des abus, des préjugés, des anciennes institutions, du retour des honneurs, des distinctions, etc. ; l'autre, froid, sévère, insensible, combattant tous ces objets, y cédant sans illusion, et tombant naturellement dans l'idéologie.



Les trois Consuls : Bonaparte entouré de Cambacérés et Lebrun.

50. Jean-Jacques-Régis de Cambacérés (1753-1824), ministre de la Justice en 1799, il appuie le coup d'État et devient deuxième Consul. Il sera plus tard archichancelier de l'Empire et duc de Parme. (JMS)

51. Charles-François Lebrun (1739-1824), troisième Consul. Il deviendra architrésorier de l'Empire, et duc de Plaisance. (JMS)

L'Empereur revenait à faire observer que Sieyès aurait peut-être contribué à donner une autre couleur, une autre tournure, d'autres nuances à l'administration impériale ; mais on répliquait que cette variante n'eût pu qu'être nuisible ; car on avait beaucoup loué, dans le temps, le choix de Napoléon. Les hommes qu'il avait appelés, lui disait-on, n'étaient pas dans le cas d'être désavoués de personne en Europe. Ils avaient beaucoup contribué à lui ramener l'opinion des diverses nuances parmi nous en France, il n'en eût pas été de même de Sieyès. Son nom et son souvenir eussent, aux yeux de beaucoup, nuï aux actes auxquels il eût participé, et on cita dans ce temps avec un empressement qui faisait voir toute la malveillance qu'on lui portait, une anecdote qu'on disait s'être passée aux Tuileries entre lui et l'Empereur. Il était échappé à Sieyès, disait-on, parlant de Louis XVI à l'Empereur, de dire *le tyran*. « M. l'abbé, faisait-on répondre à l'Empereur, s'il eût été un tyran, vous diriez la messe, et moi je ne serais pas ici. » } L'Empereur a souri à cette anecdote, sans exprimer autrement si elle était vraie ou non. On verra plus loin qu'elle était fausse.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 6 au lundi 8 juillet 1816.

Nouveaux torts du gouverneur. – Ses absurdités.

Il y a longtemps que je n'ai parlé du gouverneur. Nous cherchions à l'éloigner le plus possible de notre pensée ; nous ne l'apercevions presque plus. { Ses mauvaises manières, ses vexations me forcent d'y revenir aujourd'hui : elles semblent prendre une nouvelle activité. Il vient de nous garder des lettres d'Europe, bien qu'elles fussent venues ouvertes, et de la manière la plus ostensible ; mais seulement parce

qu'elles n'avaient point passé par les mains du secrétaire d'État, sans faire attention qu'un manque de formalité peut se réparer facilement en Angleterre, mais qu'il demeure sans remède pour nous à deux mille lieues de distance. Si encore, en exécutant aussi rigoureusement la lettre de ses instructions, il avait l'humanité de nous laisser savoir qu'il a reçu ces lettres, et de qui elles sont, il nous tranquilliserait sur des personnes dont nous pleurons la négligence ou la santé ; mais il a la barbarie de nous en faire un mystère. Il y a peu de jours que la comtesse Bertrand ayant écrit à la ville, il a fait saisir le billet, et le lui a renvoyé comme ayant été écrit sans son aveu. Il a accompagné cette injure d'une lettre officielle par laquelle il nous interdit dès à présent toute communication par écrit ou même verbale avec les habitants, sans avoir été soumise à son visa ; et, chose absurde et peu croyable, c'est qu'il nous a fait cette interdiction vis-à-vis de personnes qu'il nous laisse la liberté d'aller visiter à notre gré. Il a accompagné la publication du bill qui nous concerne de commentaires qui ont répandu la terreur parmi les habitants ; il se récrie sur l'excessive dépense de la table de l'Empereur ; il insiste sur de fortes diminutions. On n'avait point entendu que le général Bonaparte aurait autant de personnes autour de lui. Les ministres, nous dit-il ingénument, n'avaient point douté que la permission qu'il nous avait apportée de nous en aller, ne nous eût décidés à quitter l'Empereur, etc. Toutes ces tracasseries ont amené un échange de notes assez vives. À un article du gouverneur, dans lequel il disait que si les restrictions qu'on nous impose nous semblaient trop dures, nous pourrions nous en affranchir en nous en allant ; l'Empereur a dicté lui-même l'addition suivante à la réponse que nous avons déjà faite : « Qu'honorés par lui dans sa prospérité, nous placions notre plus douce jouissance à le servir, aujourd'hui qu'il ne pouvait rien pour nous ; et tant pis pour quiconque ne comprenait pas cette conduite. »

Mardi 9 au jeudi 11 juillet 1816.

Nouvelles vexations. – L'Empereur sort à peine. – Tristan. – Fables de La Fontaine, etc. – Le ventre gouverne le monde. – Difficulté de juger les hommes.

Les vexations du gouverneur continuent, et il ne cesse de gagner du terrain sur notre malheureuse situation. Son parti semble pris de nous mettre au secret. Il a publié une proclamation en ville, ordonnant de lui envoyer, sous peine de châtement, dans les vingt-quatre heures, toutes lettres ou billets que nous pourrions adresser aux habitants, pour quelque motif que ce fût. Il a interdit à ceux-ci de visiter le Grand-Maréchal et sa femme, qui se trouvent en tête de notre enceinte. Les premiers moments de ce nouveau blocus de Mme Bertrand ont été si sévères, que des médicaments envoyés d'ici par le docteur à un des gens du Grand-Maréchal qui était à la mort, n'ont pu y entrer, et que ce n'est que par accommodement que l'officier a pris sur lui de les faire parvenir par-dessus le mur.

Le gouverneur ayant lu dans une lettre de l'un de nous en Europe, qu'il demandait plusieurs objets de vêtements et de toilette, il est venu lui dire qu'il pouvait prendre la plupart de ces objets parmi ce que le gouvernement avait envoyé ici pour Napoléon. Et comme celui-là lui a répondu qu'il préférerait les acheter, ne voulant pas gêner ses sentiments d'aucune reconnaissance, le gouverneur a observé sèchement qu'il lui serait loisible de les payer s'il en avait la fantaisie ; à quoi, l'autre a répliqué : « Pardonnez, Monsieur, j'aime à choisir mes boutiques. » Il en est résulté que le gouverneur lui a fait dire plus tard par le docteur, qu'il allait porter des plaintes, pour avoir refusé

avec *mépris* les dons du gouvernement. À quoi il lui a été riposté aussitôt, qu'on lui serait obligé ; qu'on était bien plus heureux qu'il eût à transmettre à ses ministres des refus, que des demandes.

Toutes ces tracasseries, la longueur et l'attrait des lectures, le concours du mauvais temps, qui est épouvantable, accroissent la réclusion de l'Empereur, et lui donnent de la mélancolie ; il ne met plus le pied dehors. La diversion se borne à aller parfois faire visite, vers les cinq heures, à Mme de Montholon, qui n'est point encore sortie depuis ses couches. Nous nous y trouvons tous réunis, et l'Empereur y cause une demi-heure ou trois quarts d'heure avant de rentrer chez lui.

Aujourd'hui il y a rencontré le petit Tristan, fils aîné de monsieur de Montholon, qui n'a guère que sept ou huit ans, et court tout le jour. L'Empereur l'a fait approcher entre ses deux jambes, et a voulu lui faire réciter quelques fables, dont le pauvre enfant, sur dix mots n'en comprenait pas deux. L'Empereur en riait beaucoup, condamnait qu'on donnât La Fontaine aux enfants qui ne pouvaient l'entendre, et s'est mis à expliquer ces fables à Tristan ; à vouloir les lui rendre sensibles, et rien de plus curieux que ses développements, leur simplicité, leur justesse, leur logique.

Dans la fable du *Loup et de l'Agneau*, rien n'était plus risible comme de voir le petit bonhomme dire Sire et Votre Majesté, et en parlant du loup, et en parlant à l'Empereur, mêler à tort et à travers tout cela dans sa bouche, et bien plus encore probablement dans sa tête.

L'Empereur trouvait qu'il y avait beaucoup trop d'ironie dans cette fable, pour être à la portée des enfants. Elle péchait d'ailleurs, disait-il, dans son principe et sa morale, et c'était la première fois, observait-il, qu'il s'en sentait frappé. Il était faux que la raison du plus fort fût la

meilleure ; et si cela arrivait, en effet, c'était là le mal, disait-il, l'abus qu'il s'agissait de condamner. Le loup donc eût dû s'étrangler en croquant l'agneau, etc., etc.



Le Loup et l'Agneau, gravure illustrant la fable dans l'édition de 1678.

Tristan est fort paresseux. Il avouait à l'Empereur qu'il ne travaillait pas tous les jours. « Ne manges-tu pas tous les jours, disait l'Empereur ? – Oui, Sire. – Eh bien ! tu dois travailler tous les jours ; car on ne doit pas manger si l'on ne travaille pas. – Oh bien, en ce cas, je travaillerai tous les jours, disait vivement l'enfant. – Voilà bien l'influence du petit ventre, disait l'Empereur, en tapant sur celui de Tristan ; c'est la faim, c'est le petit ventre qui fait mouvoir le monde. Allons, mon

petit, si tu es sage nous te ferons page..... – Mais je n'en veux pas, disait Tristan en grognant et faisant la grimace. »



Mort de Willem Barentsz, par Portman.

Nos après-dîners étaient employées à trouver quelque lecture qui pût nous faire gagner une heure ou une heure et demie de temps. C'étaient en ce moment, un *Voyage au Spitzberg*⁵², le *Nauffrage des Hollandais à la Nouvelle-Zemble*⁵³ ; les *Causes Célèbres*, celle de Calas, celles de Martinguerre, de la marquise de Brinvilliers. L'auteur observait dans quelque endroit de celles-ci, que la figure trompait souvent

52. Il s'agit vraisemblablement du voyage de Friderich Martens, médecin et naturaliste allemand, effectué à bord d'un baleinier en 1671, dont le récit, traduit en français en 1715, était célèbre. (JMS)

53. C'est le récit de l'expédition du navigateur hollandais Willem Barentsz, au cours de laquelle son navire fut pris dans les glaces en Nouvelle-Zemble (Russie) en 1597. Il fut contraint d'hiverner sur place et, très affaibli, il y laissa la vie. (JMS)

sur le caractère. L'Empereur s'est arrêté, a posé le livre avec un visage pénétré, un accent convaincu ; il a dit : « C'est bien vrai, et quelque étude que l'on fasse, l'on ne saurait se flatter d'y parvenir. Que de preuves j'ai dans ce genre ! Par exemple, j'avais quelqu'un auprès de moi ; sa figure, sans doute... Mais après tout, en effet, ce quelqu'un avait un œil de pie ; j'aurais dû y deviner quelque chose. » Et il s'est étendu sur le caractère de cette personne. Ils s'étaient connus dès l'enfance, disait-il ; il lui avait donné longtemps toute sa confiance ; il avait du talent, des moyens ; l'Empereur croyait même qu'il avait été attaché, fidèle. « Mais il était aussi par trop avide, disait-il, il aimait trop l'argent. Quand je lui dictais et qu'il lui arrivait d'avoir à écrire des millions, ce n'était jamais sans un mouvement sur toute sa figure, un lèchement de lèvres, une certaine agitation sur sa chaise, qui, plus d'une fois, m'avait porté à lui demander ce que c'était, ce qu'il avait, etc., etc. »

L'Empereur disait que ce vice était trop prononcé pour qu'il eût pu garder cette personne⁵⁴ auprès de lui. Mais que, vu ses autres qualités, il eût dû peut-être se contenter de le placer différemment, etc., etc.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 12 Juillet 1816.

Sur le Masque de fer, etc. – Fable ingénieuse.

La conversation a conduit aujourd'hui à traiter le Masque de Fer. On a passé en revue ce qui a été dit par Voltaire, Dutens, etc., et ce que l'on trouve dans les Mémoires de Richelieu : ceux-ci le font, comme l'on

54. Louis-Antoine de Bourrienne. Il se rallie aux Bourbons à la Restauration. Auteur des Mémoires de Bourrienne (1829-1831) (*JMS*)

sait, frère jumeau de Louis XIV, et son aîné. Or, quelqu'un a ajouté que travaillant à des cartes généalogiques, on était venu lui démontrer sérieusement que lui, Napoléon, était descendant linéal de ce Masque de Fer, et par conséquent l'héritier légitime de Louis XIII et de Henri IV, de préférence à Louis XIV et à tout ce qui en était sorti. L'Empereur de son côté a dit en avoir en effet entendu quelque chose, et il a ajouté que la crédulité des hommes est telle, leur amour du merveilleux si fort, qu'il n'eût pas été difficile d'établir quelque chose de la sorte pour la multitude, et qu'on n'eût pas manqué de trouver certaines personnes dans le Sénat pour le sanctionner, et probablement, a-t-il observé, celles-là même qui plus tard se sont empressées de le dégrader sitôt qu'elles l'ont vu dans l'adversité.

On est passé alors à développer les bases et la marche de cette fable. Le Gouverneur des îles Sainte-Marguerite, disait-on, auquel la garde du Masque de Fer était alors confiée, se nommait M. *de Bonpart*, circonstance au fait déjà fort singulière. Celui-ci, assurait-on, ne demeura pas étranger aux destinées de son prisonnier. Il avait une fille ; les jeunes gens se virent ; ils s'aimèrent. Le Gouverneur en donna connaissance à la cour ; on y décida qu'il n'y avait pas grand inconvénient à laisser cet infortuné chercher dans l'amour un adoucissement à ses malheurs ; et M. de Bonpart les maria.

Celui qui parlait en ce moment disait que quand on lui raconta la chose, qui l'avait fort amusé, il lui était arrivé de dire qu'il la trouvait très ingénieuse, sur quoi le narrateur s'était fâché tout rouge, prétendant que ce mariage pouvait se vérifier aisément sur les registres d'une des paroisses de Marseille qu'il cita, et qui en attestait, disait-il, toutes les traces. Il ajoutait que les enfants qui naquirent de ce mariage furent clandestinement, ou sans bruit, écoulés vers la Corse, où la différence de langage, le hasard ou l'intention avait transformé leur

nom de Bonpart en Bonaparte, et Buonaparte ; ce qui au fond présente le même sens et se trouve la même chose.

À cette anecdote, on a ajouté qu'au moment de la révolution, on avait fait une histoire semblable en faveur de la branche d'Orléans. On la fondait sur une pièce trouvée à la Bastille. On supposait qu'Anne d'Autriche, qui accoucha après vingt-trois ans de stérilité, avait mis au monde une fille ; la crainte qu'elle n'eût point d'autre enfant avait porté Louis XIII à éloigner cette fille, et lui substituer faussement un garçon, qui avait été Louis XIV. Mais l'année suivante, la reine accoucha encore, et cette fois ce fut un garçon, Philippe, chef de la maison d'Orléans, qui se trouvait ainsi, lui et les siens, les héritiers légitimes, tandis que Louis XIV et les siens n'étaient plus que des intrus et des usurpateurs. Dans cette version, le Masque de Fer était une fille. Une brochure courut les provinces à ce sujet, lors de la prise de la Bastille. Mais l'histoire ne fit pas fortune ; elle mourut sans bruit, sans avoir même un instant, à ce qu'il paraît, occupé la capitale.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Samedi 13 juillet 1816.

Sur Junot ; sa femme, etc.

La conversation est revenue sur Junot. Des grandes fortunes que l'Empereur avait créées, celle de Junot⁵⁵, disait-il, avait été, sans contredit, une des plus désordonnées. Ce qu'il lui avait donné d'argent ne saurait se croire, observait-il, et il n'avait pourtant jamais eu que des dettes ; il avait dissipé de vrais trésors sans avantages, sans

55. Jean-Andoche Junot (1771-1813), général de l'Empire, duc d'Abrantès. (*JMS*)

discernement, sans goût ; trop souvent même, ajoutait-il, dans des excès grossiers.



Madame Récamier, par David.

Plus d'une fois, dans son bel hôtel à Paris, après avoir fortement déjeuné, on l'a vu entrer en fureur aux moindres réclamations du plus petit créancier, et prétendre le solder à coups de sabre. Toutes les fois qu'il revoyait l'Empereur, disait Napoléon, c'était pour laisser présenter quelque gêne nouvelle, être grondé et secouru. Dans la campagne d'Austerlitz, il vint trouver l'Empereur à Schoenbrunn ; mais cette fois, disait Napoléon, l'intercession n'était pas précisément pour lui. Il prenait en ce moment un vif intérêt à la belle Mme Récamier. Il arrivait de Paris, et débuta auprès de l'Empereur par une sortie

virulante contre M. de Marbois⁵⁶, alors ministre du Trésor, qui avait eu l'indignité, disait-il, de ne pas empêcher la faillite de M. Récamier, en lui refusant un prêt de seulement deux millions. « Tout Paris en était dans l'indignation. Ce Marbois, disait-il, était un méchant homme, un mauvais serviteur ; il n'aimait pas l'Empereur. » Lui, Junot, n'hésitait pas à le prononcer, et tout Paris pensait avec lui que si l'Empereur eût été dans la capitale, il n'eût pas balancé à les lui faire donner. – Il s'adressait bien, disait l'Empereur. « Eh ! bien, Paris et vous, vous vous trompez, répondis-je froidement à cet admirateur passionné qui était tout hors de lui. Je n'aurais pas fait donner deux mille sous, et j'eusse été fort mécontent de Marbois s'il eût agi autrement. Je ne suis point amoureux de Mme Récamier, moi, et je ne viens point au secours des négociants qui tiennent une maison de six cent mille francs par an ; sachez cela, M. Junot ; sachez que le trésor ne prête point à des gens qu'il sait en faillite depuis longtemps : il a bien d'autres destinations. Et Junot, continuait l'Empereur, dut se calmer, trouvant peut-être qu'on avait à Vienne le cœur aussi dur qu'à Paris. »



Le général Junot sur le champ de bataille.

56. François Barbé-Marbois (1745-1837), ministre du Trésor. Il sera en 1807 le premier président de la Cour des comptes. (JMS)

Junot voyageait avec la vitesse de l'Empereur ; il avait ses propres relais, disait Napoléon, des centaines de chevaux et d'autres folies semblables.

L'Empereur ajoutait que moins encore comme souverain que comme aimant Junot, guidé aussi par le rapport natal de la Corse, dont sa femme était originaire, il la fit venir un jour pour lui donner des avis paternels sur les dépenses désordonnées de son mari, sur la profusion de diamants, qu'à son retour de Portugal, elle-même, Mme Junot, avait étalés inconsidérément ; sur ses intimes liaisons avec un étranger⁵⁷....., qui pouvaient inquiéter la politique, etc., etc. « Mais elle repoussa vivement ces avis dictés par le seul intérêt. Elle se fâcha, dit l'Empereur, et j'en fus traité comme un petit garçon ; alors il ne me resta plus que de l'envoyer promener et de l'abandonner à elle-même.

« Elle se croyait une princesse de la maison de Comnène⁵⁸ ; on l'avait persuadé à Junot en la lui faisant épouser. Cette famille était de la Corse et du voisinage même de la mienne ; elle avait à ma mère de grandes obligations de bienveillance, et de plus directes encore. » Et l'Empereur alors a donné l'explication suivante :

« Les Génois avaient transporté anciennement près d'Ajaccio une colonie de Maniotes⁵⁹, en évacuant la Morée⁶⁰. M. de Vergennes, ambassadeur à Constantinople, y épousa une Grecque. Revenu en France, et fort en crédit auprès de Louis XVI, il lui prit fantaisie d'avoir épousé une princesse. Son désir se trouva secondé par des

57. Laure Junot, duchesse d'Abrantès, eut en effet une liaison avec Metternich, ambassadeur d'Autriche en France. (*JMS*)

58. Famille de l'Empire romain d'Orient, qui compte plusieurs empereurs. (*JMS*)

59. Habitants de la presqu'île du Magne, dans le Péloponnèse. (*JMS*)

60. Le Péloponnèse. (*JMS*)



🔍 La duchesses d'Abrantes, par Goya.

« Ce Comnène du reste, continuait l'Empereur, était un assez gros fermier, dont une sœur, quelques années auparavant, avait fait le mariage inespéré d'un commis aux vivres, Français, du nom de P..... Depuis l'élévation de la famille, et par le crédit de M. de Vergennes, ce même P....., commis aux vivres, était devenu un homme fort important, ayant eu toute l'entreprise de l'armée de Rochambeau. La fille de ce commis aux vivres était précisément Mme Junot, duchesse d'Abrantès.

« Junot, dans la campagne de Russie, disait encore l'Empereur, me mécontenta fort ; on ne le reconnaissait plus ; il fit des fautes capitales qui nous coûtèrent bien cher. »

Au retour de Moscou, par suite de ce mécontentement, Junot perdit le gouvernement de Paris : l'Empereur l'envoya à Venise. Cette espèce de disgrâce fut adoucie presque aussitôt par le gouvernement

circonstances politiques : on rêvait alors la chute de Constantinople. La France eût eu quelque intérêt à mettre en avant des prétentions sur quelques débris de cet empire. On fut donc chercher auprès d'Ajaccio, dans la colonie grecque, quelqu'un du nom de *Comnène*, parent de Mme de Vergennes ; on le fit venir à Versailles, et il y fut bientôt après reconnu descendant des Empereurs de Constantinople par lettres-patentes de Louis XVI.

« Ce Comnène du reste, continuait l'Empereur, était un assez

général de l'Illyrie ; mais le coup était porté. Les irrégularités qu'on avait déjà observées depuis quelque temps dans Junot, et qui avaient pris leur source dans ces excès, éclatèrent en insanité⁶¹ complète. Il fallut se saisir de sa personne et le transporter chez lui dans la maison paternelle, où il périt misérablement, peu de temps après, mutilé de ses propres mains.....

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 14 juillet 1816.

Sur le maréchal Lannes. – Murat, sa femme, etc.

Durant le dîner, au sujet de toilette et de parure, on disait que parmi les grands personnages du jour, aucun n'en avait poussé le ridicule plus loin que *Murat*⁶² }], et encore, observait-on, était-elle la plupart du temps tellement singulière, tellement bizarre, que le public l'en appelait le *roi Franconi*. L'Empereur en a beaucoup ri, confessant qu'il était vrai que certains costumes et certaines manières lui donnaient en effet parfois l'apparence d'un opérateur, l'air d'un charlatan. { Et revenant à la toilette, on ajoutait que *Bernadotte*⁶³ y mettait aussi un soin infini, et *Lannes*⁶⁴ beaucoup de temps. L'Empereur s'est montré fort surpris de ce qu'on lui apprenait des deux derniers. Cela l'a conduit naturellement bientôt à répéter ses vifs regrets sur la perte du maréchal Lannes, qu'il a terminés disant : « Ce pauvre Lannes avait passé la nuit qui précéda la bataille, dans Vienne, et pas seul. Il parut

61. Folie. (*JMS*)

62. Joachim Murat (1767-1815) maréchal d'Empire, grand-duc de Berg, roi de Naples. (*JMS*)

63. Jean-Baptiste Bernadotte (1763-1844) maréchal d'Empire, prince de Pontecorvo, puis roi de Suède et de Norvège en 1818. (*JMS*)

64. Jean Lannes (1769-1809) maréchal d'Empire, duc de Montebello. (*JMS*)

au combat sans avoir mangé, et se battit tout le jour. Le médecin disait que ce triple concours de circonstances avait causé sa perte. Il lui eût fallu beaucoup de forces après sa blessure, et il n'y avait plus à remédier à celles qu'il avait perdues.

« On dit d'ordinaire, observait l'Empereur, qu'il est des blessures qui feraient préférer de perdre la vie. Il en est bien peu, je vous assure. C'est au moment de quitter la vie qu'on s'y rattache de toutes ses forces. Lannes, le plus brave de tous les hommes, Lannes, privé de ses deux jambes, ne voulait pas mourir, et s'irritait au point de me dire qu'on devrait pendre les deux chirurgiens qui venaient de manquer si brutalement à un maréchal. C'est qu'il venait d'ouïr les deux chirurgiens qui le soignaient se dire tout bas, sans croire être entendus, qu'il était impossible qu'il en revînt.



Lannes mortellement blessé à Essling, par Boutigny.

« À chaque instant, le malheureux Lannes demandait l'Empereur ; il se cramponnait à moi, disait Napoléon, de tout le reste de sa vie ; il ne voulait que moi, ne pensait qu'à moi. Espèce d'instinct ! observait l'Empereur. Assurément il aimait mieux sa femme et ses enfants que moi ; il n'en parlait pourtant pas : c'est qu'il n'en attendait rien ; c'était lui qui les protégeait, tandis qu'au contraire, moi j'étais son protecteur ; j'étais pour lui quelque chose de vague, de supérieur ; j'étais sa providence, il implorait !... » }]

Quelqu'un observa alors que le bruit des salons avait été bien différent ; qu'on y avait répandu que Lannes était mort en furieux, maudissant l'Empereur, contre lequel il se montrait enragé ; et on ajoutait qu'il avait toujours eu de l'éloignement pour lui, et le lui avait souvent témoigné avec insolence. « Quelle absurdité ! a repris l'Empereur ; Lannes m'adorait, au contraire. C'était assurément un des hommes au monde sur lequel je pouvais le plus compter. Il est bien vrai que, dans son humeur fougueuse, il eût pu laisser échapper quelques paroles contre moi ; mais il était homme à casser la tête de celui de qui il les aurait entendues. »


{ Revenant ensuite à *Murat*, quelqu'un observa qu'il avait grandement influé sur les malheurs de 1814. « Il les a décidés, a repris l'Empereur ; il est une des grandes causes que nous sommes ici. Du reste, la première faute en est à moi. Ils étaient plusieurs que j'avais faits trop grands ; je les avais élevés au-dessus de leur esprit. Je lisais, il y a peu de jours, sa proclamation en se séparant du Vice-Roi⁶⁵ ; je ne la connaissais pas encore. Il est difficile de concevoir plus de turpitude : il y dit que le temps est venu de choisir entre deux bannières, celle du crime ou de la vertu ; or, c'est la mienne qu'il appelle celle du crime.

65. Le Vice-Roi d'Italie, Eugène de Beauharnais. (JMS)

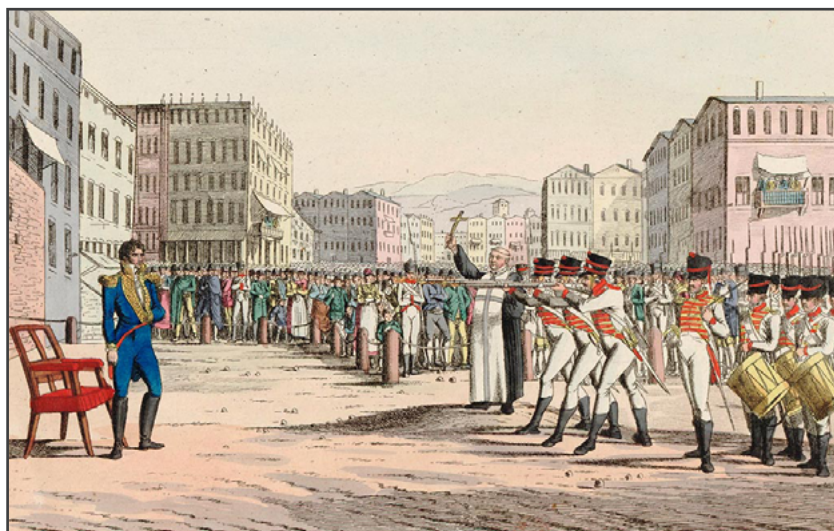
Et c'est Murat, mon ouvrage, le mari de ma sœur, celui qui me doit tout, qui n'eût été rien, qui n'existe, qui n'est connu que par moi, qui écrit cela ! Il est difficile de se séparer du malheur avec plus de brutalité, de courir avec plus d'impudeur au-devant d'une fortune nouvelle. »

Madame Mère, depuis cet instant, ne voulut avoir aucun rapport avec lui ni avec sa femme ; quelques efforts d'ailleurs qu'ils fissent vis-à-vis d'elle, sa constante réponse était qu'elle avait en horreur les traîtres et la trahison. Dès qu'elle fut à Rome, après les désastres de 1814, Murat s'empressa de lui envoyer, de ses écuries de Naples, huit très beaux chevaux. Madame n'en voulut point entendre parler. Elle repoussa de même toutes les tentatives de sa fille *Caroline*, qui ne cessait de répéter qu'après tout il n'y avait pas de sa faute, qu'elle n'y était pour rien, qu'elle n'avait pu commander son mari. Mais Madame répondait comme Clytemnestre : « Si vous n'avez pu le commander, vous avez dû le combattre ; or, quels combats avez-vous livrés ? quel sang a coulé ? Ce n'est qu'au travers de votre corps que votre mari devait percer votre frère, votre bienfaiteur, votre maître.

« À mon retour de l'île d'Elbe, continuait l'Empereur, la tête tourna à Murat de me savoir débarqué. Les premières nouvelles lui apprirent que j'étais dans Lyon. Il était habitué à mes grands retours de fortune. Il m'avait vu plus d'une fois dans des circonstances prodigieuses. Il me crut déjà maître de l'Europe, et ne songea plus qu'à m'arracher l'Italie ; car c'était là son but et ses espérances. Vainement des gens à grand crédit parmi les peuples qu'il voulait soulever, se jetèrent-ils à ses genoux, lui dirent-ils qu'il s'abusait ; que les Italiens avaient un Roi, que celui-là seul avait leur amour et leur estime. Rien ne put l'arrêter. Il se perdit, et contribua à nous perdre une seconde fois, parce que les Autrichiens, ne doutant pas que ce ne fût à mon instigation,

ne voulurent pas croire à mes paroles et se défièrent de moi. La malheureuse fin de Murat répond à toute cette conduite. Murat avait un très grand courage et fort peu d'esprit. La trop grande différence entre ces deux qualités l'explique en entier. Il était difficile, impossible même, d'être plus brave que Murat et Lannes. Murat n'était demeuré que brave. L'esprit de Lannes avait grandi au niveau de son courage ; il était devenu un géant. } 

« Au surplus, a terminé l'Empereur, l'exécution de Murat n'en est pas moins horrible ! C'est un événement dans les mœurs de l'Europe, une infraction aux bienséances publiques. Un Roi a fait fusiller un Roi reconnu comme tel par tous les autres !!!... Quel charme il a violé !... »



Exécution de Joachim Murat roi de Naples à Pizzo, en 1815.

Fin du tome VIII.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Cet ouvrage est composé par

Leo'n Co

pour

herodote.net